

Jean-Marc PIOTTE (1972)
Professeur à l'Université du Québec à Montréal

SUR LÉNINE

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Potte (1972)

Sur Lénine

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Jean-Marc Potte, *Sur Lénine*. Collection Aspects, n° 15. Montréal : Éditions Parti pris, 1972, 302 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 29 août 2002 à Chicoutimi, Québec.



Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Jean-Marc Piotte, *Sur Lénine*. Montréal: Éditions Parti pris, 1972. 302 pages.

Cette édition numérique a été rendue possible grâce à la double autorisation, accordée le 18 août 2002, par l'auteur, M. [Jean-Marc Piotte](#), professeur de science politique à [l'Université du Québec à Montréal](#), et par son éditeur, le [Groupe Ville-Marie-littérature](#), de Montréal.

Un grand merci au professeur Piotte de sa générosité et un grand merci à son éditeur, Le Groupe Ville-Marie-littérature, de nous avoir donné l'autorisation de produire une édition numérique accessible librement et gratuitement à partir du site web des Classiques des sciences sociales.



Pour rejoindre M. Piotte : piotte.jean-marc@uqam.ca

Table des matières

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

Chapitre 1- [La tactique](#)

[le premier essor révolutionnaire](#) (1903-1907)

[la réaction](#) (1907-1914)

[la première guerre mondiale](#) (1914-1917)

[la révolution triomphante](#) (1917-1918)

[le repli de la révolution](#) (1918-1924)

[conclusion](#)

[bibliographie](#)

Chapitre 2- [Le parti](#)

[Période du *Que faire?*](#) (1900-1904)

[démocratisation du parti](#) (1904-1910)

[retour vers la centralisation](#) (1910-1917)

[la révolution triomphante](#) (1917-1918)

[retour politique vers le *Que faire?*](#) (1918-1924)

[conclusion](#)

[bibliographie](#)

Chapitre 3- [L'État](#)

[la révolution de 1905](#)

[la révolution triomphante](#) (1917-1918)

[un État bureaucratique](#) (1918-1924)

[conclusion](#)

[bibliographie](#)

Chapitre 4- [La question nationale](#)

[la première ébauche](#) (1903)

[l'explicitation](#) (1913-1913)

[l'analyse de l'impérialisme](#) (1915-1916)

[conséquences de la révolution](#) (1917-1924)

[conclusion](#)

[bibliographie](#)

[Conclusion](#)

Remerciements

Nous tenons à remercier tous ceux qui, à un niveau ou à un autre, ont rendu possible la production de cet ouvrage. Premièrement, les étudiants qui ont suivi mon cours sur « l'histoire des idées politiques III » au Département de Science politique de l'UQAM en 1969-70 et en 1970-71. Ensuite, les professeurs du même département et, plus particulièrement, Claude Corbo. Et, enfin, les camarades suivants: Thérèse Dumouchel, Emilio de Ipola, Stanley Ryerson, Michel Van Schendel et Jean-Pierre Vernant.

[Retour à la table des matières](#)

Jean-Pierre Piotte

SUR LÉNINE

Copyright by Les éditions Parti pris

Collection ASPECTS n° 15

Ottawa, Canada 1972

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dès ses premiers écrits ¹, Staline trace le cadre qui doit orienter toutes les études ultérieures sur Lénine: le léninisme, qui devient la théorie « marxiste-léniniste », est pour lui une théorie achevée et complète, valable pour tout pays et dans toute conjoncture. Les commentateurs qui suivirent, pro ou anti-léninistes, acceptèrent le cadre fixé par Staline. On critiquait tel ou tel aspect du léninisme tel que compris par Staline, mais on ne remettait jamais en question la problématique léniniste telle qu'il l'avait définie. Même un commentateur aussi intelligent qu'Henri Lefebvre, qui chercha à briser ce cadre par une étude chronologique des écrits de Lénine ², accepta le découpage fondamental de l'interprétation stalinienne: Lénine se trouvait pour l'essentiel dans les « Grands classiques » tels que définis par Staline.

Nous nous en tiendrons à l'aspect politique de la pensée de Lénine. Mais, quoique limitée, notre analyse nous amène à une hypothèse de départ bien différente. La pensée politique de Lénine est, pour nous, le fruit d'une réflexion sur les problèmes qu'il affronta dans sa pratique politique quotidienne. Sa réflexion surgit toujours de conjonctures concrètes: elle s'approfondit et se modifie selon les déterminations

¹ « Les bases du léninisme », avril 1924; « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », décembre 1924; « Du léninisme » janvier 1926. Ces trois textes ont été publiés dans un recueil de textes de Staline intitulé *Les bases du léninisme*, Coll. 10/18.

² Lefebvre, Henri, *Pour connaître la pensée de Lénine*, Paris, Éd. Bordas.

spécifiques de chacune. Nous devons donc étudier tous les textes de Lénine, par ordre chronologique, en rapportant ce qu'il dit à la conjoncture sur laquelle il réfléchit.'

Une telle étude révélera que la pensée de Lénine a subi des variations importantes en fonction des modifications de la conjoncture, que la pensée vivante de Lénine est totalement étrangère au « marxisme-léninisme » et que l'étude des seuls « grands classiques » ne permet pas de comprendre cette pensée.

Nous avons centré notre étude sur quatre thèmes politiques qui nous paraissaient particulièrement importants: la tactique, le parti, l'État et la question nationale. Sous ces quatre thèmes, nous avons pu cerner l'essentiel de la pensée politique de Lénine. Nous n'avons pas consacré un chapitre spécial à la question paysanne, particulièrement importante chez Lénine. D'une part, nous traitons cette question surtout à l'intérieur des trois premiers thèmes et, d'autre part, elle est moins importante pour nous qui vivons dans une société très urbanisée. Chaque thème est développé de façon à rendre chaque chapitre le plus autonome possible. Ce procédé nous oblige à certaines répétitions, mais permet au lecteur d'inventer son propre ordre de lecture. Seule leur complémentarité permet toutefois de faire apparaître l'ensemble de la pensée politique de Lénine.

Une étude thématique ne permet pas de déterminer les divers moments de l'ensemble de la pensée de Lénine, mais elle en constitue cependant le préalable. En faisant subir le même traitement à la pensée philosophique et économique de Lénine, nous aurions alors, et seulement alors, l'ensemble du matériel requis pour recouper les moments inhérents à chacun des thèmes politiques, économiques et philosophiques, dégager les grandes mutations qui ont affecté le développement de sa pensée et, ainsi, en dégager la problématique. Notre étude, plus limitée et plus modeste, tout en ne permettant pas de dégager l'ensemble de la problématique léniniste, est un premier pas dans cette direction.

Afin de limiter les faiblesses inhérentes à une approche thématique, nous avons à la fin de chaque chapitre résumé la position de Lénine sur la question et tenté une mise à jour des lacunes que nous avons cru y trouver. En conclusion, nous avons comparé la pensée politique de Lénine, telle qu'elle se dégage de notre étude, à l'interprétation « marxiste-léniniste » de Staline. Le but de cette conclusion n'est pas de juger la valeur de la pensée ni le rôle historique de Staline - ce qui exigerait une étude entièrement différente - mais de démontrer en quoi la pensée vivante de Lénine est différente de l'interprétation qu'en donne Staline.

Pour notre étude de la pensée de Lénine, nous avons utilisé les éditions des Oeuvres de Lénine, publiées conjointement, en 1960, par les Éditions Sociales de Paris et les Éditions en langues étrangères de Moscou. À la fin de chaque chapitre, on trouvera une bibliographie des textes les plus importants consacrés par Lénine au sujet étudié.

Afin de pouvoir comparer les écrits de Lénine aux conjonctures qu'il affrontait, nous avons surtout utilisé comme point de comparaison les travaux du plus grand historien marxiste de la Russie révolutionnaire: Isaac Deutscher.¹ En complément,

¹ Plus précisément, nous avons surtout utilisé les ouvrages suivants: *Staline*, Gallimard, con. de Poche, 1953; Trotsky, 3 tomes, Julliard, 1962; *La Révolution inachevée* (1917-1967), 1967, Laffont.

nous avons eu recours aux études d'autres commentateurs et historiens dont on trouvera les noms au fur et à mesure de leur utilisation.

Au terme de ce travail, nous serons satisfait si notre étude peut susciter chez le lecteur le désir de retourner à Lénine et contribuer à une étude renouvelée de ses oeuvres.

Chapitre I

La tactique

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut, au sens strict, parler de la tactique chez Lénine avant la fondation du Parti, soit le IIe Congrès du P.O.S.D.R. tenu au milieu de l'année 1903. Car une tactique implique nécessairement une organisation qui l'incarne et qui l'agit au niveau des luttes concrètes. Il y a bien eu le 1er Congrès de 1898, mais il ne réunit que huit personnes, et elles furent arrêtées par la police du Tsar; le parti ne fut réellement fondé qu'en 1903.

Cependant, dans ses premiers écrits, Lénine trace déjà les principes de base qui vont orienter sa tactique future. Se mettant à l'école des oeuvres économiques de Marx, il détruit le mythe du « socialisme paysan » en démontrant que le capitalisme, en pénétrant dans les campagnes, a complètement transformé la commune agricole primitive. Puis, il explique le caractère réactionnaire des théories populistes qui, par nostalgie d'un passé mythique, s'opposent aux aspects progressistes du développement capitaliste. Après Plékhanov, Lénine introduit donc une coupure radicale par rapport à la tradition idéologique qui avait orienté jusqu'alors les révolutionnaires russes:

« Les socialistes doivent rompre *résolument et définitivement* avec toutes les idées et théories petites-bourgeoises: *telle est la principale et première leçon* que l'on doit tirer de cette campagne. »¹

Aux idéologies « socialistes » paysannes, petites-bourgeoises, Lénine oppose le marxisme. C'est le marxisme aussi qui lui permettra d'identifier quelle est la classe porteuse de la révolution. Ce n'est plus la paysannerie tant chantée par les populistes, mais la classe ouvrière qui tient en mains le sort de la révolution:

« Le moujik est l'homme de l'avenir en Russie, pensaient les représentants du socialisme paysan, les populistes, dans la plus large acception du mot. L'ouvrier est l'homme de l'avenir en Russie, pensent les social-démocrates. »²

Une fois les théories « socialistes » paysannes critiquées et la classe révolutionnaire identifiée, Lénine se demande quelle doit être la position de la classe ouvrière par rapport à la paysannerie. Et, analysant celle-ci, il la divisera en trois classes: la paysannerie pauvre, qui constitue les 2/3 de la paysannerie, la paysannerie moyenne, les paysans riches, i.e. les koulaks.

En mars 1903, pour la première fois à notre connaissance, Lénine parlera explicitement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre³. Les ouvriers et les paysans pauvres doivent s'unir pour mener la lutte dans deux directions: d'une part, contre la féodalité en union avec toute la paysannerie, d'autre part, contre tous les bourgeois, parmi lesquels il faut compter les paysans riches. Et si la lutte contre la bourgeoisie est la lutte fondamentale, d'un point de vue pratique, dans la conjoncture russe de 1903, la lutte contre la féodalité prend la première place. C'est pour cette raison que le programme du parti, à cette époque, propose des objectifs maximums pour la paysannerie et ne formule que des objectifs minimums pour la classe ouvrière:

« Dans la partie paysanne, nous formulons en outre des revendications sociales révolutionnaires, car une révolution sociale renversant la domination des seigneurs terriens (c'est-à-dire une révolution sociale de la bourgeoisie semblable à la Révolution française) est possible sur la base de l'ordre bourgeois existant. Dans la partie ouvrière, nous restons (pour l'instant et sous condition, tout en conservant nos desseins et nos intentions propres, mais nous restons tout de même) sur le terrain des réformes sociales, car nous y exigeons seulement ce que la bourgeoisie peut (en principe) nous céder sans perdre encore sa domination... »⁴

Dès avant la fondation du Parti sont donc posées les bases qui orienteront toutes les discussions sur sa tactique face à la paysannerie et sur l'orientation à donner à la lutte révolutionnaire.

¹ Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre Les social-démocrates, T. 1, printemps et été 1884, p. 311.

² Id., p. 324.

³ Aux paysans pauvres, T. 6, mars 1903, p. 411.

⁴ « Le programme agraire de la social-démocratie russe », T. 6, février-mars 1902, pp. 117-118.

C'est donc également dès cette période que Lénine s'oppose à ceux qui veulent limiter la lutte de la classe ouvrière à une lutte syndicale, laissant la lutte politique à l'opposition libérale appuyée par des intellectuels marxistes. Cette tendance « trade-unioniste » est combattue par l'Iskra et tout le *Que faire?* de Lénine vise à démontrer la nécessité de la lutte politique de classe pour les ouvriers. La préparation du 2e Congrès du Parti est d'ailleurs entièrement canalisée par cette lutte.

Les principes de base (type de lutte de la classe ouvrière, position par rapport à la paysannerie, caractère de la Révolution) sont donc posés par Lénine dès avant le 2e Congrès. Ils s'appliqueront et se transformeront au niveau tactique en fonction des variations de la conjoncture. Et on peut, à ce niveau, distinguer cinq grandes étapes dans la formulation de la tactique chez Lénine: 1) le premier essor révolutionnaire (1903-1907); 2) la période de la réaction (1907-1914); 3) la première guerre mondiale (1914-1917); 4) le triomphe de la révolution (1917-1918); 5) le repli de la révolution (1918-1924).

Le premier essor révolutionnaire (1903-1907)

[Retour à la table des matières](#)

A l'été 1903 se tient le 2e Congrès du P.O.S.D.R. Les iskristes, qui avaient combattu avec tant d'énergie ceux qui voulaient limiter la lutte de la classe ouvrière à une lutte syndicale, se divisèrent sur l'article 1 des statuts du parti. Cet article, qui semblait si anodin, fut le point de départ de la scission des sociaux-démocrates russes en bolcheviks et menchéviks. Cette division se manifesta d'abord au niveau tactique sur la question du gouvernement révolutionnaire provisoire. Les menchéviks s'opposaient à la participation des sociaux-démocrates à ce gouvernement tandis que les bolcheviks y étaient favorables.

Dans *Deux tactiques de la social-démocratie, dans les Révolutions démocratiques*¹, Lénine pose ce problème dans toute sa complexité. En face de toute nouvelle situation politique, dit-il, le parti doit définir sa tactique, c'est-à-dire son orientation politique, ou encore « le caractère, l'orientation, les méthodes de son activité politique »². Or la montée de la révolution en Russie, c'est-à-dire la séparation de la majorité du peuple d'avec le gouvernement du Tsar, a engendré une nouvelle conjoncture politique. Cette nouvelle conjoncture met-elle à l'ordre du jour la révolution socialiste? Le Congrès du Parti écartera cette question car ce qui est posé par la conjoncture, c'est le renversement de l'autocratie et la convocation de l'Assemblée constituante. Le parti doit donc lutter pour son programme minimum (dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie) et son programme maximum (conquête du pouvoir par la révolution socialiste) car le caractère sous-développé de l'économie russe et le faible degré d'organisation du prolétariat rendent actuellement impossible la conquête du pouvoir par la classe ouvrière:

¹ T. 9, juin - juillet 1905.

² Id., p. 16.

« Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. »¹

Mais la république démocratique, c'est-à-dire la dictature démocratique révolutionnaire de la paysannerie et du prolétariat, en rendant possible le progrès bourgeois, tant au niveau économique qu'au niveau des libertés politiques, favorisera l'organisation du prolétariat. D'ailleurs, aussitôt que la révolution actuelle obtiendra la victoire complète, le parti substituera à ce mot d'ordre celui de dictature socialiste du prolétariat². De plus, la révolution démocratique, en plus de favoriser l'organisation du prolétariat de Russie, provoquera une révolution socialiste dans toute l'Europe et le prolétariat européen aidera à son tour la Russie à faire sa révolution socialiste. La victoire de la révolution démocratique en Russie « nous permettra, dit Lénine, de soulever l'Europe; et le prolétariat socialiste européen, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste ».³

Mais la Russie n'en est pas encore là. La conjoncture actuelle pose le problème de la convocation d'une Assemblée. réellement constituante. Et de ce problème surgissent deux nouvelles questions: quel est l'organe apte à convoquer cette Assemblée constituante? quel gouvernement remplacera le gouvernement du Tsar? Lénine analysera les différentes implications de ces questions, soit: l'importance du gouvernement; l'attitude du prolétariat vis-à-vis ce gouvernement; les conditions de participation du parti à ce gouvernement; les conditions d'une pression *par en bas* sur ce gouvernement.

L'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire découle du fait qu'il faut un gouvernement qui soit l'organe de l'insurrection populaire victorieuse, pour pouvoir assurer la liberté complète de propagande électorale et la convocation d'une assemblée constituante exprimant véritablement la volonté du peuple. S'opposer à la constitution d'un tel gouvernement, c'est s'imaginer que le Tsar pourrait aller jusqu'à vouloir la mort de son propre régime, en favorisant de lui-même les libertés politiques et la convocation d'une assemblée constituante dont le peuple ne serait pas exclu. L'attitude du prolétariat face à ce gouvernement sera dictée par la conjoncture exprimée par le mot d'ordre: révolution démocratique du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire réalisation du programme minimum du prolétariat et non pas, comme nous l'avons vu, réalisation du programme maximum. Lénine critiquera à cet égard la Commune de Paris qui n'avait pas su distinguer la lutte pour la République de la lutte pour le socialisme:

« ... l'histoire connaît sous ce nom un gouvernement ouvrier qui, à l'époque, ne savait ni ne pouvait distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste, qui confondait les tâches de la lutte pour la république avec les tâches de la lutte pour le socialisme... »⁴

¹ Id., p. 23.

² Id., p. 110 et pp. 128 et 129.

³ Id., p. 79.

⁴ Id., p. 77.

Les menchéviks, pour leur part, s'opposaient à ce que les sociaux-démocrates participent au gouvernement révolutionnaire provisoire. Il était contradictoire, selon eux, que des socialistes participent à un gouvernement dont l'objectif est la révolution bourgeoise. Lénine rejette ce mot d'ordre qu'il juge anarchiste, en fixant deux objectifs à cette participation des sociaux-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire

« Une lutte sans merci contre les tentatives contre-révolutionnaires et la défense des intérêts propres de la classe ouvrière. »¹

En fait, il s'agit pour Lénine de participer à ce gouvernement pour mieux lutter pour la réalisation du programme minimum de son parti et tracer ainsi la voie à la révolution socialiste. Mais pour éviter que cette participation mette le parti à la remorque des bourgeois, celui-ci devra exercer un contrôle rigoureux sur ses mandataires. Dans un autre texte, Lénine souligne les conditions à ne pas enfreindre: « frapper ensemble, marcher séparément, ne pas confondre les organisations, surveiller notre allié comme un ennemi, etc. »². Et la participation « par en haut » ne doit pas empêcher le prolétariat d'exercer une pression « par en bas » afin d'assurer que tout le programme minimum du Parti soit réalisé. Pour exercer cette pression, le prolétariat doit être animé et dirigé par la socialdémocratie. Ainsi à cette époque, la différence de tactique entre les bolcheviks et menchéviks se résumait grosso modo à ceci: ces derniers voulaient limiter leur activité à une pression d'en bas tandis que ceux-là voulaient unir la pression d'en bas à la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire. Toute cette différence de tactique renvoyait à la question fondamentale suivante: qui devait diriger la révolution, la bourgeoisie ou le prolétariat et la paysannerie? Lénine résumera plus tard la question essentielle en ces termes:

« Constamment et aujourd'hui encore, les menchéviks laissent entendre que la révolution bourgeoise doit être accomplie uniquement par la « bourgeoisie » (la bourgeoisie en général, sans distinction de « couleurs »!) et que le rôle du prolétariat est de l'aider (...) Quand les bolchéviks affirment que la victoire décisive ne peut être que la dictature du prolétariat et de la paysannerie, cela ne leur plait pas, mais ils n'ont pu ni réfuter, ni corriger, ni donner une autre forme à cette thèse. »³

Cette différence de tactique prit un tournant nouveau lorsque le Tsar convoqua la Douma de Boulyguine. Les sociaux-démocrates devaient-ils participer aux élections de cette Douma? La Douma de Boulyguine devait être uniquement une assemblée consultative, et le mode d'élection, indirect et censitaire, assurait, aux représentants des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, le contrôle de cette assemblée. Les bolchéviks proposèrent le boycottage actif de la Douma par opposition à une abstention passive:

¹ Id., p. 24.

² « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » T. 8, 12 avril 1905, p. 302.

³ « Les considérations du camarade Plékhanov sur la tactique de la social-démocratie » T. 10, 26 mai 1906, p. 488.

« À l'encontre d'une abstention passive, le boycottage actif doit comporter le décuplement de notre agitation, l'organisation de réunions, partout où c'est possible, l'utilisation des réunions électorales, dût-on même y pénétrer de force, la mise sur pied de manifestations, de grèves politiques, etc., etc. »¹

Ce boycottage actif était indissolublement lié au mot d'ordre d'insurrection armée. Lénine ne s'opposa pas à la participation à la Douma parce que celle-ci était peu représentative, mais parce qu'elle était une voie d'évitement tracée par le Tsar afin d'empêcher que l'insurrection armée s'organise². Les bolchéviks s'opposaient, encore ici, aux menchéviks qui favorisaient la participation des sociaux-démocrates aux élections.

Le deuxième point de divergence tient à ce que les menchéviks avancent le mot d'ordre d'auto-administration locale tandis que les bolchéviks insistent sur le mot d'ordre de gouvernement révolutionnaire provisoire, organe de l'insurrection:

« L'organisation d'une auto-administration révolutionnaire, l'élection par le peuple de ses représentants, ce n'est pas le *prologue*, mais l'épilogue de l'insurrection. Se proposer de réaliser cette organisation maintenant, avant l'insurrection et indépendamment d'elle, c'est s'assigner un but absurde et semer la confusion dans l'esprit du prolétariat révolutionnaire. Il faut d'abord faire triompher l'insurrection (ne serait-ce que dans les limites d'une ville) et instituer le gouvernement révolutionnaire provisoire, pour que ce dernier puisse aborder, en qualité d'organe de l'insurrection et de chef reconnu du peuple révolutionnaire, l'organisation de l'auto-administration révolutionnaire. »³

Lénine distingue trois grands courants politiques à l'époque de cette première révolution: le tsarisme, la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie craint plus ce dernier que le tsarisme. Le prolétariat est la seule force conséquente dans la révolution.

Et il peut et doit obtenir l'appui de la paysannerie qui, malgré son instabilité, est plus intéressée à la confiscation des terres qu'à la conservation absolue de la propriété privée. Or les menchéviks, par leurs mots d'ordre ambigus, favorisent précisément, selon Lénine, la position ambiguë de la bourgeoisie. Il faut, au contraire, par des mots d'ordre clairs, axés sur l'insurrection armée, sceller cette alliance du prolétariat et de la paysannerie.

La grève générale des ouvriers balaya la Douma de Boulyguine. Le Tsar, par son Manifeste impérial, convoque une nouvelle Douma et octroie de grandes libertés à la population. Mais ce ne sont que des promesses, dit Lénine. Il faut continuer le combat. Par la grève générale, le prolétariat a réussi à neutraliser la troupe: il s'agit maintenant d'obtenir le passage de l'armée au peuple. Le prolétariat a obtenu sa première

¹ « Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection », T. 9, 16 août 1905, p. 184.

² « Un parlement et même une parodie de Parlement peut, nous le savons, devenir, lorsque font défaut les conditions d'une insurrection, le centre principal de l'agitation pour toute la période où il ne peut être question d'insurrection, » - « Comment on joue au parlementarisme. » T. 9, 26 septembre 1905, p. 280.

³ « Le boycottage de la Douma de Boulyguine, » T. 1, 16 août 1905' p. 187. Voir aussi « À la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans? » T. 9, 5 septembre 1905, pp. 225-227.

grande victoire dans les villes: il s'agit maintenant d'élargir la base de la révolution à la campagne. La réalisation de ces deux nouvelles tâches assurera le succès complet de la révolution.

Le problème du boycottage ou non des élections se pose encore pour la nouvelle Douma convoquée par le Tsar (Douma de White). Bolchéviks et menchéviks sont d'accord sur un point: cette nouvelle Douma est une duperie au niveau de la représentation populaire et il faut se préparer à un soulèvement armé pour obtenir la convocation d'une Assemblée constituante. Mais les bolchéviks veulent boycotter activement cette Douma tandis que les menchéviks veulent y participer. Pour les bolchéviks, il s'agit de démystifier ce simulacre de représentation populaire et d'affaiblir la confiance que le peuple accorde à cette Douma. Mais la question essentielle posée par ce problème est celle du rapport de forces:

« Quelle est la situation de la révolution démocratique en Russie: est-elle écrasée ou traversons-nous seulement une accalmie provisoire? (...) Pour autant que nous sommes fidèles au marxisme, nous ne pouvons ni ne devons échapper, au moyen de phrases générales, à l'analyse des conditions objectives dont, en fin de compte, la prise en considération donnera une réponse définitive à ces problèmes. Or, de cette réponse, dépendent toute la tactique de la social-démocratie et nos discussions par exemple sur le boycottage de la Douma... »¹

Lénine énumère les faits qui parlent en faveur de l'idée que la réaction s'est imposée: revirement de la bourgeoisie qui se rapproche du gouvernement du Tsar, répression massive des révolutionnaires par l'État, écrasement du soulèvement du prolétariat dans les villes, isolement de la paysannerie, affaiblissement de la combativité des masses, etc. Lénine, étrangement, au lieu de réfuter ces faits, cite Kautsky qui démontre qu'il y a quatre différences importantes entre la défaite du prolétariat à Paris en 1848 et la situation de la classe ouvrière à Moscou en 1905. De ces différences, Lénine tire la conclusion que l'insurrection est toujours à l'ordre du jour en Russie². Analyse étrange, pensons-nous, car elle implique que les causes d'une défaite en Russie devraient être les mêmes que celles qui ont prévalu à l'époque de la Commune tandis qu'on aurait dû démontrer que le rapport de forces dans la conjoncture russe favorisait le prolétariat. Ce que Lénine ne fait pas.

En avril et mai 1906 se tient le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. Les menchéviks y sont en majorité. Le Congrès décide de participer aux élections là où elles n'ont pas encore eu lieu et de former une fraction social-démocrate à la Douma. À la fin de juin 1906, Lénine admet que l'activité de la fraction social-démocrate, compte tenu des circonstances actuelles, peut servir grandement la cause du prolétariat³. Une dizaine de jours plus tard, il revient encore sur le sujet:

« Mais le boycottage entraîne-t-il *obligatoirement* le refus de former à la Douma notre propre fraction du Parti? Nullement (...) Nous devons tout faire - et nous avons tout fait - pour empêcher la convocation d'une représentation d'hommes de paille. C'est un fait. Mais puisque, malgré tous nos efforts, la représentation a été convoquée, nous ne pouvons pas refuser de l'utiliser. »⁴

¹ « La révolution russe et les tâches du prolétariat », T. 10, 20 mars 1906, p. 136.

² Id., pp. 139 à 144.

³ « À propos d'une déclaration de notre fraction à la Douma » T. 11, 22 juin 1906, p. 26.

⁴ « Faux raisonnements de boycotteurs « sans-parti ». T. 1, 1er juillet 1906, p. 77.

Mais le 9 juillet 1906, le Tsar dissout la 1^{ère} Douma (White) et convoque la seconde pour février 1907. Quelques jours plus tard, Lénine déclare que chacun est maintenant convaincu de l'inutilité de la Douma et de la nécessité de prendre le pouvoir. Il faut donc utiliser la dissolution de la Douma pour provoquer l'insurrection:

« D'où cette conclusion: utiliser la dissolution de la Douma comme motif de propagande intense pour provoquer une insurrection de tout le peuple. Bien expliquer le rapport entre la grève politique et l'insurrection. Appliquer tous les efforts à obtenir l'unité et l'action commune des ouvriers, des paysans, des matelots et des soldats dans une lutte active, par les armes. »¹

Un mois plus tard, cependant, et pour la première fois durant cette période, il acceptera la participation aux élections de la Douma, mais comme forme secondaire d'action, par rapport à la forme principale, l'insurrection armée:

« ... la campagne en faveur de la Douma est une forme auxiliaire, secondaire, de la lutte, et la forme principale, vu les conditions objectives du moment, c'est toujours l'action révolutionnaire directe des larges masses populaires. »²

Mais la participation aux élections de la II^e Douma pose rapidement la question des ententes électorales. Les sociaux-démocrates doivent-ils passer des ententes électorales avec d'autres partis? Et si oui, avec lesquels?

Lénine pose certains principes nous permettant de comprendre son analyse. Critiquant l'hésitation des menchéviks entre la bourgeoisie monarchiste et la bourgeoisie révolutionnaire ou paysanne, il affirme: 1- ce n'est pas la conscience de classe qui détermine les luttes politiques, mais les *intérêts* des différentes classes de la société; 2- ce n'est pas le nombre d'opposants à un régime qui est déterminant, mais la *qualité* de cette opposition.

Commentant -le premier principe, Lénine écrit qu'il faut « examiner quels sont les intérêts et les classes qui exigent le *renversement* du régime et quels sont ceux qui aspirent seulement à la limitation du pouvoir établi; quelles conditions matérielles *engendrent* la lutte révolutionnaire (« le renversement du régime ») et quelles sont celles qui ménagent une cohabitation constitutionnelle des classes déchues et de celles qui travaillent à leur déchéance. »³ Et il explicitera en disant que la marche de la révolution peut obliger certaines classes, de par leurs intérêts, et quelquefois indépendamment de leur conscience, à renverser les institutions politiques qui entravent leur progrès.

¹ « Faux raisonnements de boycotteurs « sans-parti », T. 1, 1er juillet 1906, p. 77.

² « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », T. 11, mi-juillet 1906, p. 119.
« À propos du boycottage », T. 11, 12 août 1906, p. 146.

³ « La crise politique et la faillite des opportunistes », T. 11, 20 août 1906, p. 153.

A propos du second principe, il critiquera le « procédé cher aux opportunistes qui est de démontrer que le mot d'ordre le plus modéré est parfaitement pertinent puisqu'il peut rallier le plus grand nombre d'éléments sociaux (...) Il y a, en arithmétique politique, des opérations un peu plus compliquées que l'addition de tous les éléments d' « opposition ». Une opposition flottante et prête à trahir, ajoutée à des éléments révolutionnaires véritablement combattifs, ne donne pas toujours un résultat positif; il est plus souvent négatif. » ¹

Conformément au premier principe, Lénine étudiera les différents partis en les classant selon les *types essentiels* de parti. Types de parti, parce que la division de la Russie entraîne une multitude de partis et de fractions de parti sans oublier les courants politiques qui ne se sont pas constitués en parti. Il regroupera donc dans un même type les partis ou courants présentant une même orientation politique. Types essentiels, c'est-à-dire une typologie renvoyant à la nature de classe de la société. Lénine distingue alors cinq types essentiels de parti: 1 - les sociaux-démocrates représentant le prolétariat; 2 - les troudoviks représentant les paysans; 3 - les cadets représentant la bourgeoisie libérale; 4 - les Cent-Noirs représentant la bourgeoisie réactionnaire; 5 - les Octobristes hésitant entre les cadets et les Cent-Noirs ². Aux deux derniers groupes socio-économiques correspondent donc trois organisations politiques. Lénine explique cette anomalie par le fait que les particularités de la situation, déterminée par une lutte économique exacerbée, entraînent différentes relations entre l'orientation économique (pour ou contre un capitalisme progressiste) et l'orientation politique (pour ou contre le gouvernement du Tsar). Les cadets représentent la bourgeoisie progressiste tant au niveau économique que politique tandis que les Cent-Noirs défendent les positions opposées. Les Octobristes hésitent ³. D'ailleurs, ceux-ci sont si peu importants que Lénine n'en tiendra pratiquement pas compte dans son analyse sur les ententes électorales.

Le parlementarisme est perçu, par Lénine, uniquement comme moyen de propagande. Il s'agit, avant tout, de favoriser par ce moyen l'organisation du prolétariat et, secondairement, l'alliance de la paysannerie révolutionnaire avec le prolétariat. Le premier objectif implique donc, au minimum, que chaque parti fasse l'agitation selon ses principes et puisse critiquer ses alliés; le deuxième, que des accords électoraux avec les « troudoviks » peuvent s'avérer profitables. Malgré les subtilités du système électoral russe (à multiples degrés) et la division des « troudoviks » en trois grands courants politiques (les socialistes-populistes qui sont des opportunistes; le *groupe* du travail qui représente le centre politique du mouvement paysan; les socialistes-révolutionnaires qui représentent le mouvement révolutionnaire paysan) qui compliquent beaucoup l'analyse politique de Lénine, la ligne politique générale sera la suivante:

« ... avec la démocratie paysanne contre la « démocratie » traîtresse de la haute bourgeoisie (contre les cadets.) » ⁴

¹ Id., p. 155.

² Six ans plus tard, Lénine distinguera encore cinq grands types de parti en Russie: 1 - la droite qui défend les privilèges de la noblesse et des fonctionnaires du Tsar; 2 - les Octobristes qui, en plus de défendre les propriétaires fonciers, sont à la solde des gros capitalistes, du marchand et de la bourgeoisie traditionnalistes; 3 - les *cadets*, représentant la bourgeoisie « progressiste »; 4 - les partis paysans; 5 - les sociaux-démocrates. Vg. « Les partis politiques en Russie », T. 18, 10 mai 1912, pp. 38 à 50.

³ « Essai de classification des partis politiques russes », T. 11, 30 septembre 1906, pp. 228-234.

⁴ « La social-démocratie et les accords électoraux », T. 11, fin octobre 1906, p. 286.

Les menchéviks reprochent à cette tactique de diviser les voix et de favoriser ainsi l'élection des représentants de la réaction, les Cent-Noirs. Contre ce danger, les menchéviks seraient favorables à une entente avec toute la bourgeoisie, y compris les cadets, contre les Cent-Noirs. En fait, la différence de tactique est liée à l'importance qu'on accorde au parlementarisme. Pour Lénine, l'action parlementaire n'est qu'un moyen d'action secondaire par rapport à la lutte des masses et la réaction ne peut être arrêtée au niveau parlementaire, mais au niveau de la lutte des classes extra-parlementaire:

« Les bolchéviks n'ont admis des ententes qu'avec les partis qui combattent pour la République et qui reconnaissent la nécessité d'une insurrection armée tandis que les menchéviks ont admis, d'une façon générale, des accords avec les « partis démocrates d'opposition ». Cela veut dire que les bolchéviks ont défini la notion de bourgeoisie révolutionnaire par des indices nettement politiques, tandis que les menchéviks, au lieu de donner une définition politique, se sont seulement servis d'un terme qui relève de la *technique parlementaire*. »¹

Cette divergence sur la fonction du parlementarisme dans l'action politique renvoie au problème fondamental: qui sera le moteur de la révolution bourgeoise?

« L'aile dite « menchevique » considère les cadets et les libéraux comme la bourgeoisie progressiste des villes en opposition à la petite bourgeoisie rétrograde des campagnes, les troudoviks. Il en résulte que la bourgeoisie est reconnue comme la force motrice de la révolution et qu'on proclame la politique de soutien aux cadets. L'autre aile, dite des « bolcheviks », considère que les libéraux sont les représentants de la grosse industrie qui, par peur du prolétariat, s'efforcent d'en finir le plus vite possible avec la révolution et font des compromis avec la réaction. Elle soutient que les troudoviks représentent la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire et qu'ils tendent à prendre une position radicale sur le point le plus important du problème de la terre: la confiscation des grandes exploitations. La tactique des bolcheviks en découle (...) ils veulent arracher le paysan et le petit bourgeois de la ville aux libéraux et les amener à suivre le prolétariat qui se trouve à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire. La révolution russe, par son contenu social et économique, est une révolution bourgeoise. Cependant, sa force motrice n'est pas la bourgeoisie libérale mais le prolétariat et la paysannerie démocratique. »²

Le 3 juin 1907, le Tsar provoque un coup d'État, dissout la II^e Douma, instaure une répression extrêmement sévère et convoque la III^e Douma. C'est définitivement la fin de la première révolution. Lénine le reconnaît. Dans un article écrit quelques semaines après le coup d'État, il distingue dans la première Révolution russe deux grandes étapes: 1905, l'essor révolutionnaire; 1906-1907, le déclin du mouvement révolutionnaire.

La période du premier essor révolutionnaire (1903-1907), soulèvera deux grands débats qui se continueront par la suite. Pour fin d'exposé, je les résumerai ici. Premièrement, les bolchéviks ont-ils eu raison de boycotter la I^{ère} Douma (White)?

¹ « Sur les blocs avec les cadets », T. 11, 23 novembre 1906, p. 319.

² « Les élections à la Douma et la tactique de la social-démocratie russe », T. 12, 27 mars 1907, pp. 200-201.

Deuxièmement, quelles sont les conclusions qu'il faut tirer de l'expérience du mouvement révolutionnaire de 1905 ? Cette deuxième question est essentielle car c'est « dans ces périodes qu'apparaît avec le plus de force le rôle direct des différentes classes dans la détermination des formes de la vie sociale »¹. Et c'est de ces périodes qu'il faut partir « pour définir les destinées du mouvement ouvrier et de la démocratie des différents pays »².

Les menchéviks attaquèrent Lénine pour avoir préconisé le boycottage de la 1ère Douma et avoir favorisé la réaction. Lénine, sur la défensive, justifia son mot d'ordre par des raisons de propagande: le boycottage a aidé à élever le niveau de conscience révolutionnaire des masses³ et à détruire les illusions constitutionnelles⁴. Il justifiera même sa position - dans une envolée qui ne déplairait pas aux gauchistes - en disant que le marxiste doit être le dernier à quitter la voie directe. Il néglige en cela ses propres enseignements sur le fait que le marxiste doit agir selon le rapport -des forces et non selon ses désirs:'

« C'est pourquoi un marxiste est le *premier* à s'engager dans la voie de la lutte révolutionnaire directe, il marche tout droit à la bataille, il dénonce les illusions quant aux possibilités de conciliation que répandent les *minus habens* de tout genre dans les questions sociales et politiques. C'est pourquoi un marxiste est *le dernier* à quitter la voie de la lutte révolutionnaire directe; il ne le fait qu'après avoir épuisé toutes les possibilités, lorsqu'il n'y a plus *ombre* d'espoir d'arriver au but par un chemin plus court, lorsqu'il devient véritablement inutile d'appeler les masses à préparer la grève, l'insurrection, etc. »⁵

Il reconnaîtra implicitement son erreur en 1907 en affirmant qu'il est très difficile, dans une période révolutionnaire, d'évaluer avec précision le rapport de forces:

« Et seuls les philistins incurables et les pédants complètement obtus pourraient, à l'issue de combats historiques décisifs, qui avaient nécessité une voie détournée, ricaner de ceux qui jusqu'au bout avaient lutté pour la voie directe. »⁶

Mais ce n'est qu'en 1920 qu'il l'avouera explicitement⁷. La question de la participation aux élections ou du boycottage revenait essentiellement à une question de rapport de forces tel qu'il l'avait affirmé en mars 1906⁸. Malheureusement, la défense de sa position de boycottage de la première Douma contre les attaques acharnées des menchéviks eut des conséquences néfastes pour son propre parti: durant la période de la réaction, les boycotteurs bolchéviques utilisèrent contre Lénine les propres arguments que celui-ci avait avancés contre les menchéviks. Et il eut énormément de difficulté à vaincre ce courant gauchiste qu'il avait indirectement favorisé lui-même.

¹ « Contre le boycottage », T. 13, 26 juin 1907, p. 31.

² Id., p. 32.

³ « Faux raisonnements de boycotteurs « sans-parti », T. 11, 1er juillet 1906, p. 75.

⁴ « A propos du boycottage », T. 11, 12 août 1906, p. 141.

⁵ « La crise du menchévisme », T. 11, 7 décembre 1906, pp. 364-365.

⁶ « Contre le boycottage », T. 13, 26 juin 1907, p. 17.

⁷ *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, T. 31, avril-mai 1920, p. 30.

⁸ « La révolution russe et les tâches du prolétariat », T. 10, p. 136.

Le deuxième débat, portant sur l'expérience à tirer du mouvement révolutionnaire, posa la question de la différence entre révolution et insurrection, ainsi que celui de leur rapport. La révolution éclate spontanément, pour des raisons objectives, indépendamment de la volonté subjective de tel ou tel parti, tandis que l'insurrection est un art. Elle doit être organisée et planifiée par le parti:

« La révolution populaire ne peut être faite à date fixe, c'est juste (...) Mais fixer la date de l'insurrection, si nous l'avons réellement préparée et si le bouleversement déjà accompli dans les rapports sociaux la rend possible, est chose parfaitement réalisable. »¹

La révolution a éclaté en Russie sous forme de grèves de masse:

« En 1905, 2,750,000; en 1906, 1 million; en 1907, 750,000. Les trois années de la révolution ont été marquées par un essor du mouvement gréviste du prolétariat, tel que le monde n'en avait encore jamais vu. Son déclin, qui commença en 1906 et 1907, s'est définitivement précisé en 1908: 175,000 grévistes. »²

Quel était le contenu de ces grèves? Économique et politique, indissolublement liés. En 1906, 1439 grèves économiques pour 1424 grèves politiques; en 1906, 558 pour 650; en 1907, 200 pour 540. Cette liaison se révèle aussi dans la comparaison du trimestre de l'essor révolutionnaire de 1905 avec le trimestre qui l'a précédé:

« Par exemple, dans le premier trimestre de 1905, la grève économique a sensiblement pris le pas sur la grève politique: la première comptait 604,000 grévistes, la seconde 206,000 seulement. Dans le dernier trimestre de 1905, le rapport s'est inversé: la grève économique comptait 430,000 grévistes. la grève politique 847,000.

Cela signifie qu'au début du mouvement, beaucoup d'ouvriers ont placé au premier plan la lutte économique, et qu'à l'époque du plus grand essor, ils ont fait le contraire. »³

Les grèves économiques sont nécessaires car elles permettent d'éduquer les ouvriers les moins conscients et de leur montrer la nécessité de déboucher sur le politique:

« Il s'en suit on ne peut plus clairement que seule la lutte économique, seule la lutte pour l'amélioration immédiate et directe de leur sort peut secouer les couches les plus arriérées de la masse exploitée, les éduquer véritablement et, à une époque révolutionnaire, en faire en quelques mois une armée de combattants politiques. »⁴

La spontanéité du déclenchement des grandes grèves et le progrès très rapide du développement de la conscience révolutionnaire des grandes masses démontrent que,

¹ « Deux tactiques », T. 8, 14 février 1905, p. 149.

² « L'essor révolutionnaire », T. 18, 17 juin 1912, p. 100.

³ « Grève économique et grève politique », T. 18, 31 mai 1912, p. 82.

⁴ « Rapport sur la révolution de 1905 », T. 23, début de janvier 1917, p. 265.

si le parti peut éduquer des milliers d'ouvriers par la propagande et l'agitation, seule leur propre expérience dans l'action éduque les grandes masses:

« La véritable éducation des masses ne peut jamais être séparée d'une lutte politique indépendante, et surtout de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes. Seule l'action éduque la classe exploitée, seule elle lui donne la mesure de ses forces, élargit son horizon, accroît ses capacités, éclaire son intelligence et trempe sa volonté. »¹

Mais pour pouvoir être victorieux, le mouvement révolutionnaire dans les villes doit se lier au soulèvement des paysans et aux « mutineries » des soldats et des marins:

« Seules les grèves de masse qui ont déferlé sur tout le pays (...) ont tiré les masses paysannes de leur léthargie. Le mot « gréviste » a acquis pour les paysans une signification tout à fait nouvelle: il désignait une sorte de rebelle, de révolutionnaire (...) Mais la combinaison de la grève prolétarienne de masse dans les villes et du mouvement paysan dans les campagnes fut suffisante pour ébranler le plus « ferme » et le dernier appui du tsarisme. Je veux parler de l'armée. Des révoltes militaires éclatent dans la marine et dans l'armée. »²

Ce vaste mouvement révolutionnaire s'est organisé spontanément en Soviets qui devinrent, au cours de la lutte, des organes insurrectionnels:

« Les Soviets des députés ouvriers sont des organes de la lutte directe des masses. Ils ont été créés comme des organes de lutte par la grève. Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement. Ils se sont trouvés irrésistiblement transformés, par la suite des événements - la grève devenant un soulèvement - en organes insurrectionnels. »³

Mais pour que les Soviets puissent conquérir le pouvoir, ils doivent s'appuyer sur des milices comprenant la masse des combattants engagés dans les batailles de rues et la guerre civile⁴.

Toutefois, les grèves de masse, le soulèvement des paysans et les mutineries dans l'armée ne jouent qu'« un rôle auxiliaire »⁵ par rapport à l'objectif poursuivi: la conquête du pouvoir par l'insurrection. Or celle-ci exige une organisation politique, le parti, qui la planifie et la déclenche. Et même si celui-ci est faible avant la Révolution, il doit chercher à la diriger car il se renforcera considérablement en période révolutionnaire:

« Quelques centaines d'organiseurs révolutionnaires, quelques milliers de membres d'organisations locales, une demi-douzaine de feuilles révolutionnaires paraissant tout au plus

¹ Id. p. 264.

² Id., pp. 266-267.

³ « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », T. 11, mi-juillet 1906, p. 121.

⁴ Id., p. 122.

⁵ Id., p. 118.

une fois par mois, publiées pour la plupart à l'étranger et introduites clandestinement en Russie au prix d'incroyables difficultés et de grands sacrifices, voilà ce qu'étaient à la veille du 22 janvier 1905 les partis révolutionnaires de Russie, et avant tout la social-démocratie révolutionnaire (...) Mais, en quelques mois, les choses changèrent du tout au tout. Les centaines de social-démocrates révolutionnaires furent « subitement » des milliers, et ces milliers devinrent les chefs de deux à trois millions de prolétaires. »¹

La révolution de 1905 fut vraiment la répétition générale de la révolution de 1917. Mais à une différence près: la révolution de février 17 fut dirigée, comme nous le verrons, par la bourgeoisie tandis que l'expérience de 1905 avait convaincu Lénine que la bourgeoisie russe ne pouvait jouer un tel rôle:

« ...chez nous, la victoire de la révolution bourgeoise *en tant que victoire de la bourgeoisie* est impossible. Cela paraît paradoxal, mais pourtant c'est un fait. La prédominance de la population paysanne, l'oppression effrayante que font peser sur cette population les gros propriétaires fonciers féodaux (ou mieux, semi-féodaux), la force et le niveau de conscience du prolétariat déjà organisé en parti socialiste, autant de faits qui donnent à *notre* révolution bourgeoise un caractère *particulier*. Cette particularité ne retire pas à la révolution son caractère bourgeois (...) Elle détermine seulement le caractère contre-révolutionnaire de notre bourgeoisie et la nécessité de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pour parvenir à la victoire dans une *telle* révolution. »²

La réaction (1907-1914)

[Retour à la table des matières](#)

Le triomphe de la réaction entraîna une crise grave du parti à tous les niveaux; politique, organisationnel, idéologique. Lénine prend note du déclin et de l'affaiblissement considérables du parti social-démocrate. « Flottements, désorientation, désagrégation, tels sont les traits caractéristiques généraux »³ du parti. Le triomphe du Tsar incite un certain nombre de marxistes à remettre en question, dépasser ou corriger le marxisme, et Lénine luttera de toutes ses forces contre ces répudiations et ces révisions afin de sauvegarder ce qu'il estime être l'essentiel du marxisme. Son livre *Matérialisme et empiriocriticisme*⁴ rédigé en 1908 s'inscrit au sein de cette lutte idéologique. Les questions théoriques occuperont d'ailleurs une des premières places dans le travail de Lénine au cours de cette période. Cette importance du théorique découle des conditions objectives:

« La Russie, avant la révolution, a été plus spécialement marquée par l'application de la doctrine économique de Marx à notre réalité; pendant la révolution, par la politique marxiste; après la révolution, par la philosophie marxiste. Cela ne veut pas dire qu'on est autorisé à

¹ « Rapport sur la révolution de 1905 », T. 23, début de janvier 1917, p. 261.

² « Pour bien juger de la Révolution russe », T. 15, avril 1908, p. 55.

³ « Sur le droit chemin », T. 15, 19 mars 1908, p. 11. Voir aussi « À propos de deux lettres », T. 15-13 novembre 1908.

⁴ T. 14.

négliger les autres aspects; cela veut dire simplement que la *prédominance de l'intérêt* pour tel ou tel aspect dépend de l'ensemble des conditions historiques et non pas de désirs subjectifs... »¹

Il fallait qu'à l'aide de la théorie marxiste les masses tirent toutes les implications du mouvement révolutionnaire et spontané qu'elles avaient vécu:

« Quand les masses assimilent une expérience nouvelle et extrêmement riche de lutte révolutionnaire directe, la bataille théorique pour une conception révolutionnaire du monde, c'est-à-dire pour le marxisme révolutionnaire, devient le mot d'ordre du jour. »²

Une des premières leçons de la révolution réside dans la constatation de l'incapacité, pour la bourgeoisie libérale représentée par les cadets, de mener à terme la révolution bourgeoise. Cette tâche relève donc du prolétariat qui doit établir son hégémonie sur la paysannerie en la détachant de l'influence de la bourgeoisie libérale. La Cinquième Conférence générale du P.O.S.D.R.³ prend acte de ce fait et en tire les conclusions tactiques. Grosso modo, il s'agit de fortifier l'organisation illégale du parti et de travailler dans les organisations légales:

« Une solide organisation illégale des centres du parti, des publications illégales qui paraissent de façon systématique, et, ce qui est le plus important, des cellules locales et surtout des cellules d'entreprises dirigées par des gens d'avant-garde directement issus des ouvriers, vivant dans un contact étroit avec les masses, telle est la base sur laquelle nous avons installé le noyau d'une fermeté à toute épreuve du mouvement ouvrier social-démocrate et révolutionnaire. Et ce noyau illégal étendra ses ramifications, propagera son influence d'une façon incomparablement plus large qu'autrefois, aussi bien par l'intermédiaire de la Douma que dans les syndicats, dans les coopératives, dans les sociétés d'éducation et de culture. »⁴

Pour ce faire, Lénine devra s'opposer à un certain courant de la fraction bolchévik - les otzovistes - qui préconise le boycottage de la Douma. Lénine démontrera que le boycottage - valable dans une période d'essor révolutionnaire - ne correspond plus à la situation actuelle, marquée par la réaction. C'est pour cette raison d'ailleurs, que la Ve Conférence du P.O.S.D.R. a supprimé le mot d'ordre de l'insurrection. Il faut au contraire effectuer un long travail d'éducation et d'organisation, afin d'unifier le prolétariat et d'asseoir son alliance avec la paysannerie. Pour cela, il faut œuvrer dans toutes les organisations légales: travail d'agitation à la Douma, luttes économiques dans les syndicats, etc.⁵ Relié aux otzovistes, le courant « ultimatisiste » demande que le parti envoie un ultimatum à ses députés: se soumettre aux directives du parti ou en être exclus. Lénine, considérant l'amélioration de la discipline du groupe parlementaire social-démocrate, s'oppose à cet ultimatum en disant qu'il implique, dans la conjoncture actuelle, une sous-estimation du travail parlementaire et, une sur-estimation du travail de masses:

¹ « Nos abrogateurs », T. 17, janvier-février 1911, p. 70.

² « À propos de deux lettres », T. 15, 13 novembre 1908, p. 312.

³ T. 15, 21-27 décembre 1908.

⁴ « Sur le droit chemin », T. 15, 19 mars 1908, p. 15.

⁵ « La Cinquième Conférence générale du P.O.S.D.R. », T. 15, 21-27 décembre 1908, p. 348.

« Selon cet ultimatum (...) il ne peut être question que le parti et ses centres consacrent un travail de longue haleine au groupe parlementaire ; il ne peut être question d'effectuer parmi les ouvriers un travail patient, de longue haleine, pour utiliser de façon adéquate le riche matériel de propagande que nous fournit la troisième Douma. Cet ultimatum exclut toute action *positive et créatrice* du parti vis-à-vis du groupe parlementaire. Il n'envisage rien au delà de *l'ultimatum* que le parti doit suspendre au-dessus du groupe parlementaire comme une épée de Damoclès et qui doit remplacer, pour le P.O.S.D.R., toute l'expérience d'utilisation vraiment révolutionnaire du parlementarisme accumulée au prix d'un travail acharné et d'un long *apprentissage* par la social-démocratie d'Europe occidentale. » ¹

Par ailleurs, Lénine doit lutter contre la majorité de la fraction menchévik qui veut liquider l'organisation illégale du parti. Conserver l'organisation illégale dit Lénine, c'est maintenir la tradition et les objectifs révolutionnaires de la social-démocratie; la liquider, c'est se situer sur le même terrain que la bourgeoisie libérale russe qui accepte d'œuvrer dans des cadres légaux fixés par la réaction. La conservation et le renforcement du Parti obligent donc Lénine à lutter sur deux fronts:

« Les liquidateurs de droite affirment qu'il ne doit pas y avoir de P.O.S.D.R. illégal et que la social-démocratie doit centrer son activité exclusivement ou presque exclusivement sur les possibilités légales. Les liquidateurs de gauche défendent la thèse inverse, selon laquelle il n'existe aucune possibilité légale pour l'activité du parti, et ils prônent l'illégalité à tout prix. Ces deux courants aboutissent à peu près identiquement à la liquidation du P.O.S.D.R. » ²

Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'importance accordée à l'organisation. Lénine avait déjà expliqué que l'organisation du parti est conditionnée par la tactique du parti qui, elle, renvoie à une analyse de la situation objective ³. Durant, toute cette période, l'essentiel de son débat s'orientera donc dans ce sens: unir l'activité légale à l'activité illégale.

En 1911, le Tsar dissout la IIIe Douma et convoque la IVe pour l'année suivante. Face à cette nouvelle élection Lénine propose trois mots d'ordre: 1- République ; 2- Confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers; 3- Journée de travail de huit heures. Les deux premières revendications sont révolutionnaires, c'est-à-dire exigent un changement de la classe au pouvoir, tandis que la dernière est réformiste, c'est-à-dire qu'elle peut être réalisée dans le cadre du régime sous certaines conditions ⁴. Ces trois mots d'ordre permettent d'unir la lutte pour les réformes - qui

¹ « Conférence de la rédaction élargie du Prolétari », T. 15, 8-17 juin 1909, p. 460.

² Id., p. 463.

³ « Toute forme de lutte exige une technique appropriée et un appareil bien adapté. Lorsque, par suite de circonstances objectives, la principale forme de lutte est la bataille parlementaire, il est inévitable que, dans le Parti, s'accroissent les traits caractéristiques d'une organisation faite pour la bataille parlementaire. Par contre, lorsque les circonstances objectives veulent que les masses elles-mêmes engagent la lutte par des grèves politiques et des insurrections de masse, le parti du prolétariat *doit* avoir les « appareils » nécessaires pour « servir » précisément une lutte de *ce genre*, et, bien entendu, ces « appareils-là » n'auront rien de « parlementaire », ils seront spécialement adaptés à leur tâche. » « La crise du menchévisme », T. 11, 7 décembre 1906, pp. 367-368.

⁴ « La science historique nous dit que ce qui distingue un changement réformiste d'un changement non réformiste dans un régime politique donné, c'est en général que, dans le premier cas, le pouvoir reste aux mains de l'ancienne classe dominante et que, dans le second cas, le pouvoir

assurera au parti son hégémonie sur les ouvriers les moins conscients - aux objectifs révolutionnaires:

« Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. » ¹

S'inspirant de la période de la première révolution, Lénine propose ici une ligne tactique qui démarque nettement des cadets la social-démocratie et les partis représentant la paysannerie. Les cadets ne peuvent, comme l'histoire russe l'a déjà démontré, lutter de façon conséquente pour la République et pour la confiscation des terres des propriétaires fonciers. Il faut donc tenter d'arracher la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie cadette:

« La ligne tactique générale du P.O.S.D.R. aux élections doit être la suivante: le parti doit mener une guerre impitoyable contre la monarchie tsariste et les partis des propriétaires fonciers et des capitalistes qui la soutiennent, en démasquant implacablement par la même occasion les conceptions contre-révolutionnaires des libéraux bourgeois (avec le parti cadet à leur tête) et leur faux démocratism. » ²

Comme ligne secondaire par rapport. à cette ligne générale, il faut démontrer le caractère ambigu de la paysannerie en critiquant les illusions du « socialisme » préconisé par les partis paysans. Il faut comprendre, toutefois, que les paysans peuvent être alliés du prolétariat parce qu'ils s'opposent aux-formes médiévales de la possession de la terre et au régime féodal.

Lénine utilisant les statistiques sur la grève montre que, si le déclin du mouvement gréviste commença en 1906 et se termina définitivement après le coup d'État de juin 1907, l'année 1911 marque le début de l'essor révolutionnaire car, pour la première fois, le nombre des grévistes augmente au lieu de diminuer ³. Cet essor se précise nettement en 1912 lorsque le nombre des grévistes politiques atteint 900,000 ouvriers, soit un nombre plus élevé que l'ensemble des années précédentes, sauf pour l'année 1905 ⁴. L'année 1912 marque donc la fin de la réaction triomphante.

« Le fait le plus marquant de l'histoire du mouvement ouvrier et de la révolution russe en 1912 est l'admirable développement de la lutte du prolétariat qui a revêtu la forme des grèves économiques et politiques (...) Les explosions de mécontentement et des soulèvements dans la flotte et dans l'armée qui ont marqué l'année 1912, sont incontestablement liées aux grèves révolutionnaires de masse des ouvriers; elles signalent que l'effervescence et l'indignation

1 passe des mains de cette classe à celle d'une nouvelle. » « Une disparité croissante », T. 18, 6-9 février 1913, p. 588.

¹ « Marxisme et réformisme », T. 19, 12 septembre 1913, p. 399.

² « VIe Conférence générale du P.O.S.D.R. », T. 17, 5-17 janvier 1912, p. 474.

³ « L'essor révolutionnaire », T. 18, 17 juin 1912, pp. 100 à 108.

⁴ « Le développement des grèves révolutionnaires et des manifestations de rue », T. 18, 12 janvier 1913, p. 488.

augmentent dans les larges couches démocratiques, en particulier parmi les paysans qui forment la majeure partie de l'armée. »¹

Mais le déclenchement de la guerre mondiale en 1914 devait transformer la situation politique russe et modifier l'orientation de la tactique -léniniste.

La première guerre mondiale (1914-1917)

[Retour à la table des matières](#)

La première grande guerre est, dit Lénine, une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre qui vise le pillage des colonies au moyen de leur partage, qui cherche à extorquer des richesses aux pays concurrents, qui accentue l'oppression sur les nationalités étrangères au sein des pays capitalistes eux-mêmes et qui renforce et prolonge l'exploitation du prolétariat. Lénine s'oppose donc au mot d'ordre de « défense de la patrie » adopté de façon plus ou moins claire par la majorité des partis de la IIe Internationale. Ce mot d'ordre consiste en fait à soutenir les intérêts de sa propre bourgeoisie dans le partage du monde, en vue de son exploitation. De la trahison de la IIe Internationale, Lénine tire la conclusion que la cohabitation des opportunistes et des révolutionnaires dans la même organisation consiste à remettre le pouvoir aux opportunistes - qui, eux, tirent leur force de leur alliance objective avec la bourgeoisie - et qu'il faut que les révolutionnaires se séparent organiquement des opportunistes en préparant la fondation de la IIIe Internationale².

Au mot d'ordre des opportunistes, Lénine opposera donc trois mots d'ordre révolutionnaires: 1- vaste propagande en vue de tourner les armes, non contre ses frères salariés des autres nations, mais contre la bourgeoisie de tous les pays; 2- propagande en faveur d'une république dans chacun des pays et de la formation des États-Unis républicains d'Europe; 3- lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste, lutte visant à obtenir, par la révolution, la république démocratique ainsi que la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la journée de travail de 8 heures³. Ainsi, en ce qui concerne la Russie, Lénine ne rejette pas les trois mots d'ordre de la période précédente, il les reprend plutôt en les situant dans le nouveau contexte international où ils ont pour fonction d'orienter la lutte contre l'impérialisme de la monarchie tsariste. Quelques mois plus tard, après de nombreuses discussions au sein du parti, Lénine rejettera le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » car la réalisation de ce mot d'ordre équivaut, en régime capitaliste, « à une entente pour le partage des colonies »⁴, et au renforcement de cette exploitation. Si en Russie le mot

¹ « Avis et résolutions de la Conférence du comité central du P.O.S.D.R. tenue à Cracovie avec les responsables du parti », T. 18, 26 décembre 1912 et 1er janvier 1913, p. 472.

² Sur toute cette question, voir le chapitre consacré à la question nationale.

³ « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne », T. 21, 24 août 1914 pp. 12-13.

⁴ « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », T. 21, 23 août 1915, pp. 351-355.

d'ordre doit être la République, dans les pays industrialisés, c'est la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour.

Toute la question se ramène donc à transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre sa propre bourgeoisie. En cela, Lénine se réfère à la résolution votée à Bâle dans le cadre de la IIe Internationale:

« La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués. »¹

Les premiers pas vers la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile devaient être: 1- refus de voter les crédits militaires et retrait des Ministères bourgeois; 2- rupture avec la politique de « défense de la patrie »; 3- création d'une organisation illégale dans les pays où c'est nécessaire; 4- soutien à la fraternisation des soldats des nations belligérantes sur les théâtres d'opération; 5- appui à toute lutte révolutionnaire de masse du prolétariat². Évidemment, lutter contre son propre gouvernement consiste, en pratique, à souhaiter sa défaite. Lénine ne se cache pas que l'agitation menée par le parti parmi les masses affaiblit la puissance militaire de la Russie et aide à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile:

« Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement (...) La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile; or, d'une part, la *transformation* d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la « défaite ») des gouvernements; d'autre part, il est *impossible* de contribuer pratiquement à cette transformation si l'on ne pousse pas, du même coup à la défaite. »³

En préconisant cette transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, Lénine s'oppose aux « pacifistes » qui sont contre toutes les guerres. Lénine, comme tout marxiste, est en principe contre la guerre, mais il sait que ce principe ne peut se réaliser que dans la phase socialiste. Dans un univers déchiré par la lutte des classes, il s'agit de distinguer les guerres oppressives des guerres menées par les opprimés - le prolétariat ou les nations colonisées - contre l'oppression.

« Nous nous distinguons des premiers (des pacifistes, J.-M.P.) en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte de classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. »⁴

¹ « La guerre et la social-démocratie russe », T. 21, 28 septembre 1914.

² « La Conférence des sections à Y étranger du P.O.S.D.R. », T. 21, 19 février 1915, p. 160.

³ « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste », T. 21, 26 juillet 1915, pp. 283-284.

⁴ Le socialisme et la guerre, T. 21, juillet-août 1915, p. 309.

La première grande guerre créera dans tous les pays industrialisés une situation objectivement révolutionnaire. Lénine nous donne trois indices permettant de déceler une telle situation: 1-l'incapacité des classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; 2-l'aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère des masses; 3-l'accentuation, pour les deux raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses. Ces trois indices peuvent se ramener à deux:

« Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que “ le sommet ne le puisse plus ”.»¹

Ces indices indiquent des changements objectifs, c'est-à-dire des changements indépendants de la volonté de tel ou tel parti ou de telle ou telle classe. A ces conditions objectives, il faut ajouter une condition subjective: la capacité de la classe révolutionnaire de renverser la classe dominante:

« la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir: la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le “ fait choir ”.»²

Lénine, appliquant ces indices à l'Europe, conclut qu'il existe dans tous les pays une situation *objectivement* révolutionnaire³. Et cette situation aboutira *effectivement* à une révolution si le prolétariat des différents pays mène des « actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses ».

La révolution triomphante (1917-1918)

[Retour à la table des matières](#)

A la fin de février, des grèves et des mouvements de masse se conjuguent avec une révolution de palais pour entraîner la chute du régime tsariste. Un gouvernement provisoire est formé, se composant d'Octobristes (représentants des propriétaires fonciers) et de cadets (représentants de la bourgeoisie). Dès le 4 mars, Lénine prend position face à cette nouvelle conjoncture. Ce nouveau gouvernement ne peut

¹ « La faillite de la IIe Internationale », T. 21, mai-juin 1915, p. 216.

² Id., p. 217. Voir aussi sur la définition d'une situation révolutionnaire: *La maladie infantile du communisme*, (« le gauchisme »), T. 31, avril-mai 1920, pp. 80-81 et p. 90.

³ « La faillite de la IIe internationale », id., pp. 218-219.

accorder aux peuples de Russie ni paix, ni pain, ni liberté complète: il faut donc continuer la lutte pour la paix et le socialisme. Le parti devra également refuser de participer à un hypothétique gouvernement républicain de démocratie bourgeoise, même si ce gouvernement était constitué de représentants de la paysannerie et de la classe ouvrière, si ces représentants n'avaient pas une position claire sur la paix ¹. On voit donc ici une première différence avec la période de 1905. A cette époque, Lénine favorisait la participation des bolchéviks à un gouvernement provisoire bourgeois. En 1917, il s'oppose catégoriquement à une telle participation. La raison en est simple: la situation internationale a changé et en 1917 sévit la guerre entre puissances impérialistes. Le point de démarcation entre les différents courants et partis politiques doit être maintenant le suivant: pour ou contre une paix sans annexion et contribution de guerre.

Dans ses « Lettres de loin » écrites dans les semaines suivantes, Lénine explique les causes de la Révolution bourgeoise de février et en tire les conclusions politiques. La révolution de 1917 n'aurait pas été possible sans la révolution de 1905-1907. Celle-ci a permis à la population de prendre conscience des différentes classes de la société ainsi que des intérêts que chaque classe défendait par ses attitudes et ses positions politiques:

« Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une « auto-définition » aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie eût été impossible (...) Cette révolution de 8 jours (la révolution de février, J.-M.P.) a été « jouée », s'il est permis de se servir d'une métaphore, comme après une dizaine de répétitions générales et partielles; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places et tout le décor en long et en large, de bout en bout, jusqu'aux moindres nuances tant soit peu importantes des tendances politiques et des procédés d'action. » ²

Mais pour que la Révolution de 1905 ait conduit, après 12 ans, à la Révolution de février, il a fallu les crises engendrées par la guerre impérialiste:

« ...il a fallu encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant « régisseur » capable, d'une part, d'accélérer énormément la marche de l'histoire universelle et, d'autre part, d'engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales, d'une intensité sans précédent (...) Ce « régisseur » tout-puissant, ce vigoureux accélérateur, ce fut la guerre impérialiste mondiale. » ³

Si la Révolution a éclaté en Russie plutôt qu'ailleurs, c'est que là se trouvait la plus grande désorganisation sociale et que le prolétariat était le plus révolutionnaire, de par ses expériences vivantes des années 1905-1907. Le mouvement révolutionnaire des masses fut grandement aidé par le complot tramé entre l'impérialisme anglo-français et le capitalisme russe afin de renverser le régime tsariste, jugé incapable de mener avec résolution la guerre contre l'impérialisme allemand. C'est cette fusion des contradictions unissant les masses populaires, la bourgeoisie russe et l'impérialisme anglo-français contre le régime tsariste qui permit l'écroulement si rapide de ce dernier:

¹ « Ébauche des thèses du 4 mars 1917 », T. 23, 4 mars 1917, pp. 316 à 320.

² « Lettres de Loin », T. 23, 7 mars -26 mars 1917, p. 326.

³ Id., p. 327.

« Si la révolution a triomphé si vite et - en apparence pour qui se contente d'un coup d'œil superficiel - d'une manière si radicale, c'est uniquement parce que, en raison d'une situation historique d'une extrême originalité, *des courants absolument différents*, des intérêts de classe *absolument hétérogènes*, des tendances politiques et sociales *absolument opposées* se sont *fondus* avec une « cohésion » remarquable. »¹

Personne, selon les propres paroles de Lénine, n'avait prévu que la révolution se déroulerait de cette façon. La bourgeoisie russe avait démontré en 1905, selon les bolchéviks, son incapacité à diriger la révolution bourgeoise. Or elle réussit pourtant cette révolution en 1917 en obtenant l'appui, selon Lénine, des impérialistes anglo-français en lutte contre l'impérialisme allemand.

Analysant la conjoncture russe, Lénine distingue trois forces politiques essentielles : la monarchie tsariste, formée de représentants des propriétaires fonciers féodaux, du vieux corps des fonctionnaires et des généraux, vaincue par la Révolution de février, mais non pas Complètement écrasée; 2) la bourgeoisie industrielle et agricole des Octobristes et des cadets appuyée par la petite bourgeoisie. Cette bourgeoisie, liée à l'impérialisme anglo-français, est favorable à la poursuite de la guerre impérialiste; 3) le Soviet des députés ouvriers, représentant les intérêts de l'ensemble des masses pauvres, et seule force politique qui peut lutter résolument pour la paix:

« La lutte de ces trois forces détermine la situation actuelle qui marque le *passage* de la première à la deuxième étape de la révolution. »²

Car il doit y avoir une deuxième étape de la révolution. Celle devant entraîner le remplacement de la dictature de la bourgeoisie instaurée en février par la dictature des ouvriers et des paysans pauvres. Cette dictature doit s'incarner dans les Soviets, ayant comme organe exécutif la milice populaire, qui exercera les fonctions dévolues dans l'État bourgeois à l'armée, à la police et au corps des fonctionnaires:

« De quelle milice avons-nous besoin, nous, le prolétariat et tous les travailleurs? D'une milice véritablement populaire, c'est-à-dire, primo, formée de la population *tout entière*, de tous les citoyens adultes des *deux sexes*; et réunissant, secundo, les fonctions d'une armée populaire et celles de la police, celles de l'organe principal et essentiel du maintien de l'ordre public et de l'administration de l'État.»³

Pour s'attirer l'appui des paysans, les Soviets confisqueront toutes les terres des grands propriétaires fonciers. Cette mesure n'est pas socialiste mais rendra possibles les initiatives ultérieures du prolétariat en vue de contrôler la production, de répartir les produits, d'introduire le service obligatoire etc. Un peu plus tard, Lénine revisant le programme du parti, proposera aussi la nationalisation des banques et des trusts industriels⁴. Ces mesures, qui constituent une transition vers le socialisme, sont rendues indispensables par la situation résultant de la guerre:

¹ Id., p. 330. Voir aussi « La Conférence de Pétrograd -Ville du P.O.S.D.R. (b) R. », T. 24, 14-22 avril 1917, p. 136.

² « Lettres de loin », id., p. 333. Voir aussi p. 328.

³ Id., p. 356. Voir aussi, pp. 353 à 357.

⁴ « Textes pour la révision du programme du parti », T. 24, Avril-mai 1917, p. 475.

« Ces mesures sont imposées, avec une nécessité absolue, par la situation résultant de la guerre et que l'après-guerre ne fera qu'aggraver encore à maints égards; envisagées dans leur ensemble et dans leur évolution, elles constitueraient une transition vers le socialisme, lequel ne saurait être instauré en Russie directement, d'emblée, sans mesures transitoires, mais est parfaitement réalisable et s'impose impérieusement à la suite de telles dispositions ¹.

Ou encore:

« Qu'est-ce qui oblige à prendre des mesures de ce genre? La famine. La 'désorganisation de la vie économique. La faillite imminente. Les horreurs de la guerre. Les plaies hideuses que la guerre inflige à l'humanité. » ²

Seule une telle dictature est en mesure de résoudre efficacement le problème de l'heure: la paix. Mais si le prolétariat russe peut commencer la révolution socialiste, il doit obtenir l'appui de la révolution mondiale pour l'achever:

« Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner, à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain (...) Le prolétariat allemand est l'allié le plus fidèle, le plus sûr, de la révolution prolétarienne russe et mondiale. » ³

A son retour en Russie, Lénine eut énormément de difficultés à faire accepter ses thèses justifiant la nécessité d'une deuxième révolution qui amorcerait le passage au socialisme: elles allaient à l'encontre de toutes les positions soutenues auparavant par les bolchéviks. Cette nouvelle position, Lénine la justifiait par la situation créée par la guerre impérialiste. Cette position était d'ailleurs si nouvelle que même Lénine eut de la difficulté à la défendre avec clarté et rigueur.

Mais comment passer à la deuxième étape de la Révolution? Lénine, ici encore, trouve la réponse par une analyse de la situation russe. L'originalité de la situation russe est caractérisée, *d'une part*, par la dualité de pouvoir entre le gouvernement provisoire, gouvernement bourgeois, et les Soviets des députés ouvriers et soldats (donc paysans car les soldats étaient dans leur très grande majorité des paysans) et, *d'autre part*, par le fait que les Soviets cèdent, de leur plein gré, le pouvoir à la bourgeoisie. Il s'agit alors, par un travail de propagande, d'expliquer aux masses dirigées par les Soviets la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets. Il s'agit de lutter contre les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui appuient le gouvernement bourgeois et défendent cette ligne au sein des Soviets. Tant que les bolchéviks sont en minorité au sein des Soviets, il faut expliquer la nécessité de ce passage, sans lancer le mot d'ordre de conquête du pouvoir, car ce serait du blanquisme, c'est-à-dire une politique coupée des masses:

¹ « Lettres de loin », id., p. 370.

² « Lettres sur la tactique », T. 24, 8-13 avril 1917, p. 45.

³ « Lettre d'adieu aux ouvriers suisses », T. 23, 26 mars 1917, pp. 401 et 402.

« Expliquer aux masses que les Soviets des députés sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques. »¹

Les mots d'ordre aussi ont changé depuis 1905. Il s'agissait alors d'expliquer la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire issu d'une insurrection qui serait victorieuse: l'accent n'était pas alors mis sur les Soviets. Mais en 1917, maintenant que la force armée, que les soldats sont passés du côté des Soviets, il faut mettre l'accent sur ceux-ci et sur la nécessité, pour eux, de s'emparer de tout le pouvoir.

Le 18 avril 1917, le gouvernement, provisoire adresse une note aux puissances alliées affirmant qu'il respectera les traités et qu'il poursuivra la guerre. Des manifestations de masse s'organisent dans la rue en riposte à cette volonté de poursuivre la guerre. Au tout début de mai, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires entrent dans le gouvernement provisoire. Les menchéviks rejettent donc alors la position qu'ils avaient défendue en 1905, à savoir, ne pas participer à un gouvernement bourgeois. Comme ce gouvernement de coalition est une manœuvre de la bourgeoisie pour tenter d'obtenir l'appui des masses, les bolchéviks maintiennent qu'il est nécessaire que tout le pouvoir passe aux Soviets. L'entrée des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires dans le gouvernement provisoire ne fait que confirmer, à leurs yeux, l'alignement de la petite-bourgeoisie sur les positions de la bourgeoisie russe.

Au début de juillet éclatent des manifestations qui risquent de se transformer en insurrection armée et, jugeant cette action prématurée, les bolchéviks cherchent à l'empêcher. Mais ne le pouvant pas, ils décident d'y participer dans le but de tenter de lui donner un caractère pacifique. Le gouvernement bourgeois utilisera cette manifestation pour lancer, avec l'accord des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, une campagne de répression contre le parti bolchévik. Les bolchéviks rejetèrent alors le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » car le renvoi des garnisons révolutionnaires loin de la Capitale et le désarmement des ouvriers entraînés par les journées de juillet avaient enlevé, selon Lénine, tout pouvoir effectif aux Soviets. Il faut maintenant préparer l'insurrection armée car le déroulement pacifique de la révolution n'est plus possible:

« Tout porte à croire que les partisans du mot d'ordre " Tout le pouvoir aux Soviets " n'approfondirent pas tous l'idée que c'était là le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution. Et pas seulement pacifique en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse n'aurait pu alors (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou y faire obstacle. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport: la lutte des classes et des partis *au sein* des Soviets aurait pu, à condition que les Soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir d'État, revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores. »²

¹ "Les tâches du prolétariat dans la présente révolution", T. 24, début avril 1917, p. 13.

² "A propos des mots d'ordre", T. 25, mi-juillet 1917, p. 199.

Il s'agit maintenant de combattre la trahison des Soviets actuels qui ne sont pas opposés à la répression exercée sur les bolchéviks:

« Les Soviets actuels ont échoué, ont fait complètement faillite, parce que les partis socialistes-révolutionnaires et menchéviks y dominaient (...) Les Soviets sont *maintenant* débiles et impuissants en face de la contre-révolution victorieuse qui poursuit ses succès. » ¹

A la fin d'août, le général Kornilov, commandant en chef, ordonne à ses troupes de marcher sur Pétersbourg. Le gouvernement provisoire doit faire appel aux bolchéviks, rappeler les garnisons révolutionnaires et armer les ouvriers pour se défendre contre la réaction. La défaite du général Kornilov augmente considérablement le prestige des bolchéviks et revivifie le pouvoir des Soviets. Quelques jours plus tard, les élections partielles permettent aux bolchéviks de s'emparer de la majorité des voix aux Soviets de Pétersbourg et de Moscou. Dans cette nouvelle conjoncture où les bolchéviks sont majoritaires dans les Soviets et où ceux-ci sont armés, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » est ressuscité. Toutes les conditions sont alors réunies pour monter l'insurrection contre le gouvernement provisoire: 1- le parti a l'appui de la classe ouvrière:

« Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir. Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaire du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir et le conserver. » ²

2- l'insurrection peut s'appuyer sur l'élan révolutionnaire des masses entraînées par la victoire contre la rébellion de Kornilov. 3- la faiblesse de l'ennemi se manifeste par des hésitations de plus en plus grandes des impérialistes, de la bourgeoisie russe ainsi que la petite-bourgeoisie. Il ne faut pas, selon Lénine, attendre une majorité formelle que leur assurerait dans l'ensemble du pays le congrès des Soviets, convoqué pour la fin octobre. Il faut immédiatement s'emparer du pouvoir de crainte de le voir glisser d'entre nos mains:

« Attendre une majorité «formelle» serait naïf de la part des bolchéviks: *cela* aucune révolution ne l'attend. » ³

Ou encore:

« “Attendre” le Congrès des Soviets est une idiotie, car le congrès *ne donnera rien, ne peut rien donner!* » ⁴

Mais malgré les conseils de Lénine, l'insurrection n'éclata qu'à la veille du Congrès des Soviets. Les bolchéviks- s'emparèrent facilement du pouvoir et le Congrès des Soviets entérina ce soulèvement. La deuxième étape de la Révolution était désormais accomplie: tout le pouvoir appartenait aux Soviets. Les bolchéviks mirent résolument en application leur nouveau programme économique élaboré par Lénine depuis la Révolution de février.

¹ Id., p. 205.

² "Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir", T. 26, 12-14 septembre 1917, p. 10.

³ Id., p. 12.

⁴ "La crise est mûre", T. 26, 29 septembre 1917, p. 77.

Mais malgré les conseils de Lénine, l'insurrection n'éclata qu'à la veille du Congrès des Soviets. Les bolchéviks s'emparèrent facilement du pouvoir et le Congrès des Soviets entérina ce soulèvement. La deuxième étape de la Révolution était désormais accomplie: tout le pouvoir appartenait aux Soviets. Les bolchéviks mirent résolument en application leur nouveau programme économique élaboré par Lénine depuis la Révolution de février.

Mais, pour ce qui est de la paix, les bolchéviks se heurtèrent à des difficultés insurmontables. Dès le 26 octobre 1917, au *Deuxième Congrès des députés ouvriers et soldats de Russie*, on adopta, en accord avec la politique défendue depuis toujours par les bolchéviks, une résolution préconisant une paix immédiate, sans annexions ni contributions, à tous les pays belligérants. Mais les puissances alliées d'Angleterre et de France, voulant écraser l'Allemagne, n'étaient pas intéressées à une telle paix. La Russie fut donc obligée d'entamer des pourparlers de paix séparés avec l'Allemagne. Au début, les bolchéviks cherchèrent à prolonger les pourparlers de paix, favorisèrent la fraternisation sur les fronts, espérant que le peuple allemand, épuisé par la guerre, ferait la révolution. Mais cette attente fut déçue. Compte tenu que la Russie est alors incapable de soutenir une guerre contre l'Allemagne, Lénine propose donc de signer avec l'Allemagne une paix séparée, même si celle-ci implique des annexions. Malgré les exhortations de Lénine, la majorité du comité central du parti refuse de suivre sa politique. Et cela est compréhensible car la nouvelle politique défendue par Lénine va à l'encontre des positions qu'avaient défendues les bolchéviks et qui les ont menés au pouvoir: 1- paix sans annexions ni contributions; 2- la révolution russe entraînerait la révolution mondiale. Le refus par la Russie de signer ce traité de paix entraîna l'Allemagne - bien que la Russie eût déclaré unilatéralement la démobilisation générale - à déclencher le 17 février une offensive générale qui conduisit l'envahisseur aux portes de Pétersbourg. Le couteau sur la gorge, le comité central du parti dut suivre l'avis de Lénine et signer le 3 mars une paix beaucoup plus dure en annexions et en contributions que celle proposée par les Allemands en janvier.

Durant toute cette période Lénine dut lutter, au sein du parti, contre le gauchisme consistant à préconiser des mots d'ordre en désaccord avec les conditions objectives:

« La phrase révolutionnaire est le plus souvent un mal dont souffrent les partis révolutionnaires dans les moments où ceux-ci réalisent de près ou de loin la liaison, la réunion, l'interpénétration d'éléments prolétariens et petits-bourgeois et où le cours des événements révolutionnaires connaît de brusques et importants revirements. La phrase révolutionnaire, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égard aux circonstances objectives, au changement marqué par les derniers événements en date, à la situation du moment. Des mots d'ordre excellents, qui entraînent et enivrent, mais sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire. »¹

Ce refus, par exemple, de signer une paix injuste était une politique aventurière, c'est-à-dire une politique coupée des masses car celles-ci désertaient le front et ne voulaient plus combattre.

Le 7 mars, au *Me Congrès du P.C. (b)R.*, Lénine présente un rapport sur la paix et la guerre. Il faut accepter, dit-il, qu'il est beaucoup plus difficile de commencer la Révolution en Europe que dans un pays où règne la désorganisation sociale et

¹ “ Sur la phrase révolutionnaire ”, T. 27, 21 février 1918, p. 11.

économique et l'inculture comme en Russie ¹. La révolution européenne ne viendra pas aussi vite que les bolchéviks l'avaient espéré, même si la révolution allemande est nécessaire pour achever la victoire du socialisme en Russie:

« ... c'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus (...) La révolution ne viendra pas aussi vite que nous l'espérions. Cela l'histoire l'a prouvé, il faut savoir l'accepter comme un fait ... » ²

Selon Lénine, une des différences essentielles entre les révolutions bourgeoises et la révolution russe est que celle-là n'a qu'à enlever les entraves qui nuisent aux rapports capitalistes qui se sont déjà imposées au sein de la société, tandis que celle-ci doit introduire des rapports socialistes là où les formes développées du capitalisme n'ont gagné que quelques secteurs de l'économie ³. Cet état arriéré de l'économie russe rend donc indispensable la victoire de la classe ouvrière d'un des pays les plus industrialisés, l'Allemagne, afin que celle-ci puisse venir en aide au prolétariat russe et favoriser son développement économique. Sans la révolution allemande, la Russie ne pourrait accomplir victorieusement le socialisme.

Les conditions objectives (désorganisation économique, sociale et politique, refus des masses de participer plus longtemps à la guerre ...) ont obligé les bolchéviks à signer le traité de paix de Brest-Litovsk, et ce traité marque indubitablement la fin de l'essor révolutionnaire et le début du repli de la révolution. Car cette paix aura des conséquences incalculables sur le déroulement ultérieur de la révolution: fin de l'alliance gouvernementale entre les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, guerre civile, intervention militaire des puissances de l'Entente, etc. Les bolchéviks seront alors obligés, pour conserver le pouvoir, de prendre des positions de repli sur toutes les questions fondamentales: État, parti, question nationale, etc. ⁴.

Le repli de la Révolution (1919-1924)

[Retour à la table des matières](#)

La signature du traité de Brest-Litovsk eut sa contre-partie immédiate sur le plan intérieur. Ce qui amena Lénine, quelques semaines plus tard, à commencer la rédaction de « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » ⁵, œuvre marquant les premiers jalons du renforcement du pouvoir des bureaucrates et des spécialistes sur le peuple. Les « Communistes de gauche », liant ensemble le repli sur le plan international et le repli sur le plan national, attaquèrent les positions prises par le parti

¹ Sur ce point, voir l'interprétation qu'en donne Gramsci dans notre ouvrage *la pensée politique de Gramsci*, Paris, éd. Anthropos, et Québec, éd. parti pris, pp. 170-172.

² " VIIe Congrès du P.C. (b) R. ", T. 27, 6-8 mars 1918, p. 95.

³ Id., pp. 85-87.

⁴ Sur ce point, voir les chapitres suivants.

⁵ T. 27, mars-avril 1918, pp. 243-287. Voir à ce sujet le chapitre sur l'État.

bolchévik. Dans son article « Sur l'infantilisme *de gauche* et les idées petites-bourgeoises »¹, Lénine leur reprocha de prendre leurs désirs pour la réalité et de ne pas tenir compte des conditions objectives.

Toute cette période est marquée par l'intervention des pays de l'Entente et par une guerre civile exacerbée; les hésitations de la petite-bourgeoisie, quand ce n'est pas ses interventions en faveur des forces anti-soviétiques, conduiront les bolchéviks à l'interdiction, puis à la répression, des partis menchéviks et socialistes-révolutionnaires. Comme en novembre 1918 la révolution éclate en Allemagne, que la faillite de l'Impérialisme allemand est consommée et que le traité de Brest-Litovsk est annulé, Lénine préconisera une politique de conciliation face à la petite-bourgeoisie. C'étaient en effet la signature de ce traité et la lutte implacable que les bolchéviks avaient dû mener contre les illusions démocratiques de la petite-bourgeoisie qui avaient conduit les masses menchéviques et socialistes-révolutionnaires à se détacher de la révolution. La nouvelle situation internationale, démontrant la justesse des positions politiques des bolchéviks, permet maintenant, pense Lénine, de remplacer une position de lutte implacable par une position de conciliation². Cette lune de miel ne dura pourtant pas longtemps. La révolution allemande fut écrasée dans le sang avec la participation des sociaux-démocrates. Sur la scène internationale, dans presque tous les pays, les sociaux-démocrates participèrent à la répression des communistes et à l'écrasement des soulèvements révolutionnaires., Cet alignement de la petite-bourgeoisie sur les positions de la bourgeoisie impérialiste, tant sur le plan international que sur le plan interne, scella définitivement le sort des partis petits-bourgeois de Russie: les bolchéviks les réprimèrent implacablement.

Durant cette période de repli, Lénine dut également lutter contre les gauchistes qui maintenaient des mots d'ordre de la période de l'essor révolutionnaire sans égard aux changements objectifs de la situation. Il dut encore lutter contre certains partis de la nouvelle IIIe Internationale qui, par réaction au réformisme de la IIe Internationale, défendaient des positions gauchistes. C'est dans le cadre de cette IIIe Internationale, en vue de l'éducation des nouveaux partis communistes, que Lénine rédigea son ouvrage célèbre: *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »*³.

Dans cet ouvrage, Lénine décrit les traits essentiels de l'expérience bolchévique qui ont, selon lui, une valeur internationale: les principes de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets et du parti bolchévique cimentés par une discipline de fer et une centralisation stricte, ainsi que la tactique de la lutte contre l'opportunisme et le gauchisme. Ces traits fondamentaux du bolchévisme doivent être appliqués de façon vivante compte tenu des particularités de chaque pays:

« Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays (...) l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales (...) mais une application des principes *fondamentaux* du communisme (...), qui *modifie correctement* ces principes *dans les questions de détail*, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière

¹ T. 27, 5 mai 1918, pp. 337-370.

² "Les précieux aveux de Pitirim Sorokine", T. 28, 20 novembre 1918, pp. 189-198; et "Réunion des militants du Parti de Moscou", T. 28, 27 novembre 1918, pp. 206 -232.

³ T. 31, avril-mai 1920.

concrète dont chaque pays aborde la solution du problème international, *le même* pour tous: vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la dictature du prolétariat, telle est, au moment historique que nous traversons, la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement avancés). »¹

Le mouvement communiste doit lutter premièrement contre le réformisme: c'est son principal ennemi au sein du mouvement ouvrier. Mais il doit aussi lutter contre le gauchisme, cet esprit petit-bourgeois qui frise l'anarchisme et consiste à refuser de tenir compte des rapports de forces objectifs: c'est son ennemi secondaire.

« le communisme naissant, grandissant, marchant à la victoire, est appelé à traverser une période de lutte (qui a déjà commencé), d'abord et surtout, contre le « menchévisme » propre (de chaque pays), c'est-à-dire l'opportunisme et le social-chauvinisme; puis, à titre de complément, pour ainsi dire, contre le communisme « de gauche». »²

Mais cet ouvrage de Lénine est surtout orienté, comme nous l'avons déjà dit, contre le gauchisme qui, à ce moment-là, faisait des ravages au sein des partis communistes de l'Internationale. Beaucoup de communistes croyant alors que la Révolution en Occident serait aussi facile qu'en Russie, Lénine énumère les conditions particulières qui ont rendu possible la conquête rapide du pouvoir en Russie :

« Des conditions spécifiques telles que: 1) la possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation - grâce à cette révolution - de la guerre impérialiste qui infligeait aux ouvriers et aux paysans d'incroyables tortures; 2) la possibilité de mettre à profit, pendant un certain temps (de février 17 à février 18, J.M.P.), la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde qui n'avaient pu se coaliser contre l'ennemi soviétique; 3) la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, en partie grâce aux vastes étendues du pays et à ses mauvais moyens de communication; 4) l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois si profond que le parti du prolétariat a pu prendre les revendications révolutionnaires du parti des paysans (parti socialiste-révolutionnaire, nettement hostile, dans sa majorité, au bolchévisme) et les réaliser aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat - pareilles conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale...

Les bolchéviks ont pu conquérir le pouvoir parce qu'ils avaient derrière eux l'écrasante majorité de la classe ouvrière (les élections au Congrès des Soviets en octobre 17 le démontrent). Ils ont pu le conserver car, en appliquant aussitôt après la prise de pouvoir le programme de réforme agraire préconisé par les socialistes-révolutionnaires, ils ont obtenu l'appui de la moitié de l'armée et des 9/10 de la masse paysanne³.

Les communistes de l'Europe occidentale doivent aussi conquérir les masses, même si ce travail est plus difficile. Lénine explique que la notion de « masse » varie avec les conditions objectives et le caractère de la lutte. Au début de la lutte,

¹ Id., p. 88.

² Id., pp. 86 et 87. Voir aussi pp. 25 et 26.

³ "IIIe Congrès de l'Internationale communiste", T. 32, 22 juin - 12 juillet 1921, p. 505.

« masse » signifie que le parti a réussi à entraîner dans la lutte des ouvriers qui sont généralement apathiques:

« Au commencement de la lutte, il suffisait de quelques milliers de véritables ouvriers révolutionnaires pour que l'on pût parler de masse. Si le parti réussit à entraîner dans la lutte, non pas seulement ses membres, S'il réussit à galvaniser aussi les sans-parti, c'est déjà un début de conquête des masses(...) Si quelques milliers d'ouvriers sans parti, qui mènent habituellement une vie toute plate et traînent une existence misérable, qui n'ont jamais entendu parler de politique, se mettent à l'action révolutionnaire, vous avez devant vous la masse. »¹

Mais pour conquérir le pouvoir, s'il n'est pas toujours nécessaire d'avoir l'appui de la majorité absolue de la population, il faut au moins obtenir sa neutralité bienveillante. Et pour conserver le pouvoir, il faut gagner son appui actif:

« Lorsque la révolution est suffisamment préparée, la notion de « masse » devient différente: quelques milliers d'ouvriers ne forment plus la masse. Ce mot commence à prendre une autre signification. La notion de masse se modifie, en ce sens qu'on entend par là la majorité, et de surcroît non pas la simple majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités ... »²

Le parti peut mettre en mouvement des milliers d'ouvriers par la propagande et l'agitation. Mais ces moyens ne suffisent pas pour que la majorité des exploités marchent vers la révolution, Pour ce faire, il faut une crise révolutionnaire³ - que le parti ne peut déclencher mais qui s'amorce de façon indépendante des acteurs en présence - où les masses elles-mêmes font leur propre expérience politique:

« Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à une telle position, la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions ... »⁴

Pour pouvoir rallier les masses, il faut également que le parti sache lier l'organisation légale à l'organisation illégale, le travail légal au travail illégal:

« Les révolutionnaires sans expérience pensent souvent que les moyens de lutte légaux sont entachés d'opportunisme, car c'est sur ce terrain que la bourgeoisie a le plus souvent (surtout en des temps « pacifiques », non révolutionnaires) trompé et mystifié les ouvriers (...) Mais les révolutionnaires qui ne savent pas allier aux formes illégales toutes les formes légales sont de bien mauvais révolutionnaires. »⁵

¹ Id., p. 506.

² Id. Voir aussi la page suivante, ainsi que *La maladie infantile du communisme ("le gauchisme")*, T. 31, p. 89.

³ *La maladie infantile du communisme ("le gauchisme")*, id., pp. 80-81 et p. 90.

⁴ Id., p. 89.

⁵ Id., pp. 92 et 93. Voir aussi "Le Ile Congrès de l'Internationale communiste", T. 31, 19 juillet - 7 août 1920.

Enfin, pour que le parti gagne à soi, les masses, il faut « travailler » absolument « là où est la masse »¹, même si elle se trouve dans des organisations réactionnaires:

« Il est beaucoup plus difficile - de se montrer révolutionnaire quand la situation ne permet pas *encore* la lutte directe, déclarée, véritablement massive, véritablement révolutionnaire, de savoir défendre les intérêts de la révolution (par la propagande, par l'agitation, par l'organisation) dans des institutions non révolutionnaires, voire nettement réactionnaires, dans une ambiance non révolutionnaire parmi des masses incapables de comprendre tout de suite la nécessité d'une méthode d'action révolutionnaire. »²

Comme la masse se trouve, entre autres, dans les syndicats, il faut y travailler, combattre les dirigeants opportunistes et gagner à soi la majorité ouvrière:

« Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des «ouvriers embourgeoisés. »³

Cette lutte contre l'opportunisme au sein des syndicats est essentielle car, tant que la majorité des ouvriers est encore sous l'influence des sociaux-démocrates, il est impossible de conquérir le pouvoir:

« Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (...) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un *certain* degré; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce « certain degré » *n'est pas le même...* »⁴

Il faut aussi participer au parlement même si c'est une institution bourgeoise et historiquement dépassée. Mais l'action parlementaire doit être subordonnée et mise au service des actions de masse. Cette action est nécessaire même en temps de révolution car elle peut soutenir, de l'intérieur du parlement, le mouvement révolutionnaire⁵.

L'action parlementaire, l'action journalistique et l'activité syndicale requerront l'utilisation d'un certain nombre d'intellectuels. Il sera difficile de soumettre à la discipline du parti les journalistes, d'empêcher les syndicalistes de tomber dans le réformisme et de retenir les députés de défier l'action parlementaire, au lieu de faire un travail substantiel de propagande et d'agitation révolutionnaires. Mais la participation à ces types d'action et l'utilisation d'intellectuels provenant de la bourgeoisie sont nécessaires pour faire progresser le mouvement révolutionnaire:

¹ *La maladie du communiste ("le gauchisme")*, id., p. 48.

² Id., p. 93.

³ Id., p. 48.

⁴ Id., p. 47.

⁵ Id., p. 53 et ss.

« ... dans n'importe quelle sphère d'action, en régime -capitaliste et en période de transition du capitalisme au socialisme - il est impossible d'éviter les difficultés, les tâches particulières que le prolétariat doit surmonter et réaliser pour utiliser à ses fins les hommes issus d'un milieu bourgeois, pour triompher des préjugés et des influences intellectuels bourgeois, pour affaiblir la résistance du milieu petit-bourgeois... » ¹

En somme, en politique, il faut savoir faire des compromis. Évidemment, il n'est pas toujours facile de savoir si le compromis est une compromission ou s'il fait avancer le mouvement révolutionnaire ². Il s'agit de ne pas sacrifier les intérêts fondamentaux du prolétariat ³ et il faut que le compromis fasse progresser le niveau de conscience des masses opprimées:

« D'où la nécessité, la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de *sa voir* appliquer cette tactique de manière à *élever*, et non à abaisser le niveau de conscience *général* du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre. » ⁴

Les ennemis de la révolution sont très puissants. Aussi, faut-il utiliser les divisions entre eux et travailler à obtenir l'appui, même d'alliés chancelants. Tel est un des points essentiels de la tactique bolchévique:

« On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition *expresse* d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre «fissure» entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. » ⁵

Ainsi, dans le cadre de l'Angleterre, Lénine proposera-t-il aux communistes anglais un accord électoral avec les travaillistes pour battre la coalition des libéraux et des conservateurs, pourvu que les communistes conservent la plus entière liberté de propagande, d'agitation et d'action politique. Si les travaillistes refusent, cela démontrera aux masses que le Labour Party fait passer son intimité avec les capitalistes avant l'union avec tous les ouvriers. Même dans le cas d'un refus, il faudra appuyer, dans les circonscriptions où les communistes ne présentent pas de candidats, le travailliste contre le bourgeois:

¹ Id., p. 112. Voir aussi les pages suivantes.

² Id., p. 64.

³ "Discours à l'Assemblée des militants actifs de l'organisation de Moscou du P. C. (b) R.", T. 31, 6 décembre 1920, p. 458.

⁴ *La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")*, p. 70.

⁵ Id., p. 66.

« Nous ne présenterions des candidats que dans un nombre infime de circonscriptions, absolument sûres. c'est-à-dire où la présentation de nos candidats ne ferait pas passer un libéral contre un travailliste (membre du Labour Party). Nous ferions notre propagande électorale en diffusant des tracts en faveur du communisme et en invitant, dans *toutes* les circonscriptions où nous ne présenterions pas de candidats, à voter *pour le travailliste contre le bourgeois*. »¹

Lénine était même favorable à ce que les communistes se joignent au Labour Party pourvu qu'ils puissent y critiquer ses leaders opportunistes et centristes et y mener une propagande en faveur de la dictature du prolétariat². Mais le Labour Party refusa l'admission du Parti communiste anglais.

Après avoir étudié *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), revenons à la situation russe. A la fin de 1920, une fois l'armée polonaise, appuyée par la France, vaincue par l'Armée rouge, Lénine préconise une politique de concessions territoriales face à certains pays impérialistes. La politique de concessions, consistant à louer une certaine partie du territoire russe à certains pays impérialistes, visait deux objectifs: 1) utiliser les divergences entre les pays impérialistes pour neutraliser leur hostilité à la Russie (impérialisme américain contre impérialisme japonais; impérialisme anglais contre impérialisme français; impérialisme allemand contre l'impérialisme des pays de l'Entente); 2) pouvoir acheter, en échange des concessions territoriales, les machines nécessaires pour relancer l'industrie et l'agriculture en Russie, pour remettre de l'ordre dans les transports et électrifier le pays³. Lénine résume ainsi les objectifs poursuivis:

« Je pense que nous nous entendrons sur ce fait que la politique des concessions est aussi celle de la continuation de la guerre, mais que notre tâche est de conserver l'existence de la République socialiste isolée, entourée d'ennemis capitalistes, de sauvegarder la république infiniment plus faible que les ennemis capitalistes qui l'entourent, d'écarter ainsi la possibilité pour les ennemis de créer une alliance entre eux pour lutter contre nous, de faire obstacle à leur politique, de ne pas leur permettre de remporter la victoire. Notre tâche est d'assurer à la Russie les instruments et les moyens indispensables pour relever l'économie, car, lorsque nous les aurons obtenus, nous nous sentirons si solides sur nos jambes qu'aucun ennemi capitaliste ne nous fera peur. »⁴

Mais les pays capitalistes, par crainte du pouvoir des Soviets, hésitèrent puis, finalement, refusèrent la politique de concessions mise de l'avant par Lénine.

En mars 1921 se tint le Xe Congrès du P.C.R. Les bolchéviks avaient réussi à vaincre l'intervention des puissances de l'Entente, à écraser la guerre civile conduite par les anciennes classes dirigeantes et à assurer la paix intérieure. Mais trois années de guerre civile avaient entraîné la dévastation du pays, le délabrement de l'économie et la famine. Aussi, tout en consolidant le pouvoir de l'État aux mains des bolchéviks, Lénine mit de l'avant une politique de compromis économiques face à la petite-

¹ Id., p. 84. Voir aussi les pages précédentes.

² "Thèses sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale communiste", T. 31, 4 juillet 1920, pp. 201-202, et le "IIe Congrès de l'Internationale communiste", T. 31, 19 juillet -7 août 1920, p. 244.

³ "Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie", T. 31, 22-29 décembre 1920, pp. 481 à 505.

⁴ Id., p. 505.

bourgeoisie et à la bourgeoisie russes. L'entreprise privée fut autorisée dans les petites et moyennes entreprises et dans le commerce; dans les campagnes, la réquisition des denrées agricoles fut remplacée par un impôt agricole ordinaire. Cette nouvelle politique économique (N.E.P.) était un « repli stratégique »¹ dont le but était de relancer les échanges entre l'industrie lourde, l'industrie légère et la campagne, en utilisant l'aide du capital privé pour fortifier les industries de base et le transport demeurés aux mains de l'État.

Vers la fin de sa vie, Lénine commença à mener une lutte contre la déviation de droite au sein du parti et de l'État, déviation qui porte le nom de bureaucratisme. Mais il ne put qu'amorcer cette bataille, la mort l'emportant en janvier 1924.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Toute la tactique de Lénine repose sur l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre. Seule une telle alliance permet au parti bolchévique de réaliser son hégémonie sur la majorité du peuple russe. La nécessité d'une telle alliance est affirmée par Lénine dès avant la fondation du Parti en 1903.

Toute l'expérience de Lénine, du IIe Congrès du Parti à sa mort, le convainc de la nécessité d'une organisation politique révolutionnaire complètement indépendante de celles des opportunistes. Ceux-ci ont toujours constitué pour Lénine l'ennemi principal qu'il fallait combattre au sein de la classe ouvrière. Lénine dut aussi lutter, à quelques occasions, contre le gauchisme qui consiste à prendre ses désirs pour la réalité et à ne pas tenir compte du rapport de forces tel qu'il s'incarne dans la conjoncture.

Le parti doit faire des compromis et obtenir l'appui d'alliés même hésitants. Mais pour que le compromis ne devienne pas compromission, il faut que le parti conserve l'indépendance de son organisation et une complète liberté de propagande et d'agitation.

Le parti doit lier l'activité légale à l'activité illégale et oeuvrer dans toutes les organisations où se retrouvent les masses. Mais toutes ces activités doivent être subordonnées aux luttes de masse, et celles-ci à la conquête du pouvoir d'État par la destruction des organes de l'État en place (police, armée et bureaucratie).

Lénine ne distingue jamais clairement sa stratégie de sa tactique. Le sous-titre du manuscrit de « La maladie infantile du communisme » est: « Essai de causerie de vulgarisation sur la stratégie et la tactique marxistes ». Mais ce sous-titre fut significativement supprimé dans les éditions parues du vivant de Lénine. Dans l'ouvrage mentionné, on ne retrouve qu'une fois le terme « stratégie » et dont le sens n'est de

¹ "La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politiques", T. 33, 17 octobre 1921, p. 56.

toute façon pas expliqué ¹. Ce sont d'ailleurs à peu près les seules fois où ce terme est mentionné dans toutes les oeuvres de Lénine. Sur ce point, le contraste entre Lénine et Mao est grand. Le leader chinois distinguera toujours très clairement la stratégie de la tactique. Dans la pensée de Mao-Tsé-Toung, la stratégie doit répondre aux questions suivantes: quel est l'ennemi principal? quelles sont les classes révolutionnaires? quels sont les alliés qu'on peut obtenir? Si on applique le schéma de Mao à la pensée de Lénine, on peut distinguer trois grandes périodes stratégiques dont chacune implique ce pendant, minimum, l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre.

La première période va de 1905 à février 1917. L'ennemi principal est le régime tsariste et les propriétaires fonciers: la révolution bourgeoise est à l'ordre du jour. Mais selon Lénine, la bourgeoisie russe hésitant de par ses intérêts entre la révolution et la contre-révolution, est incapable de mener à terme cette révolution. Il faut donc combattre l'influence idéologique de la bourgeoisie sur les paysans, étendre l'hégémonie de la classe ouvrière sur la paysannerie et passer des ententes avec les partis petits-bourgeois et paysans.

La deuxième période va de 1917 à mars 1918. La bourgeoisie russe réussit, malgré les prévisions, et à la faveur d'une situation internationale propice, à s'emparer du pouvoir. La lutte pour la paix commandée par les intérêts du prolétariat international conduit Lénine à préconiser le passage rapide de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste. L'ennemi principal devient alors la bourgeoisie. Le parti doit combattre les influences idéologiques des partis petits-bourgeois sur la classe ouvrière tout en cherchant à entraîner ces partis sur une position de lutte contre la bourgeoisie.

Troisième période: Malgré les espoirs de Lénine, la révolution mondiale n'éclate pas et le prolétariat allemand ne vient pas à la rescousse du prolétariat russe. Au contraire, la révolution doit faire face à la guerre civile déclenchée par les propriétaires fonciers et par la bourgeoisie avec l'appui des pays de l'Entente. Dans cette guerre civile, la majorité de la petite-bourgeoisie passe aux côtés de la bourgeoisie. L'ennemi principal devient alors la coalition des pays impérialistes de l'Entente avec ces trois classes russes. A la fin de la guerre civile, tout en maintenant la répression contre les organisations politiques de la petite-bourgeoisie, Lénine cherchera de nouveau à obtenir son appui et à élargir la base sociale de son régime par une politique de concessions économiques (la N.E.P.).

Voilà, rapidement esquissées, la stratégie et la tactique léninistes telles qu'elles se dégagent de l'ensemble des écrits de Lénine.

¹ T. 31, p. 19.

Bibliographie

Du chapitre I : La tactique

[Retour à la table des matières](#)

T. 1, printemps et été 1884

Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.

T. 2, 1895-1896,

« Exposé et commentaire du projet de programme du Parti social-démocrate ».

T. 3, 1896-1899,

Le développement du capitalisme en Russie.

T. 4, août-septembre 1899

« Protestation des social-démocrates de Russie ».

T. 4, fin 1899,

« Projet de programme pour notre parti ».

T. 4, février 1901

« Le parti ouvrier et la paysannerie ».

T. 5, juin 1901,

« Les persécuteurs de Zemstvos et les Annibals du libéralisme ».

T. 6, février-mars 1902,

« Le programme agraire de la social-démocratie russe ».

T. 6, mars 1903,

Aux paysans pauvres.

T. 8, 14 février, 1905,

« Deux tactiques ».

T. 8, 8 mars 1905,

« Nouveaux objectifs, forces nouvelles ».

T. 8, 12 avril 1905,

« La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie ».

T. 8, 12-27 avril 1905,

- « IIIe Congrès du P.O.S.D.R. ».
T. 8, 3 et 9 juin 1905,
« Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire ».
T. 9, juin -juillet 1905,
Deux tactiques de la social-démocratie dans la Révolution démocratique.
T. 9, 16 août 1905,
« Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection ».
T. 9, 5 septembre 1905,
« A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans ».
T. 9, 13 septembre 1905,
« Discutez la tactique, mais donnez des mots d'ordre clairs ».
T. 9, 26 septembre 1905,
« Comment on joue au parlementarisme ».
T. 9, 1er novembre 1905,
« La première victoire de la Révolution ».
T. 10, janvier 1906,
« Faut-il boycotter la Douma d'État? ».
T. 10, janvier 1906,
« La Douma d'État et la tactique des social-démocrates ».
T. 10, 20 mars 1906,
« La révolution russe et les tâches du prolétariat ».
T. 10, mars 1906,
« Révision du programme agraire du parti ouvrier ».
T. 10, 24 au 28 mars 1906,
« La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier ».
T. 10, 10 et 25 avril 1906,
« Congrès d'unification du P.O.S.D.R. ».
T. 10, mai 1906,
« Rapport sur le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. »
T. 10, 26 mai 1906,
« Les considérations du camarade Plékhanov sur la tactique de la social-démocratie ».
T. 11, 22 juin 1906,
« A propos d'une déclaration de notre &action à la Douma ».
T. 11, 1er juillet 1906,
« Faux raisonnement des boycotteurs « sans parti ».
T. 11, 4 juillet 1906,
« Organisation des masses et choix du moment pour le combat ».
T. 11, mi-juillet 1906,
« La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat ».
T. 11, 12 août 1906,
« A propos du boycottage ».
T. 11, 21 août 1906,
« La crise politique et la faillite de la tactique opportuniste ».
T. 11, 29 août 1906,
« Les enseignements de l'insurrection de Moscou ».
T. 11, 19 septembre 1906,
« Les menchéviks socialistes révolutionnaires ».
T. 11, 30 septembre 1906, « La guerre des partisans ».
T. 11, 30 septembre 1906, « Essai de classification des partis politiques russes ».
T. 11, fin octobre 1906, « La social-démocratie et les accords électoraux ».
T. 11, 23 novembre 1906,

- « Sur les blocs avec les cadets ».
T. 11, 7 décembre 1906,
« La crise du menchévisme ».
T. 11, 14 janvier 1907,
« La campagne électorale du parti ouvrier à Pétersbourg ».
T. 12, 27 mars 1907,
« Les élections à la Douma et la tactique de la social-démocratie russe ».
T. 13, 26 juin 1907,
« Contre le boycottage ».
T. 13, novembre-décembre 1907,
« Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 ».
T. 15, 19 mars 1908,
« Sur le droit chemin ».
T. 15, avril 1908,
« Pour bien juger de la Révolution russe ».
T. 15, 23 juillet 1908,
« Le militarisme et la tactique antimilitariste de la social-démocratie ».
T. 15, 13 novembre 1908,
« A propos de deux lettres ».
T. 15, 21-27 décembre 1908,
« La Cinquième Conférence générale du P.O.S.D.R. »
T. 15, 8-17 juin 1909,
« Conférence de la Rédaction élargie du Proletari »
T. 17, 23 décembre 1910, « De certaines particularités du développement historique du marxisme ».
T. 17, janvier -février 1911,
« Nos abrogeurs ».
T. 17, 18 octobre 1911,
« La campagne électorale et le programme électoral ».
T. 17, 10, 17 et 31 décembre 1911 et 6 janvier 1912,
« La campagne des élections à la IVe Douma d'État ».
T. 17, décembre 1911 et janvier 1912,
« Questions de principe de la campagne électorale ».
T. 17, décembre 1911 et janvier 1912,
« Questions de principe de la campagne électorale ».
T. 17, 5-17 janvier 1912,
« Les partis politiques en Russie ».
T. 18, 31 mai 1912,
« Grève économique et grève politique ».
T. 18, 17 juin 1912,
« L'essor révolutionnaire ».
T. 18, 26 décembre 1912 - 1er janvier 1913,
« Avis et Résolutions de la Conférence du comité central du P.O.S.D.R. tenue à Cracovie avec les responsables du parti ».
T. 18, 12 janvier 1913,
« Le développement des grèves révolutionnaires et des manifestations des rues ».
T. 18, 6-9 février 1913,
« Une disparité croissante ».
T. 19, 12 septembre 1913,
« Marxisme et réformisme ».
T. 20, 4 avril 1914,

- « A propos des formes du mouvement ouvrier ».
T. 20, avril 1914,
« Ce qu'il ne faut pas imiter dans le mouvement ouvrier allemand ».
T. 20, 9 juin 1914,
« De l'aventurisme ».
T. 21, 24 août 1914,
« Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne ».
T. 21, 28 septembre 1914,
« La guerre et la social-démocratie russe ».
T. 21, 9 janvier 1915,
« Que faire maintenant? ».
T. 21, 19 février 1915,
« La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. ».
T. 21, mai -juin 1915,
« La faillite de la IIe Internationale ».
T. 21, 26 juillet 1915,
« De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste ».
T. 21, juillet -août 1915,
Le socialisme et la guerre.
T. 21, 23 août 1915,
« A propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe ».
T. 23, octobre 1916,
« A propos du mot d'ordre de « désarmement ».
T. 23, 9 janvier 1917,
« Rapport sur la Révolution de 1905 ».
T. 23, 4 mars 1917,
« Ébauche des thèses du 4 mars 1917 ».
T. 23, 7-26 mars 1917,
« Lettres de loin ».
T. 23, 26 mars 1917,
« Lettre d'adieu aux ouvriers suisses ».
T. 24, 7 avril 1917,
« Les tâches du prolétariat dans la présente révolution ».
T. 24, 9 avril 1917,
« Sur la dualité du pouvoir ».
T. 24, 8-13 avril 1917,
« Lettres sur la tactique ».
T. 24, 10 avril - 28 mai 1917,
Les tâches du prolétariat dans notre Révolution.
T. 24, 14-22 avril 1917,
« La Conférence de Pétrograd -Ville du P.O.S. D. (b) R. ».
T. 24, 24-29 avril 1917,
« La 7e Conférence de Russie du P.O.S.D. (b) R. (Conférence d'Avril) ».
T. 24, avril-mai 1917,
« Textes pour la révision du programme du parti ».
T. 25, 10 juillet 1917,
« La situation politique ».
T. 25, mi-juillet 1917, « A propos des mots d'ordre ».
T. 25, 26 juillet 1917, « Illusions constitutionnelles ».
T. 26, 12-14 septembre 1917, « Les Bolchéviks doivent prendre le pouvoir ».
T. 26, 13-14 septembre 1917, « Le marxisme et l'insurrection ».
T. 26, 29 septembre 1917, « La crise est mûre ».

- T. 26, septembre 1917 — 1er octobre 1917, « Les Bolchéviks garderont-ils le pouvoir? ».
- T. 26, 25-26 octobre 1917,
« Deuxième Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie ».
- T. 26, 18 novembre 1917,
« L'Alliance des ouvriers avec les paysans travailleurs et exploités ».
- T. 26, 7 et 21 janvier 1918 - février 1918,
« Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse ».
- T. 27, 21 février 1918,
« Sur la phrase révolutionnaire ».
- T. 27, 6-8 mars 1918
« VIIe Congrès du P.C. (b) R. ».
- T. 27, 5 mai 1918,
« Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises ».
- T. 28, 20 novembre 1918,
« Les précieux aveux de Pitirim Sorokine ».
- T. 28, 27 novembre 1918,
« Réunion des militants du Parti de Moscou ».
- T. 31, avril -mai 1920,
La maladie infantile du communisme (« le gauchisme »)
- T. 31, 4 juillet 1920,
« Thèses sur les tâches fondamentales du 11e Congrès de l'Internationale communiste ».
- T. 31, juillet 1920
« Les conditions d'admission à l'Internationale communiste ».
- T. 31, 19 juillet - 7 août 1920,
« Discours à l'Assemblée des militants actifs de l'organisation de Moscou du P.C. (b)R. ».
- T. 31, 22-29 décembre 1920,
[Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie].
- T. 32, 22 juin -12 juillet 1921, « IIIe Congrès de l'Internationale communiste ».
- T. 33, 17 octobre 1921, « La Nouvelle Politique économique et les tâches des services d'éducation politique ».
- « Note d'un publiciste ».

Chapitre II

Le parti

[Retour à la table des matières](#)

Tout le problème du parti tourne autour de deux questions fondamentales: 1.- le rapport entre le Parti et la classe ouvrière ; 2.- la structure et le mode de fonctionnement du Parti. Les deux questions sont étroitement liées: c'est le type de rapport existant entre le Parti et la classe ouvrière qui devrait déterminer la structure et le mode de fonctionnement du Parti. Analysant les réponses données par Lénine à ces deux questions, nous pouvons distinguer cinq périodes dans l'élaboration de sa pensée: 1- période du *Que faire?* (1900-1904); 2- démocratisation du Parti (1904-1910); 3- retour vers une plus grande centralisation (1910-1917); 4- la Révolution triomphante (1917-1918); 5- retour politique vers le *Que faire ?* (1918-1924).

Période du *Que faire?* (1900-1904)

[Retour à la table des matières](#)

Que faire? ne marque pas le début d'une réflexion sur le Parti: il est le résultat d'une maturation qui s'est poursuivie durant deux ans. Dès 1900, dans un article intitulé « Les objectifs immédiats de notre mouvement »¹ Lénine indiquait le problème fondamental de l'heure: la séparation entre le mouvement ouvrier orienté

¹ T. 4, novembre 1900, pp. 381 à 386.

vers une lutte de type syndical et le socialisme. Trois circonstances historiques avaient préparé cette division: 1- l'action des socialistes avait commencé par un travail de formation théorique dans de petits cercles. Lorsqu'ils sont passés à un travail d'agitation dans les grandes masses, ils ont pris une position complètement opposée: ils ont laissé de côté leur théorie pour lutter avec les ouvriers sur des objectifs immédiats et purement syndicaux; 2- en lutte contre le mouvement terroriste qui réduisait la politique à la seule conspiration, les socialistes sont tombés dans l'autre extrême: ils ont négligé la lutte politique générale contre l'État tsariste au profit de la lutte syndicale; 3- cherchant à se lier aux ouvriers, ils ont milité dans les localités ouvrières en oubliant de se relier par une organisation nationale.

La tâche immédiate est donc tracée: unir socialisme et mouvement ouvrier par l'intermédiaire d'un parti politique. Le rôle du journal *l'Iskra* est de préparer l'organisation de ce Parti: c'est ce qui explique l'importance accordée dans *Que faire?* au journal dans son rôle d'organisateur politique. Quelques mois plus tard, en mai 1901, Lénine revient sur le sujet en indiquant que la tâche immédiate est, non pas de se lancer à l'assaut du gouvernement, mais de mettre sur pied une organisation qui relierait les différentes organisations locales et qui serait ainsi apte à soutenir et à orienter chaque mouvement de protestation qui surgit en Russie ¹. En décembre de la même année, il s'en prendra au culte que les syndicalistes vouent à la spontanéité et insistera sur la nécessité de la théorie ².

Le courant que Lénine combat dans *Que faire?* est donc bien défini dans ses articles précédents: courant syndicaliste qui néglige la lutte politique, qui sous-estime le rôle de la théorie au profit de la spontanéité et qui valorise les organisations locales par rapport à l'organisation nationale. *Que faire?* sera rédigé dans le cadre de cette lutte et pour la préparation du Congrès de 1903 où devait être fondé le Parti auquel Lénine aspirait. Il n'est donc pas étonnant que l'accent y soit mis sur la théorie car « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » ³. Aussi, si le Parti peut passer des accords avec d'autres mouvements en vue d'actions à entreprendre, s'il peut faire des compromis au niveau de l'action, il n'en peut faire aucun au niveau des principes, car ce serait attaquer une des bases essentielles de toute activité révolutionnaire. Tout compromis de principe, toute « concession » théorique est une compromission. Le Parti devra alors exiger de chacun de ses membres d'adhérer à la théorie révolutionnaire marxiste. Lénine condamne ainsi la demande des économistes de la *Rabotchéïé Diélo* d'avoir le droit à la « liberté de critique au sein du mouvement social-démocrate ». Les économistes - c'est-à-dire les syndicalistes - auront le droit de critiquer le Parti, mais de l'extérieur. Le Parti n'étant pas un cercle de discussions, mais une organisation révolutionnaire, chacun de ses membres doit accepter les principes fondamentaux de la théorie révolutionnaire.

Or la théorie révolutionnaire, que Lénine identifie à la conscience social-démocrate, est le produit d'intellectuels issus de la classe bourgeoise. Les ouvriers, par eux-mêmes, ne peuvent parvenir qu'à la conscience trade-unioniste, et non à la conscience social-démocrate, qui est la « conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant » ⁴.

¹ "Par où commencer?", T. 5, mai 1901, pp. 9 à 20.

² "Entretien avec les défenseurs de l'économisme, T. 5, 6 décembre 1901, pp. 318 à 325.

³ *Que faire?* T. 5, automne 1901 -février 1902, p. 376.

⁴ Id., p. 382.

La conscience social-démocrate ne peut donc leur parvenir que du dehors par l'intermédiaire d'intellectuels issus de la bourgeoisie:

« Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels(---) De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. »¹

Lénine reprend ainsi mot pour mot la thèse de Kautsky s'inscrivant en faux contre ceux qui disaient que la conscience socialiste était le résultat nécessaire de la lutte de classe du prolétariat:

« Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique (...) Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois: c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément. »²

Cette thèse de Kautsky, reprise par Lénine, est essentielle car elle *fonde théoriquement* toute la problématique léniniste sur le Parti, contenue dans le *Que faire ?* Et le corollaire de cette thèse est que, si la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que du dehors, la lutte économique ne peut jamais conduire à une lutte politique révolutionnaire:

« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de *l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. »³

Car la lutte économique a un cadre trop étroit pour permettre de développer réellement une conscience politique révolutionnaire:

« La lutte économique « incite à penser » les ouvriers uniquement à l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière; aussi, *quelques efforts que nous fassions* pour « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », *nous ne pourrons jamais*, dans le cadre

¹ Id., p. 382.

² Id., pp. 390-391.

³ Id., p. 431.

de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), car ce cadre lui-même est trop étroit. »¹

Étant entendu que la lutte économique est « la lutte collective des ouvriers contre le patronat, pour *vendre* avantageusement leur *force de travail*, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence »². Elle est aussi une lutte sectorielle, qui doit être menée en fonction de chaque entreprise, les conditions de travail, comme les gains obtenus par une lutte syndicale, variant beaucoup d'une entreprise à l'autre. La lutte économique est donc *fondamentalement* réformiste, elle conduit *nécessairement* à la politique trade-unioniste : politique fondée sur « l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'État des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital »³.

Le Parti ne doit donc pas orienter, avant tout, son action sur la lutte économique. Il doit lutter contre toutes les manifestations d'oppression, qu'elles soient politiques, économiques ou nationales et, quelle que soit la classe qui les subit:

« La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tout* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes... »⁴.

C'est d'ailleurs seulement en luttant contre ces différents abus que les ouvriers prendront conscience de la place et de la fonction des autres classes dans la société et, donc, de la place et de la fonction de leur propre classe:

« La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques concrets et d'actualité brûlante pour observer *chacune* des autres classes sociales dans *toutes* les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique; s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à *toutes* les formes de l'activité et de la vie de *toutes* les classes, catégories et groupes de la population. »⁵

Et pour développer la conscience de classe des ouvriers, le Parti doit aller dans toutes les classes de la population, appuyer leurs luttes contre l'oppression et prendre connaissance de ce que sont, en réalité, ces classes:

« C'est pourquoi, à la question: que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques? - on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux d'entre eux qui penchent vers l'économisme, à savoir: « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux *ouvriers* les connaissances politiques, les

¹ Id.

² Id., p. 412.

³ Id., p. 394.

⁴ Id., p. 421.

⁵ Id.

social-démocrates doivent *aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions* des détachements de leur armée.»¹

Si les ouvriers ne peuvent pas eux-mêmes atteindre la conscience révolutionnaire, si leurs luttes syndicales ne peuvent déboucher sur une lutte politique révolutionnaire, alors toute politique fondée sur le culte de la spontanéité des masses conduit à une politique trade-unioniste.

Lénine distingue bien différents types de lutte spontanée. Par exemple, en Russie, les grèves des années 60 et 70 orientées vers la destruction de machines et les grèves des années 90 où les ouvriers luttent contre le patron. Les deux grèves marquent deux étapes de la prise de conscience ouvrière, mais deux étapes qui restent limitées au cadre du trade-unionisme:

« Mais il y a spontanéité et spontanéité (...) Ceci nous montre que l' « élément spontané » n'est au fond que la *forme embryonnaire* du conscient (...) Si les émeutes étaient simplement la révolte des gens opprimés, les grèves systématiques étaient déjà des embryons - mais rien que des embryons - de la lutte de classe. Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate... »²

Bien plus, si la lutte des ouvriers n'est pas liée, par l'intermédiaire du Parti, à la théorie socialiste, le mouvement spontané de la classe ouvrière tombera nécessairement sous l'hégémonie de l'idéologie dominante, l'idéologie bourgeoise. Or l'idéologie bourgeoise, adaptée à la classe ouvrière, est précisément l'idéologie « trade-unioniste » qui tient compte des poussées revendicatives des ouvriers pour mieux les intégrer au système.

Ainsi Lénine n'ignore pas la spontanéité des masses. Mais, pour lui, sans l'aide de la théorie socialiste, ce mouvement ne peut déboucher sur l'action révolutionnaire. Ceci implique que le Parti ne doit pas être à la remorque de la spontanéité des masses. Au contraire, plus cette spontanéité sera combative, plus de nouvelles tâches théoriques, politiques et organisationnelles s'imposeront au Parti:

« Plus grand est l'élan spontané des masses, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie. »³

Le Parti doit tenir compte des mouvements spontanés, il doit les aborder dans un sens critique pour en dégager les failles et les aspects positifs. Pour cela, il faut que le Parti soit *en avant* du mouvement spontané, il faut qu'il en soit le *guide éclairé*, *l'avant-garde* et non pas, comme le voudraient les économistes, l'arrière-garde de ce mouvement⁴.

¹ Id., p. 431.

² Id., pp. 381-382.

³ Id., p. 404.

⁴ « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » T. 5, 6 décembre 1901, p. 321.

Comme, par ailleurs, la théorie s'incarne dans la conjoncture par l'intermédiaire de la tactique, le rôle du Parti, face à chaque situation précise et à chaque lutte concrète, est de proposer et de diffuser des mots d'ordre tactiques qui dévoileraient les contradictions de la situation, qui élèveraient le niveau des luttes et qui les orienteraient vers un affrontement avec la classe dominante. Le Parti ne doit donc pas être conçu uniquement en fonction des explosions momentanées de la classe ouvrière, mais en fonction de toutes les situations, y compris celles qui marquent une accalmie ou une période de réaction: le Parti doit aussi agir lorsque la «spontanéité» des masses est à l'état de sommeil:

« C'est pourquoi l'activité essentielle de notre Parti, le foyer de son activité doit être un travail qui est possible et nécessaire aussi bien dans les périodes des plus violentes explosions que dans celles de pleine accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie, qui mettrait en lumière tous les aspects de la vie et s'adresserait aux masses les plus profondes.»¹

Cette insistance mise sur l'action et l'organisation conscientes n'implique toutefois pas que le Parti ne doit participer à une lutte que lorsque celle-ci est parfaitement comprise:

« Nous n'admettrons jamais que le soutien de la social-démocratie, que la participation à la lutte dirigée par elle, soient artificiellement limités par les exigences quelconques (assimilation, compréhension, etc.), car cette participation en elle-même, par le seul fait qu'elle s'affirme, élève et la conscience et les instincts d'organisation... »²

De même, l'accent mis sur la tactique, c'est-à-dire sur la fusion entre la théorie et la conjoncture politique, n'implique pas que le gouvernement tsariste va tomber selon un plan minutieusement tracé à l'avance:

« Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sans le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. »³

Car, comme Lénine le dira ailleurs, la crise révolutionnaire dépend d'une série de causes objectives, indépendantes de la volonté des individus, qui vont de l'insatisfaction généralisée des masses à l'impossibilité pour la classe dominante de satisfaire les revendications de ces masses⁴. La crise aura un débouché révolutionnaire si, et seulement si, il y a un Parti qui est capable de canaliser l'insatisfaction des masses et de l'orienter vers la prise du pouvoir. Dans cette perspective, l'insatisfaction des

¹ *Que faire ? Id.*, p. 528.

² *Un pas en avant, deux pas en arrière*, T. 7, février-mai 1904, p. 287.

³ « Par où commencer? » T. 5, mai 1901, p. 20.

⁴ *La faillite de la IIe Internationale*, T. 21, mai-juin 1915, pp. 216-217.

masses n'est qu'une des trois variables objectives d'une crise révolutionnaire. Le Parti déterminera alors l'issue de la lutte. Mais ce n'est pas lui qui déclenche la crise révolutionnaire. Ce point sépare Lénine des différentes théories élitistes, dont celle de Blanqui. Celui-ci identifiait révolution et insurrection en rendant le Parti responsable de l'une et de l'autre. Lénine distingue soigneusement ces deux réalités: la révolution est mise en marche par les grandes masses pour des raisons objectives, indépendantes des désirs de chacun, tandis que l'insurrection, tout en étant pensée et dirigée par le Parti, doit s'appuyer sur cet élan révolutionnaire des masses.

Les différentes thèses de Lénine sur le rapport entre le parti et les masses sont donc cohérentes. Spontanéité = luttes syndicales = politique trade-unioniste. Le Parti doit donc apporter de l'extérieur la conscience socialiste aux masses et élever leurs luttes spontanées au niveau de la lutte révolutionnaire.

Ces thèses ont un impact direct sur la structure et le mode de fonctionnement du Parti dont le type d'organisation n'est pas une question technique, mais avant tout, une question politique qui renvoie, en dernière instance, au type de rapport entre le Parti et la classe. En somme, la structure d'une organisation est toujours déterminée par deux principes: 1- par le contenu de son action ¹. Dans le cas, par exemple, des économistes, qui mènent avant tout une lutte syndicale, leur organisation sera extrêmement décentralisée et son axe fondamental sera le cercle local ou la cellule d'industrie; 2- par la théorie politique qui la fonde. Les économistes, insistant sur la spontanéité des masses, auront une organisation qui sera le plus près possible des masses, c'est-à-dire décentralisée:

« Dès les premières tentatives de ce genre, il devient évident que les méthodes artisanales étaient liées à l'économisme et que nous ne nous débarrasserions pas de notre étroitesse dans le travail d'organisation, avant de nous être débarrassés de l'économisme en général (c'est-à-dire de la conception étroite de la théorie du marxisme, du rôle de la social-démocratie et de ses tâches politiques) ... » ²

C'est pour cela que Lénine consacre la majeure partie de son *Que faire?* à la critique de la théorie politique qui fonde l'organisation de type artisanal. Le type d'organisation décentralisée était sans doute nécessaire, dira-t-il, au début du mouvement, parce qu'il permettait de rejoindre de nombreux travailleurs. Mais lorsque commencèrent les grèves de masse, ce type d'organisation devint anachronique:

« Le caractère primitif de l'armement était historiquement, il est vrai, non seulement inévitable au début, mais *même légitime*, puisqu'il permettait d'attirer un grand nombre de combattants. Mais dès que commencèrent les opérations militaires sérieuses (elles commencèrent, à proprement parler, avec les grèves de l'été 1896), les lacunes de notre organisation militaire se firent de plus en plus sentir. » ³

La lutte contre le gouvernement tsariste implique maintenant un Parti très centralisé et homogène idéologiquement. Le Parti doit apporter, de l'extérieur, la conscience

¹ *Que faire?*, p. 451. Voir aussi « La crise du menchévisme », T. 21, 7 décembre 1906, p. 367.

² *Que faire?*, p. 456.

³ Id., p. 453.

révolutionnaire à la classe révolutionnaire: il doit donc être très homogène au niveau théorique. Le Parti doit *rassembler* les différentes luttes et les *élever* à un niveau qu'elles ne peuvent atteindre sans lui, le niveau de la lutte révolutionnaire: il doit donc être très centralisé.

Ces différences théoriques et ces différences dans le contenu de l'action entraînent deux types d'organisation opposés. L'organisation syndicale sera axée sur l'entreprise et la localité; elle devra englober tous les ouvriers qui veulent s'unir pour lutter contre le patron; elle sera le moins conspirative possible. L'organisation social-démocrate, au contraire, sera extrêmement centralisée, elle n'englobera avant tout que les révolutionnaires les plus conscients et les plus conséquents; elle sera conspirative, visant à renverser le Tsar. C'est d'ailleurs le joug de l'autocratie tsariste qui a entraîné les sociaux-démocrates à oublier la distinction entre ces deux types d'organisation:

« En Russie, le joug de l'autocratie efface, à première vue, toute distinction entre l'organisation social-démocrate et l'association ouvrière, car *toutes* les associations ouvrières et *tous* les cercles sont interdits, et la grève, manifestation et arme principales de la lutte économique des ouvriers est considérée comme un crime de droit commun...»¹

Mais nonobstant, précisément, les effets de la dictature tsariste, les tâches théoriques et les tâches de lutte politique exigent des révolutionnaires qu'ils se démarquent nettement, au niveau de l'organisation, de la tendance syndicale.

Lénine résume ses positions sur l'organisation en cinq points, les trois premiers étant valables pour toutes les situations, les deux derniers se référant à la lutte clandestine imposée par l'autocratie tsariste:

« Or, j'affirme: 1° qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stables et qui assure la continuité du travail; 2° que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse); 3° qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous *restreindrons* l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de « repérer » une telle organisation et 5° d'autant *plus nombreux* seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active. »²

Pour se protéger de la répression policière, les fonctions essentielles de la lutte politique doivent être centralisées aux mains de l'organisation révolutionnaire (par exemple, impression et diffusion de la littérature illégale, organisation de manifestations, etc.). Plus les fonctions conspiratives seront bien accomplies par l'organisation révolutionnaire, plus les masses pourront participer aux actions entreprises. Les ouvriers les plus militants - sans être membres du Parti - pourront même exécuter des tâches précises sous la direction des révolutionnaires professionnels. Cette

¹ Id., p. 464.

² Id., pp. 475-476.

division du travail exigera une grande centralisation du Parti pour pouvoir vraiment coordonner toutes les actions et toutes les tâches parcellaires exécutées par des militants qui œuvrent sous la direction des révolutionnaires professionnels:

« Plus les diverses «opérations» de l'action commune seront petites, et plus on pourra trouver des personnes capables de les exécuter (et tout à fait incapables, dans la plupart des cas, de devenir des révolutionnaires professionnels) (...) Mais, d'un autre côté, pour grouper toutes ces menues fractions en un tout et pour ne pas fragmenter, en même temps que les fonctions, le mouvement lui-même, pour inspirer à celui qui exécute de menues fonctions la foi dans la nécessité et dans l'importance de son travail, foi sans laquelle il ne fera jamais rien, pour tout cela il faut justement avoir une forte organisation de révolutionnaires éprouvés (...) En un mot, la spécialisation implique nécessairement la centralisation; elle l'exige absolument. »¹

Et il va de soi que la clandestinité empêche que l'organisation puisse reposer sur des fondements démocratiques; car deux des conditions essentielles de toute démocratie ne peuvent y être réalisées: l'entière publicité sur les activités du Parti et l'élection à toutes les fonctions². La clandestinité oblige donc le Parti à reposer sur des bases non démocratiques.

Dans la « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation »³ et dans ses interventions au 2ème Congrès du P.O.S.D.R.⁴, Lénine définira de façon précise les articulations de ce type d'organisation révolutionnaire. Le sommet du Parti est divisé en deux centres dirigeants: *l'organe central*, ou le journal, qui a pour tâche de développer les principes du marxisme et d'élaborer la ligne politique du mouvement; le *Comité central* qui a pour fonction de diriger l'organisation, l'agitation et la propagande en Russie. Les deux centres - le premier étant à l'étranger et l'autre en Russie - permettent la continuité du mouvement même dans le cas où le C.C. serait complètement démantelé en Russie et, surtout, ils permettent une plus grande efficacité par la *séparation* des fonctions. C'est le Congrès du Parti qui choisit parmi les membres du C.C. et de l'O.C. ceux qui feront partie du *Conseil central*. Le rôle de *celui-ci* est de coordonner les deux centres et de renouveler le C.C. en cas de capture ce celui-ci. Lénine insiste sur la nécessité de voir à ce que les deux Centres soient composés de membres parfaitement d'accord, de sorte que l'unité d'action puisse se réaliser. Ce sont le C.C. et l'O.C. qui sont vraiment les deux centres dirigeants. Dans la « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation », Lénine ne parle même pas du Conseil central. Il fait ainsi une grave entorse à la centralisation, la subordonnant entièrement à la spécialisation. La centralisation, en fait, n'existe pas au sommet. Aussi le conflit qui s'instaurera au 2ème Congrès entre les bolchéviks et les menchéviks s'inscrira nécessairement dans l'opposition de ces deux centres: les bolchéviks s'emparant peu à peu du C.C. et les menchéviks de l'O.C.

Quant à la base du Parti, elle est constituée de *comités locaux* et ceux-ci sont entièrement subordonnés au comité central. Lénine s'objectera à ce qu'on délimite de façon précise des compétences du C.C.:

¹ Id., pp. 480-482.

² Id., p. 489.

³ « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation », T. 6, septembre 1902, pp. 233-255.

⁴ « Le deuxième Congrès du P.O.S.D.R. », T. 6, 17 juillet - 10 août 1903, pp. 489-533.

« Il est indispensable de laisser au Comité central le soin de déterminer lui-même la sphère de sa compétence, parce que n'importe quelle question locale peut concerner l'intérêt général du parti, et il est indispensable de laisser au comité central la possibilité d'intervenir dans les affaires locales, en dépit, peut-être, des intérêts locaux, pour la sauvegarde du bien commun. »¹

La base du Parti est donc géographique. Mais sur le comité local se grefferont une série de cellules qui s'inséreront dans tous les mouvements et les organismes populaires afin de canaliser leurs efforts et de les orienter dans une perspective révolutionnaire. Ces cellules seront complètement subordonnées au Comité local. Elles devront distribuer des tâches précises aux éléments les plus politisés de ces organismes et de ces mouvements, tout en s'en démarquant nettement, au niveau de l'organisation. Donc, séparation nette entre les révolutionnaires professionnels d'une cellule et les militants qui accomplissent des tâches spécifiques sous la direction de cette cellule. Mais, tout en associant la base du Parti sur la localité, Lénine accordera une attention spéciale aux cercles constitués dans les grandes usines:

« Ils sont particulièrement importants pour nous: la force essentielle du mouvement est en effet dans le degré de l'organisation des ouvriers dans les grandes usines, car les grandes usines (et fabriques) renferment la partie de la classe ouvrière qui prédomine non seulement par le nombre, mais plus encore par l'influence, le niveau, la combativité. »²

En 1903, au 2ème Congrès du P.O.S.D.R., tous les membres de *l'Iskra* s'entendent pour lutter contre le réformisme des économistes et le nationalisme des bundistes. Ils s'entendent tous aussi sur la nécessaire centralisation du Parti. Ils ne s'entendent cependant pas sur le premier article des statuts du Parti. De cet article origine la division des Iskristes en bolchéviks et menchéviks. Pour Lénine, l'article devait se rédiger ainsi:

« Est membre du parti quiconque reconnaît son programme et soutient le parti tant matériellement *qu'en militant personnellement dans l'une de ses organisations.* »³

Martov, lui, remplaçait le souligné par les termes suivants: « que par une coopération personnelle et régulière sous -le contrôle de l'un des organismes du Parti »⁴ Martov reprochait à Lénine de vouloir réduire le Parti à un cercle de conspirateurs et de se méfier de l'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière. Or, pour Lénine, il fallait se méfier de l'instinct réformiste de la classe ouvrière - on a vu que la conscience révolutionnaire ne pouvait lui venir que de l'extérieur, par l'intermédiaire du Parti -; il fallait carrément distinguer les révolutionnaires professionnels de ceux qui aidaient le Parti en accomplissant des tâches spécialisées. Enfin, la formule de Martov impliquait que le C.C. ou le Comité local pouvaient exercer une direction véritable sur des gens qui n'entraient dans aucune organisation du Parti. Ce dernier

¹ Id., p. 516.

² « Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation », T. 6, p. 245.

³ « Le deuxième Congrès du P.O.S.D.R. » T. 6, p. 499, (le soulignement est de nous).

⁴ Deuschel, Isaac, Trotsky, T. 1, Julliard, p. 119.

argument indiquait très bien la faiblesse de l'article de Martov. Mais ce dernier, malgré l'imprécision de son article, prenait ses distances par rapport à l'ultra-centralisme de Lénine et par rapport à la prétendue méfiance de celui-ci vis-à-vis la classe ouvrière. Aussi, les mencheviks orientèrent tout le débat qui suivit le Congrès sur la question de principe : démocratie et centralisme, classe ouvrière et Parti. Lénine, au contraire, dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*¹ et dans sa réponse à R. Luxembourg² mit l'accent, non pas sur la question des principes, mais sur le déroulement du Congrès. Ceci lui permettait de montrer les contradictions des mencheviks qui avaient appuyé tous les statuts centralisateurs du Parti - sauf le premier article - et qui, maintenant, s'attaquaient à la centralisation impliquée par les statuts qu'ils avaient votés. Cela permit également à Lénine de montrer que les mencheviks s'étaient appuyés sur les éléments de droite (économistes et bundistes) pour attaquer les bolchéviks. Les deux factions ne parlaient donc pas le même langage, chacune se battant sur le terrain qui lui semblait le plus favorable: les bolchéviks sur le déroulement du Congrès; les mencheviks sur les principes.

De se maintenir sur le terrain du «déroulement du Congrès» n'empêche toutefois pas Lénine de voir la question de principe mise en jeu. Les bolchéviks conçoivent un Parti construit du sommet à la base tandis que les mencheviks proposent le schéma opposé de construction:

« Le bureaucratisme *versus* démocratisation, c'est bien le centralisme *versus* autonomisme; c'est le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie. Ce dernier tend à s'élever de la base au sommet, et c'est pourquoi il défend partout où il est possible, et autant qu'il est possible, l'autonomisme, le « démocratisation » qui va (chez ceux qui font du zèle à l'excès) jusqu'à l'anarchisme. Le premier tend à émaner du sommet, préconisant l'extension des droits et des pleins pouvoirs de l'organisation centrale par rapport à la partie. »³

Cette division amorcée au 2ème Congrès ne disparaîtra jamais, malgré les diverses tentatives de rapprochement et de fusion. Elle ira en s'approfondissant, se concrétisant finalement dans une ligne stratégique différente: les mencheviks subordonneront la lutte du prolétariat à la lutte de la bourgeoisie tandis que les bolchéviks maintiendront une ligne politique indépendante de tout appui à cette même bourgeoisie. L'article I des statuts, anodin à première vue, est donc à l'origine d'une division profonde. Lénine rappelle dans *Que faire?*⁴ que la première division entre économistes et révolutionnaires se manifesta en 1897 sur une question d'organisation! Les premiers désiraient subordonner l'organisation révolutionnaire à la « caisse ouvrière » devant servir les ouvriers en grève, tandis que les seconds subordonnaient la « caisse » à l'organisation. Les deux parties considèrent alors le désaccord comme accidentel, et non comme une divergence fondamentale. La division entre mencheviks et bolchéviks sur une question d'organisation et la plus ou moins grande méconnaissance des conséquences de cette division ont donc un précédent historique dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe.

¹ T. 7, février-mai 1904, pp. 211-444.

² « Un pas en avant, deux pas en arrière » (Réponse de Lénine à Luxembourg) T. 7, septembre 1904, pp. 494-506.

³ *Un pas en avant, deux pas en arrière*, T. 7, p. 415.

⁴ T. 5, pp. 385-386.

Dans *Que faire?* Lénine écrit qu'il n'y a aucune différence entre intellectuels et ouvriers au sein du Parti. Mais les luttes du 2ème Congrès le convainquirent qu'il y avait une différence réelle entre ces deux groupes, et que le Parti devait rééduquer l'intellectuel dans le sens de la discipline ouvrière. Quelles sont les causes de cette différence? Lénine s'inspire encore nommément des thèses de Kautsky ¹. L'intellectuel, malgré son niveau de vie bourgeois, doit vendre sa force de travail au capitaliste. A ce niveau économique, il est comme l'ouvrier exploité par le capital. Il n'y a donc pas d'antagonisme économique entre l'intellectuel et l'ouvrier. Cependant, son type de travail, axé sur ses capacités personnelles, développe chez lui une mentalité individualiste. Et Lénine résume ainsi les caractéristiques de l'intellectuel

« Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, les *intellectuels en tant que couche particulière* dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est *justement l'individualisme et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation* (...) Et cette particularité des intellectuels est intimement liée aux conditions habituelles de leur vie, de leur gagne-pain, qui se rapprochent sous bien des rapports des conditions d'existence de la *petite bourgeoisie* (travail individuel ou en très petite collectivités, etc.). » ²

L'ouvrier, au contraire, est formé par la fabrique à la discipline du travail en commun. Et ici, Lénine distingue clairement la discipline fondée sur l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste de celle fondée sur le développement technique de l'entreprise: la première est réactionnaire tandis que la seconde est formatrice:

« C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique. » ³

Les mencheviks, pense-t-il, attaquent précisément l'aspect « fabrique » (ou l'aspect « division du travail dirigé par le Comité central ») du parti, parce qu'ils sont des intellectuels petits-bourgeois. C'est de cette époque qu'origine la méfiance envers les intellectuels que Lénine ne perdra jamais. Il affirmera cependant toujours la nécessité pour le parti d'intégrer des intellectuels - à cause de leur apport théorique indispensable - même si ces intellectuels doivent être éduqués au respect de la discipline.

¹ *Un pas en avant, deux pas en arrière*, T. 7, pp. 339-341.

² Id., pp. 280-281.

³ Id., p. 410.

Démocratisation du Parti (1904-1910)

[Retour à la table des matières](#)

Deux ordres de facteurs entraînent Lénine à modifier sa conception du Parti. Premièrement, le parti allemand et son théoricien, Kautsky, semblent être pour lui, à cette époque, et même s'il ne l'affirme jamais explicitement, des modèles à imiter. Or ce Parti groupait différentes tendances du mouvement ouvrier, y compris la tendance carrément réformiste. A ce niveau, les menchéviks, bien que se situant à la droite des bolchéviks, acceptaient toujours la perspective révolutionnaire des marxistes: ils étaient donc beaucoup plus près de l'aile gauche de la social-démocratie internationale que de son aile droite, représentée en Allemagne par Bernstein. Lénine sera donc porté à attribuer la scission du Parti à sa jeunesse et au caractère arriéré de la Russie. Il cherchera alors à élargir, à « démocratiser » sa conception du Parti, de façon à pouvoir réunir les deux factions de la social-démocratie russe. Dès novembre 1903, dans une lettre envoyée aux mencheviks qui contrôlaient l'Iskra, Lénine fait d'énormes concessions:

« Je dirai avant tout qu'à mon avis, l'auteur de l'article a mille fois raison lorsqu'il insiste sur la nécessité de sauvegarder l'unité du Parti et d'éviter de nouvelles scissions; notamment par suite de désaccords qu'on ne saurait regarder comme importants (...) Excommunier ou exclure du Parti non seulement les anciens économistes, mais encore les groupuscules de social-démocrates atteints d'une « certaine inconséquence », serait sans conteste déraisonnable (...) il est indispensable, selon nous, de tout faire - même certaines dérogations aux beaux schémas du centralisme et à la subordination absolue à la discipline - pour accorder à ces groupuscules la faculté de s'exprimer... » ¹

Malheureusement, les menchéviks refusent de publier la lettre de Lénine et rejettent son désir de réconciliation. Lénine sera alors amené à durcir les positions exposées dans le *Que faire?* et dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, retardant ainsi les corrections qu'il apportera aux « beaux schémas du centralisme ».

En 1904, un autre ordre de facteurs vient remettre le centralisme en question. L'effervescence révolutionnaire touche les grandes masses populaires: la proximité d'une période révolutionnaire pose donc comme une urgence la réunion des faibles forces du Parti afin de pouvoir canaliser et orienter cette effervescence populaire. Aussi, dès août 1904, Lénine propose la réunion des deux factions sur la base de la reconnaissance des droits de la minorité:

¹ « Lettre à la rédaction de l'Iskra » T. 7, 25 novembre 1903, pp. 114-115.

« Toute l'expérience de la lutte qui a suivi le congrès a fait apparaître la nécessité de cette réforme. Il faut que les statuts du Parti garantissent les droits de toute minorité (...) Parmi les conditions qu'exige un semblable revirement, nous rangeons les suivantes: Octroi à la minorité d'un (ou plusieurs) groupe littéraire, avec droit de représentation au congrès; garanties formelles les plus larges quant aux publications consacrées à la critique de l'activité des organismes centraux du Parti. Reconnaissance formelle du droit, pour les comités, de recevoir (du service général d'expédition du Parti) les publications du Parti qu'ils désirent. Détermination précise des limites du droit, pour le Comité central, d'influer sur la composition des comités. »¹

Reconnaître le droit des minorités à leurs propres publications, c'est reconnaître le droit à l'existence de fractions au sein du Parti. Car ce qui constitue les tendances en *fractions* c'est la possibilité qu'elles ont de défendre *leurs* propres positions politiques à travers *leurs* propres organes littéraires. En 1909, Lénine définira clairement la différence entre fraction et parti, en se référant au parti social-démocrate allemand:

« Chez nous, le bolchevisme est représenté par la fraction bolchevique du parti. Mais une fraction n'est pas un parti. A l'intérieur du parti, on peut trouver toute une gamme d'opinions diverses dont les extrêmes peuvent être tout à fait contradictoires. C'est ainsi, par exemple, que dans le parti allemand nous voyons côte à côte l'aile nettement révolutionnaire de Kautsky et l'aile archi-révissionniste de Bernstein. Mais dans une fraction, les choses sont différentes. Une fraction est un groupe fondé sur *l'unité de pensée*, dont l'objectif premier est d'influencer le parti dans une direction bien déterminée et de faire adopter ses principes sous leur forme la plus pure, par le parti. Pour cela, une *unité de pensée* véritable est indispensable. »²

Lénine remet ainsi complètement en question le centralisme tel que défini dans *Que faire ?* Ce n'est donc pas - comme le soutiennent certains commentateurs³ - l'expérience que fait Lénine de la Révolution de 1905 qui l'entraîne à modifier sa conception du Parti. Lénine la modifie pour une question de principe (réunir dans un seul parti, comme le fait le parti allemand, toutes les tendances social-démocrates, surtout si elles sont révolutionnaires) et pour une question tactique (fusionner les forces révolutionnaires afin d'être capable de canaliser le mouvement révolutionnaire qui s'annonce). Donc, dès 1904, et même en novembre 1903, s'amorce le renouvellement de la problématique léniniste sur le Parti. L'expérience de la Révolution ne fera qu'accélérer ce renouvellement, en lui permettant de l'approfondir.

Le parti formé de « révolutionnaires professionnels » devient un « parti de masses », expression que Lénine utilisera à plusieurs occasions. Plus jamais Lénine n'identifiera le Parti à un groupe restreint de révolutionnaires de profession. Il ne fera plus cette identification même pendant la dure période de répression tsariste qui commencera en 1907 et qui réduira provisoirement le Parti à un petit groupe de militants clandestins. Réduire le Parti à un groupe de « révolutionnaires professionnels » c'est en fait accorder la prédominance, dans le Parti, aux intellectuels. Or la critique faite par Lénine de ce groupe social le conduira à insister sur la nécessité d'intégrer une majorité d'ouvriers au Parti, afin justement de discipliner les intellectuels. Ce qui implique l'élargissement des cadres du Parti hors du milieu, forcément beaucoup plus intellectuel qu'ouvrier, des « révolutionnaires professionnels ». Au

¹ « Au parti », T. 7, août 1904, pp. 479-480.

² « Conférence de la rédaction élargie du Proletari », T. 15, 8-17 juin 1909, pp. 460-461.

³ Par exemple, Marcel Liebman, « Lénine en 1905 », *Temps Modernes*, avril 1970.

3ème Congrès du Parti, Lénine insistera donc sur cette nécessité d'élargir l'organisation pour y faire entrer de plus en plus d'ouvriers:

« La tâche d'introduire des ouvriers dans les comités n'est pas uniquement pédagogique, elle est aussi politique. Les ouvriers ont un instinct de classe et deviennent assez promptement, après une brève initiation politique, des social-démocrates conséquents. Je souhaiterais ardemment qu'il y ait huit ouvriers pour deux intellectuels dans chacun de nos comités. »¹

Cette tendance est fortement accentuée, comme nous l'avons dit, par la poussée révolutionnaire. Pour pouvoir canaliser cette poussée, il faut multiplier les effectifs du Parti. Ceci implique que les nouvelles recrues seront moins instruites que les « anciens »; mais l'exigence du moment rend secondaire cette faiblesse des nouveaux membres². Ceci implique également que la cellule de base du mouvement est beaucoup plus large et délimitée de façon beaucoup moins rigoureuse que par le passé³.

En plus d'être élargi, le Parti se décentralise par rapport aux comités locaux et aux fractions, quoique la tendance à la centralisation demeure et même se clarifie par rapport aux littérateurs, aux parlementaristes et aux syndicats. Dorénavant, cette centralisation se fera premièrement au niveau du sommet: les deux centres (Comité central et Organe central) seront remplacés par un centre unique, le Comité central, élu par le Congrès. C'est le C.C. qui nomme les membres de la rédaction de l'Organe central. La division organique du sommet est ainsi définitivement rejetée⁴. Subordination donc de l'O.C. au C.C., mais, aussi, subordination des « littérateurs » au travail du Parti. Par « littérateurs », Lénine n'entend pas ici les romanciers, mais tous ceux qui écrivent dans des revues, livres ou journaux sur des questions concernant plus ou moins directement la politique. Ceux-ci doivent défendre les conceptions du Parti telles que définies par le programme, les résolutions tactiques et les statuts du Parti ainsi que par l'expérience de la social-démocratie internationale. Leur travail doit donc s'intégrer à l'ensemble du travail du Parti. Cependant, Lénine admet que ce travail ne peut être identifié mécaniquement aux autres travaux du Parti. Il faut y assurer une plus large place, dit-il, « à l'initiative personnelle, aux penchants individuels, à la pensée et à l'imagination, à la forme et au contenu »⁵. Les littérateurs ne sont cependant pas subordonnés au C.C. car ce serait rejeter le droit des fractions, déjà reconnues par Lénine. Il n'y a pas ici domination de la minorité par la majorité. Mais Lénine posant, d'une part, le principe de la subordination des littérateurs à la ligne politique du Parti - même si cette subordination ne doit pas être mécanique - et reconnaissant, d'autre part, le droit d'existence aux fractions, les « littérateurs » sont subordonnés, *en pratique*, aux fractions constitutives du Parti, et non au Parti représenté par le C.C. Quant aux parlementaires, ils sont soumis à un double contrôle: contrôle de l'organisation locale, qui doit présenter en son nom le candidat aux élections, et contrôle du Parti, qui doit veiller à ce que ce candidat réponde bien aux exigences de l'ensemble du Parti.

¹ « 3ème Congrès du P.O.S.D.R. », T. 8, 12-27 avril 1905, p. 411. Voir aussi « La crise du menchévisme », T. 11, 7 décembre 1906, p. 372.

² « Nouveaux objectifs, forces nouvelles » T. 8, 8 mars 1905, p. 215.

³ « De la réorganisation du Parti » T. 10, novembre 1905, pp. 26-27.

⁴ « Le troisième Congrès », T. 8, 27 mai 1905, pp. 448-449.

⁵ « L'organisation du Parti et la littérature de Parti », T. 10, 13 novembre 1905, p. 39.

Donc, contrôle par la base et par le sommet du Parti. C'est la seule façon, selon Lénine, de se prémunir contre la tendance, de ceux qui œuvrent au sein des Parlements bourgeois, à devenir des opportunistes. Cependant, en 1909, Lénine s'opposa à ce qu'on envoie un ultimatum à la fraction parlementaire social-démocrate, lui ordonnant de quitter le parti ou de s'y soumettre. Dans la conjoncture d'alors, Lénine préconisa la méthode de la persuasion ¹. Lénine rejette aussi la neutralité des syndicats par rapport au Parti. Les militants du Parti doivent oeuvrer dans les syndicats pour « défendre avec fermeté les conceptions social-démocrates dans toute leur intégrité, travailler sans relâche à l'acceptation par les syndicats de la direction idéologique de la social-démocratie et à l'établissement de liens d'organisations réels et permanents entre eux » ². Donc, subordination des syndicats au Parti. Cette position sur les syndicats est conforme à la thèse de *Que faire?* dans laquelle Lénine disait que la lutte économique ne pouvait, par elle-même, déboucher sur une lutte politique révolutionnaire. Si cette thèse est exacte, le Parti doit donc tirer les syndicats vers le pôle qui, naturellement, ne les attire pas: la révolution.

Le principe de la centralisation est donc, sur certains points, précisé durant cette période. Mais ce qui domine nettement est la décentralisation. Nous avons déjà indiqué plus haut que Lénine a reconnu, dès août 1904, le droit d'existence aux fractions. Le 3ème Congrès du Parti définira l'autonomie des comités locaux et rendra impossible leur modification par le Comité central. Seul un vote, adopté par les deux tiers des membres du Parti, pourra permettre l'exclusion d'un comité local ³. On est donc ici aux antipodes du Lénine de la première période. En 1906, le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. adopte le mot d'ordre « liberté de discussion et unité d'action », au sein du Parti. Lénine y donne le sens le plus large à « la liberté » et le sens le plus restrictif à « l'unité ». Ainsi la tendance minoritaire a le droit de critiquer les décisions prises au Congrès, sauf lors du déroulement d'une action *déterminée*. Lénine donne, pour exemple, la décision du Congrès de participer aux élections à la Douma:

« Le Congrès a décidé de participer aux élections à la Douma. Les élections sont une action tout à fait déterminée. Pendant la durée des élections (...), *tout appel à ne pas participer aux élections* est absolument inadmissible où *que ce soit*, de la part des membres du Parti. Durant cette même période la critique de la décision sur les élections est également inadmissible, parce que dans la pratique, cela ferait obstacle au succès de la propagande électorale. Au contraire, la *critique* de la décision de participer aux élections *tant que* celles-ci n'ont pas encore été fixées, est *partout* admissible de la part des membres du Parti (...) Le principe du centralisme démocratique et de l'autonomie des organisations locales signifie précisément la *liberté de critique*, entièrement et partout, tant qu'elle ne met pas obstacle à l'unité d'une action *déterminée*... » ⁴

Le Congrès ne clôt donc pas les discussions, même sur les décisions adoptées, sauf au *moment* du déroulement concret d'une action. L'unité d'action est donc ensevelie au niveau de la vie quotidienne du Parti sous le flot des discussions idéolo-

¹ « Conférence de la rédaction élargie du Prolétari », T. 15, 8-17 juin 1909. Voir aussi notre chapitre sur la tactique.

² « Troisième Conférence du P.O.S.D.R. » T. 13, juillet 1907, p. 59.

³ « Communiqué sur le Me Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie », T. 8, 27 mai 1905, p. 440.

⁴ « Liberté de critique et unité d'action », T. 10, 20 mai 1906, pp. 466-467.

giques. On comprend que l'unité y sera difficilement réalisée au moment de l'action. Même le comité central, entre les Congrès, ne peut prendre de décisions qui seraient acceptées par tous les membres du Parti, au niveau de l'action. Lénine s'opposera ainsi à la décision du comité central - dirigé par les menchéviks - d'appuyer la Douma:

« Mais nous avons le droit et le devoir de lutter, *dans le cadre des décisions du Congrès*, contre le soutien d'un gouvernement cadet, *qui n'a été prescrit par aucun congrès.* »¹

Et il propose que des membres *élus* par tous les membres du parti, quelle que soit leur allégeance fractionnelle, puissent, lors d'une Conférence des membres du parti, voter, *indépendamment et individuellement*, sur la proposition d'une participation à la Douma². L'expression de « centralisme démocratique » employée par Lénine à cette époque est à peu près vidée de tout contenu « centraliste ». Cependant, il faut bien voir que la fraction bolchévique est alors minoritaire au sein du Parti: il est donc dans l'intérêt de Lénine de restreindre la portée de l'« unité de l'action » et de limiter les pouvoirs d'un comité central dominé par la fraction opposée. Mais expliquer sa position à cette époque par les seuls intérêts de sa fraction serait toutefois passer à côté de l'essentiel, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, l'imitation du modèle allemand de parti et la nécessité d'unir toutes les forces social-démocrates dans cette période révolutionnaire.

En fait, seule la primauté du principe électif à tous les niveaux du Parti ne marque pas une coupure radicale par rapport à la période précédente, car même en 1903, dans la clandestinité, ce principe était appliqué pour les dirigeants supérieurs du Parti: au 2ème Congrès, les membres de l'O.C. et du C.C. ont été élus par la base. Lénine admettait alors que la reconnaissance de la liberté politique permettrait la réalisation de ce principe à tous les niveaux. Et cette liberté fut reconnue -de façon incomplète sans doute - entre 1905 et 1907. S'il y a coupure, c'est au niveau de l'élimination à peu près totale du droit à la cooptation et à l'interdiction pour le C.C. de nommer les dirigeants des comités locaux.

Lénine remet donc radicalement en question, de 1904 à 1907, toute sa conception du Parti, et il maintiendra sa nouvelle position pendant la première partie de la période dominée par la réaction, c'est-à-dire jusqu'en 1910. Nous avons vu, par ailleurs, que le type de parti étroit et centralisé qu'il conçut d'abord était intimement relié à un type de rapport parti-classe. Lénine, remettant en question sa conception du parti, devrait donc normalement remettre également en question sa conception du rapport parti-classe. Est-ce le cas? Que Lénine reconnaisse en 1905 que les masses sont plus avancées que le Parti ne remet pas en question sa conception du rapport parti-classe. Le Parti doit marcher en avant du mouvement spontané et plus celui-ci est fort, plus les tâches de celui-là sont grandes. Mais il peut arriver, selon lui, que le Parti ne soit pas à la hauteur des tâches posées par le mouvement spontané. En 1901, par exemple, Lénine admettra que le mouvement spontané des grèves étudiantes était en avant du Parti. Ce fait n'implique pourtant pas qu'il faut faire l'éloge de la spontanéité mais au contraire, qu'il faut développer le Parti³. Il admettait de même,

¹ « Aux ouvriers de décider », T. 10, 1er juin 1906, p. 532.

² « La social-démocratie et les élections à la Douma », T. 11, 13-14 janvier 1907, p. 458.

³ « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » T. 5, 6 décembre 1901 pp. 318-325.

nous l'avons vu, que la crise révolutionnaire se déclencherait « spontanément » et qu'elle ne serait pas une création du Parti. Le problème est donc ailleurs. Pour Lénine, nous le répétons, le problème est que la classe ouvrière ne peut, par elle-même, atteindre à la conscience révolutionnaire - c'est-à-dire à la conscience de l'opposition irréductible de ses intérêts avec ceux de la bourgeoisie; ses luttes économiques ne peuvent par elles-mêmes, déboucher sur les luttes politiques révolutionnaires; sa « spontanéité », enfin, ne peut être révolutionnaire. Ses trois thèses sont étroitement liées. Mais entre 1905 et 1907, plusieurs textes semblent contredire ces thèses du *Que faire?* Par exemple, celui-ci:

« Le Soviet des députés ouvriers est né de la grève générale, à l'occasion de la grève, au nom des objectifs de la grève. Qui a conduit et fait aboutir la grève? Tout le prolétariat au sein duquel il existe aussi, heureusement en minorité, des non-social-démocrates. Quels buts poursuivait la grève? Économiques et politiques tout ensemble. Les buts économiques concernaient *tout* le prolétariat, tous les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police. »¹

Nous avons donc une lutte économique qui n'est pas réduite à un secteur ouvrier, à une profession ou à une industrie: elle concerne les intérêts économiques de tous les travailleurs. Cette lutte économique est aussi une lutte politique qui remet en question le pouvoir tsariste². De plus, le prolétariat est maintenant, *en majorité*, social-démocrate. Qui a réussi cette conversion? Le faible Parti ou la lutte « spontanée » des travailleurs? Et qui a créé ces deux nouveaux instruments, la grève de masse à la fois économique et politique et les soviets, sinon le prolétariat? Le prolétariat pourrait donc spontanément produire des réalités politiques aussi importantes avant que les théoriciens y aient même songé? C'est donc une remise en question implicite des trois thèses du *Que faire?* Lénine reconnaîtra d'ailleurs clairement que les soviets, organes de pouvoir, sont dus à la seule activité créatrice populaire:

« Ces organes ont été créés exclusivement par les couches révolutionnaires de la population, ils ont été créés en dehors de toute loi et de toute règle par voie entièrement révolutionnaire, comme produit d'une activité créatrice populaire originale, comme manifestation de l'initiative du peuple qui s'est affranchi ou qui s'affranchit des vieilles entraves policières. »³

Nous pourrions citer et commenter d'autres passages: tous opèrent cette même remise en question. Mais Lénine ne *dit* jamais cette remise en question et il ne l'explique jamais. Dans la préface⁴ qu'il fait à une réédition d'une série de textes, dont *Que faire?*, en 1907, Lénine situe son livre dans le cadre de la lutte contre les économistes et explique, par là, pourquoi il avait insisté sur les aspects négatifs de la spontanéité et de la lutte économique et non sur leurs aspects positifs, aspects qu'il avait toujours reconnus, dit-il. Mais quels sont les aspects positifs qu'il avait toujours

¹ « *Nos tâches et le soviet des députés ouvriers* », T. 10, 2-4 novembre 1905, p. 12.

² *Tirant les conclusions de l'expérience de la Révolution de 1905*, Lénine explicitera plus tard le lien entre grèves économiques et grèves politiques. Sur ce point, voir le chapitre sur la tactique.

³ *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*, T. 10, 24-28 mars 1906, p. 249.

⁴ « *Préface au recueil En douze ans* », T. 13, septembre 1907, pp. 95-115.

reconnus? Lénine ne le dit pas. Dans sa préface, il dit qu'il avait *volontairement accentué* ses critiques de l'économisme et du spontanéisme. Il les a exagérées: il ne dit pas qu'il s'est trompé et que ses trois thèses sont fondamentalement fausses. Pourquoi? Les menchéviks avaient pris comme cible le *Que faire?* Dans sa lutte contre eux, il était sans doute difficile, pour Lénine, d'admettre que les thèses fondamentales de son livre étaient fausses. Aussi, qu'il ne les récuse jamais explicitement est *peut-être* dû à des préoccupations tactiques. Quoi qu'il en soit, deux données nous semblent absolument certaines: 1.- une lecture symptomale des textes de Lénine rédigés entre 1905 et 1907 font ressortir une critique, qui fait ressortir y demeure *implicite*, des trois thèses fondamentales du *Que faire?*; 2.- jamais Lénine *n'explicitera* cette critique, jamais il ne la *dira*.

Retour vers la centralisation (1910-1917)

[Retour à la table des matières](#)

1910: la réaction, commencée en 1907, bat son plein en Russie. Le P.O.S.D.R. est profondément divisé. « L'unité d'action » ayant été tellement limitée par la « liberté de discussion », le Parti en est venu à être constitué de deux partis: chacun ayant son propre organe littéraire, sa propre ligue politique et son propre comité central. Mais, face à la réaction, les deux fractions décidèrent en janvier 1910 de se fusionner aux conditions politiques suivantes: les bolchéviks devaient exclure de leur fraction l'aile gauchiste (les « boycotteurs ») qui s'opposait à la lutte légale au sein de la Douma, tandis que les menchéviks devaient faire de même avec leur aile de droite (les « liquidateurs ») qui s'opposait à la lutte clandestine. Les deux fractions devaient suspendre leurs propres publications et mettre en commun leurs ressources financières. La lutte contre la réaction exigeait, selon Lénine, cette unification des forces ¹. Mais l'unité ne se réalisa pas: les menchéviks n'éliminèrent pas les liquidateurs, car ils constituaient leur majorité et ils maintinrent leurs propres publications ². En janvier 1912, lors de la 6^{ème} Conférence générale du P.O.S.D.R., Lénine tira les conséquences de cette continuelle division: il déclara que sa propre fraction constituait maintenant le Parti. La scission entre mencheviks et bolcheviks était définitivement consommée; plus jamais ils ne se réuniront au sein d'un même Parti ³. Cette même

¹ « Vers l'unité », T. 16, 13 février 1910, pp. 153 et 156.

² « Lettre ouverte à tous les social-démocrates pro-parti », T. 16, 22 novembre 1910, pp. 353-356. Voir aussi: « Notes d'un publiciste », T. 16, 6 mars et 25 mai 1910.

³ Une conférence, réunie par le « Comité exécutif du Bureau socialiste international », vota en 1914 la réunification des deux fractions. Mais les bolchéviks refusèrent ce diktat et maintinrent leurs positions. (Sur ce point, voir: « Rapport du comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et instructions à la délégation du comité central à la Conférence de Bruxelles », T. 20, 23-30 juin 1914). En avril de la même année, Lénine avait d'ailleurs critiqué l'indubitable maladie réformiste dont souffrait le parti le plus influent de la II^e Internationale, le parti allemand: « Mais si les mérites de la social-démocratie allemande sont réels ce n'est pas grâce à des interventions aussi odieuses que le discours de Légien et les articles des collaborateurs des Cahiers socialistes mensuels, c'est malgré eux. Nous ne devons pas estomper et dissimuler par des phrases empreintes

Conférence modifia les statuts du Parti dans le sens d'une plus grande centralisation. Le principe de la cooptation fut ré-inscrit dans les statuts. La lutte clandestine exigeait d'ailleurs cette modification. D'ailleurs, la cooptation fut proposée dès 1908, à la 5ème Conférence générale du Parti. De plus, c'est maintenant le comité central qui fixe les normes de représentation aux Congrès, après consultation des organisations locales ¹.

1914 confirme, sur le plan international, la justesse de la séparation organique entre bolchéviks et réformistes. Presque tous les partis socialistes de la IIème Internationale appuient leur propre bourgeoisie nationale dans une guerre dont la fonction est le partage du monde. Analysant l'impérialisme, Lénine découvre que les bourgeoisies occidentales réussissent à s'acheter l'aristocratie ouvrière, à l'aide des surprofits réalisés dans l'exploitation des colonies et semi-colonies. Il faut donc instaurer une division organique entre le prolétariat révolutionnaire et l'aristocratie ouvrière, entre les révolutionnaires et les réformistes. Il faut donc réaliser une alliance entre les mouvements de libération nationale des colonies et le prolétariat révolutionnaire occidental, contre l'impérialisme et le prolétariat révolutionnaire occidental, contre l'impérialisme et ses supporteurs, les réformistes ². En ce sens, la division entre bolchéviks et mencheviks n'est pas un signe de la situation arriérée de la Russie. Au contraire, elle dévoile, pour tous les partis socialistes, la contradiction fondamentale entre réformistes et révolutionnaires:

« Nous constatons ce fait irréfutable que les ouvriers de la plupart des pays d'Europe ont été dupés par l'unité fictive des opportunistes et des révolutionnaires (...) L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent absolument des partis opportunistes. » ³

Dès ce moment, Lénine parle de la nécessité d'une IIIe Internationale qui se distinguerait, par ses positions révolutionnaires, du réformisme de la IIe Internationale:

« La IIe Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la IIIe Internationale débarrassée non seulement des « transfuges » (...) mais aussi de l'opportunisme! » ⁴

Cette période est donc marquée par la séparation définitive entre bolchéviks et mencheviks et par une poussée centralisatrice au sein du Parti.

Au niveau du rapport parti-classe, cette période conjugue les deux périodes antérieures. C'est-à-dire que lorsque Lénine parle de la situation actuelle, il insiste sur le rôle dirigeant du Parti par rapport à l'inertie plus ou moins grande des masses, mais lorsqu'il disserte sur la période de 1905-1907, il emploie des expressions équivalentes à celles qu'il employait alors: « grève économique et politique de masse », « sociale-

d'un « optimisme officiel » l'indubitable maladie dont souffre le parti allemand... » (« Ce qu'il ne faut pas imiter dans le mouvement ouvrier allemand », T. 20, avril 1914, p. 268).

¹ « VIème Conférence générale du P.O.S.D.R. », T. 17, 5-17 janvier 1912, pp. 488-489.

² Voir le chapitre consacré à la question nationale.

³ « Que faire maintenant ? », T. 21, 9 janvier 1915, pp. 107-108.

⁴ « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste », T. 21, 1er novembre 1914, p. 35.

démocratisation » très rapide d'une grande partie du prolétariat par une lutte révolutionnaire autonome, etc.

La révolution triomphante (1917-1918)

[Retour à la table des matières](#)

Les conceptions de Lénine sur le Parti et sur le rapport parti-classe subissent-elles en 1917-1918 les mêmes modifications qu'en 1905-1907 ? Définitivement pas. Depuis la première révolution, le parti et les masses populaires ont évolué: les conceptions de Lénine ne peuvent être les mêmes qu'en 1905.

Comme nous l'avons vu, Lénine, en 1904, œuvrait pour la réunion des fractions bolchéviks et menchéviks au sein d'un même Parti afin d'unir les faibles forces révolutionnaires face à la période révolutionnaire qui s'annonçait et afin de respecter le modèle organisationnel du plus prestigieux parti social-démocrate, le parti allemand. Or, la guerre commencée en '14 avait convaincu Lénine de la nécessité de séparer organiquement les révolutionnaires des réformistes. De plus, préconisant maintenant le passage immédiat de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, Lénine s'opposait directement à la politique d'appui à la bourgeoisie préconisée par les menchéviks. Aussi, dès son retour en Russie, après l'insurrection de février, il s'opposa aux négociations entreprises par son Parti sous l'égide de l'aile droite en vue de s'unir aux menchéviks. Dès cette époque, il proposa de modifier le nom du Parti: le qualificatif « social-démocrate » devait être remplacé par celui de « communiste » afin de bien marquer la différence entre eux et les réformistes. Contrairement à la période de 1904, Lénine ne voyait donc plus aucune possibilité d'union entre ces deux courants. De plus, si Lénine avait adopté durant la révolution de 1905-1907 des positions très décentralisatrices afin de pouvoir unir les différentes tendances social-démocrates, l'expérience des années 1907-1910 l'avait convaincu qu'une trop grande décentralisation entraînait la division du parti en des factions inconciliables. Aussi, si en 1917-1918, le parti ne s'oriente pas vers une plus grande centralisation, il ne se décentralise pas pour autant. Lénine devra toutefois mener une lutte très dure pour faire accepter par le Parti ses nouvelles thèses. Si dure, en fait, que Zinoviev et Kamenev pourront, quelques jours avant l'insurrection, la dénoncer publiquement sans que Lénine puisse réussir à obtenir leur expulsion: trop de membres partageaient les doutes de l'aile droite du parti. Lénine devra lutter contre l'aile conservatrice du parti, mais il n'y aura plus de remise en question de la division organique entre révolutionnaires et réformistes ni de rejet d'une centralisation nécessaire. Il y aura même, comme en 1905, élargissement du Parti et c'est à ce moment que Trotsky, l'un des critiques les plus virulents de Lénine, deviendra bolchévik.

Comme en 1905, également, Lénine indiquera que les masses s'organisent *spontanément* de façon révolutionnaire.

« Dans toute une série de localités de province, la révolution va de l'avant, par l'organisation spontanée du prolétariat et de la paysannerie au sein des Soviets, par l'élimination, sur l'initiative d'en bas, des anciennes autorités... »¹

Il fera aussi remarquer que, dans les périodes révolutionnaires, les masses acquièrent, par leur propre expérience, la conscience des différentes classes sociales. Or, Lénine indiquait dans *Que faire?* que cette conscience distingue la sociale-démocratie des autres courants politiques. La révolution élève donc des millions d'hommes à la conscience révolutionnaire:

« Pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. Car lors d'un brusque tournant dans la vie de tout un peuple, on aperçoit avec une netteté particulière les fins que poursuivent les différentes classes sociales, les forces dont elles disposent et leurs moyens d'action. »²

Mais, contrairement à 1905 - et malgré la tendance de droite qui veut s'arrêter à la première phase de la révolution - le Parti n'est plus à la remorque de la spontanéité des masses. Constitué de révolutionnaires formés par de longues années de lutte, il a un rôle spécifique à jouer: il doit chercher à diriger la spontanéité des masses. Et l'on sait que Lénine avait dit, dès 1901, que plus la spontanéité des masses est forte, plus les tâches de direction du parti sont grandes.

Aussi, dès son retour en Russie, il pousse le Parti à expliquer aux masses que le gouvernement provisoire est un gouvernement bourgeois et que tout le pouvoir doit passer aux Soviets. De février à octobre, tout le travail du Parti consista, en se fondant sur les expériences propres des masses, à chercher à les dégager de l'influence des menchéviks. Contre la tactique d'appui à la bourgeoisie acceptée par la majorité des ouvriers, les bolchéviks interviennent donc avec leur propre mot d'ordre tactique, concrétisation de leur propre théorie révolutionnaire:

« Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques. »³

Tant que les Soviets sont influencés par la bourgeoisie, il ne s'agit pas de prendre le pouvoir: il faut expliquer aux masses la division de classes qui sépare les Soviets du gouvernement provisoire. C'est ainsi que - le moment n'étant pas encore arrivé de prendre le pouvoir - les bolchéviks essayèrent d'empêcher la manifestation qui s'organisa spontanément au début de juillet. Ne le pouvant pas, ils y participèrent, en la limitant à une manifestation pacifique, non insurrectionnelle⁴. Mais la répression

¹ « La septième Conférence de Russie du P.O.S.D. (b) R. 17 » T. 24, 24-29 avril 1917, p. 297.

² *Les enseignements de la Révolution*, T. 25, juillet 1917, p. 247.

³ « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution », T. 24, 4 avril 1917, p. 13.

⁴ « Projet de résolution sur la situation politique actuelle », T. 25, 3 septembre 1917, pp. 340-346.

entraînée par cette manifestation conduit Lénine à préconiser la préparation de l'insurrection. Celle-ci devait être organisée et conduite par le Parti, et non par les masses. Lénine s'opposa même à Trotsky qui voulait attendre que le futur Congrès des Soviets adopte le mot d'ordre tactique des bolchéviks. Il fallait au contraire, selon Lénine, que le Parti prenne le pouvoir immédiatement, quitte à le remettre aux Soviets.

« “ Attendre ” le Congrès des Soviets est une idiotie, car le Congrès ne donnera rien, *ne peut rien donner.* » ¹

Le Parti ne suit donc pas la spontanéité des masses: il cherche à la diriger par l'explication de son mot d'ordre tactique. Et il interviendra, au moment décisif, en organisant l'insurrection contre le gouvernement provisoire. En fait, Lénine, en 1917-1918, cherche théoriquement et pratiquement à lier la lutte révolutionnaire spontanée des masses à la direction consciente du parti. Ainsi, dans l'*État de la Révolution*, Lénine écrit que les masses doivent exercer les fonctions administratives, militaires et policières de l'État. Ce livre est l'écrit où Lénine insiste le plus sur l'intelligence politique des masses. Mais il y fera aussi remarquer le rôle de dirigeant, d'organisateur et d'éducateur du Parti:

« En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de *mener le peuple tout entier* au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau-, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. » ²

La spontanéité révolutionnaire des masses et leur intelligence révolutionnaire ne suppriment donc pas le rôle d'*avant-garde du Parti*. Au contraire, elles augmentent les tâches du Parti qui doit éduquer et diriger cette spontanéité.

Retour politique vers le *Que faire?* (1918-1924)

[Retour à la table des matières](#)

L'euphorie révolutionnaire ne dura pas. L'intervention étrangère, la révolte des gardes blancs, la prédominance de la paysannerie, le sous-développement économique et culturel du pays, la désorganisation de l'économie entraînée par la guerre et la disparition d'une grande partie de la classe ouvrière ³ furent parmi les causes qui conduisirent le Parti à se substituer au manque d'initiative de la classe ouvrière.

¹ « La crise est mûre », T. 26, 20 septembre 1917, p. 77.

² L'État et le Révolution, T. 25, août-septembre 1917, p. 437.

³ Deutscher explique ainsi la disparition de la majorité de la classe ouvrière: la classe ouvrière est celle qui fut la plus saignée par la guerre civile et l'intervention étrangère, car c'est elle qui supporta le plus massivement la défense de la révolution; une grande partie des ouvriers dut se

Dès janvier 1918, Lénine se plaint de la passivité des masses:

« Toutes ces informations font ressortir la monstrueuse inactivité des ouvriers de Pétrograd. Les ouvriers et les soldats de Pétrograd doivent comprendre que personne, en dehors d'eux-mêmes, ne leur viendra en aide. Les abus sont évidents, la spéculation est monstrueuse, mais qu'ont fait les soldats et les ouvriers, au sein des masses, pour la combattre? Si l'on ne suscite pas l'initiative des masses, on n'arrivera à rien. »¹

Les ouvriers sont donc loin de l'initiative révolutionnaire qu'ils manifestaient dans la période précédente, quoique Lénine espère toujours pouvoir la ressusciter puisque le 8 mars, il insiste encore sur la nécessité pour les travailleurs de participer à la gestion de l'État:

« Et il importe pour nous que tous les travailleurs sans exception participent à l'administration de l'État. C'est une tâche extrêmement difficile. Mais le socialisme ne peut pas être instauré par une minorité, par le Parti. »²

Mais quelques semaines plus tard, il commencera à rédiger « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »³, texte qui marque une rupture nette et radicale par rapport à la période précédente. Lénine prend ici acte du fait que le prolétariat a échoué à organiser le contrôle et le recensement à l'échelle de l'État, et il en tire, entre autres, deux conséquences: ces tâches administratives passeront aux mains de spécialistes, ce qui implique l'émergence d'une administration indépendante des masses; la dictature individuelle devient compatible avec la dictature des masses. Lénine admet que ces nouvelles « tâches » impliquent un « pas en arrière » par rapport aux thèses de *l'État et la Révolution*. Et ce sera le premier d'une série de pas qui conduiront à la constitution d'un État séparé de-, masses⁴. Le type de rapport parti-masses étant homologue à celui d'État-masses, le Parti, comme l'État, tendra à se substituer à l'activité des masses et cette substitution du Parti à la classe ouvrière entraînera la reprise du processus de centralisation au sein du Parti.

Dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine décrit ouvertement cette centralisation:

« Un Comité central de 19 membres, élu au congrès, dirige le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès la représentation était de 1 délégué par 1,000 membres); le travail courant est confié, à Moscou, à des collègues encore plus restreints appelée « Orgbureau » (Bureau d'organisation) et « Politbureau » (Bureau politique), qui sont élus en assemblée plénière du Comité central, à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Il en résulte donc la plus authentique « oligarchie ». Et dans notre République il n'est pas une

réfugier dans les campagnes, ne trouvant pas d'emploi dans les villes à cause de la désorganisation de l'économie; enfin, les éléments ouvriers les plus politisés furent retirés des industries et incorporés à l'administration de l'État.

¹ « Conférence du Présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement » T. 26, 14 janvier 1918, p. 530.

² « VIIème Congrès du P.C. (b) R. », T. 27, 6-8 mars 1918, p. 135.

³ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». T. 27, mars-avril 1918, pp. 243-287.

⁴ Vg. le chapitre sur l'État.

question politique et d'organisation de quelque importance qui soit tranchée par une institution de l'État sans que le Comité central du Parti ait donné ses directives. »¹

Le parti se relie aux masses par de vastes organisations, dont les syndicats, et dirige par l'intermédiaire des élus communistes:

« En fait, toutes les institutions dirigeantes de l'immense majorité des syndicats et, au premier chef, naturellement, le Centre ou le Bureau des syndicats de Russie (Conseil central des syndicats de Russie) sont composés de communistes et appliquent toutes, les directives du parti. On obtient en somme un appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la *classe* et à la *masse*, et au moyen duquel la *dictature de la classe* se réalise sous la direction du parti ». ²

Dans les conditions d'admission au sein de l'Internationale communiste, Lénine insistera fortement sur le principe du centralisme, insistance rendue nécessaire particulièrement à cause du climat de guerre civile au niveau international. La Me condition se lit comme suit:

« Les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent être organisés selon le principe du *centralisme* démocratique. Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, un parti communiste ne saurait faire son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centralisée, s'il y règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire, et si son organisme central est puissant, nanti de pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale et de la confiance unanime de ses membres. »³

Le même principe du centralisme démocratique sera appliqué au niveau international. Les partis communistes de tous les pays - qui sont des sections de la IIIème Internationale - doivent obligatoirement appliquer toutes les décisions du Congrès de l'Internationale ou de son comité exécutif

Quant à l'organisation russe elle-même, c'est le Xe Congrès du Parti qui va renforcer sa centralisation. Les bolchéviks durent, durant ce Congrès, réprimer le soulèvement de Cronstadt, c'est-à-dire écraser les soldats qui constituaient en 1917 l'avant-garde militaire des bolchéviks. Les insurgés manifestaient l'insatisfaction des masses, en demandant, entre autres, la démocratisation du régime. Or il existait dans le Parti même une tendance luttant pour la démocratisation de l'État. Le danger de scission au sein du Parti était grave. Pour le contrer, Lénine proposa l'interdiction des fractions:

« Aussi, le Congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de l'Opposition ouvrière, du Centralisme démocratique, etc.). La non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du Parti. Afin de faire régner une discipline stricte à l'intérieur du Parti et dans toute l'activité des Soviets, et afin d'obtenir le

¹ *La maladie infantile du communisme (« le gauchisme »)*, T. 31, avril-mai 1920, p. 42.

² Id., pp. 42-43.

³ « Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste », T. 31, juillet 1920, p. 214.

maximum d'unité en éliminant toute action fractionnelle, le congrès donne plein pouvoir au Comité central pour appliquer, au cas où la discipline serait violée et l'action fractionnelle reprise ou engagée, toutes les sanctions du Parti jusque et y compris l'exclusion... »¹

Tous les membres du Parti pourront exprimer leurs critiques au sein des organes du Parti, pourvu que ces critiques soient concrètes, c'est-à-dire pourvu qu'elles ne visent pas les principes, mais l'application des décisions du Congrès ou C.C. Lénine accepta également que des membres de l'opposition ouvrière soient admis au Comité central, mais, pour se protéger, il fera adopter par le Congrès une résolution secrète qui donne le droit au C.C. d'exclure, par un vote des deux tiers de ses membres, des membres du C.C.² C'est une mesure « exceptionnelle », « extrême » que Lénine « espère » ne pas devoir appliquer. Mais, pour cela, il faudra que ce groupe accepte d'appliquer loyalement les décisions du Congrès. Cette résolution est non publiée, secrète, précisément pour ne pas donner prise aux multiples critiques orientées contre la « mentalité dictatoriale » des bolchéviks.

Les bolchéviks ayant déjà supprimé tous les partis d'opposition, il était normal que les tendances populaires qu'exprimaient ces Partis cherchent à se constituer au sein du Parti bolchévik. L'interdiction des fractions visait précisément à empêcher cette possibilité. C'est dans le même sens que le Xème Congrès nommera la Commission centrale de contrôle dont la fonction sera d'épurer le Parti. Le parti exclura ainsi le tiers de ses membres. Et Lénine insistera particulièrement sur la nécessité de se débarrasser des anciens menchéviks:

« En fait d'épuration du Parti, j'indiquerai une tâche particulière, celle qui consiste à l'épurer des anciens menchéviks. Selon moi, de tous les menchéviks qui ont adhéré au Parti après le début de 1918, on devrait en laisser dans le Parti, mettons, un centième tout au plus; encore faudra-t-il vérifier chacun de ceux qu'on garde, trois ou quatre fois. »³

A ce moment là, la Commission centrale de contrôle vérifiait le travail des commissions locales qui, lors d'assemblées auxquelles les membres du Parti et les « sans parti » étaient invités, jugeaient de la valeur de chaque membre⁴. Pour empêcher que cette épuration soit à recommencer tous les six mois, Lénine, dans une lettre à Molotov, propose de fixer les stages d'admission comme suit:

« Je propose de laisser six mois uniquement pour les ouvriers qui ont travaillé effectivement dans de grandes entreprises industrielles pendant 10 ans au moins. Fixer le stage à un an et demi pour les autres ouvriers, à 2 ans pour les paysans et les soldats rouges et à 3 ans pour tous les autres. Des exceptions sont admises avec l'autorisation conjointe du C.C. et de la Commission centrale de contrôle. »⁵

¹ « Xème Congrès du P.C. (b) R. », T. 32, 8-16 mars 1921, p. 255.

² Id., p. 260.

³ « Sur l'épuration du Parti », T. 33, 20 septembre 1921, p. 32.

⁴ Peu à peu, là comme ailleurs, la centralisation du sommet s'imposa: sous Staline, cette commission exerça de façon dictatoriale son pouvoir d'épuration.

⁵ « À propos des conditions d'admission des nouveaux membres au Parti », T. 33, 24-26 mars 1922, p. 257.

Lénine explique la sévérité de ces conditions par trois facteurs: le manque de politisation au sein du Parti, la faiblesse de son élément prolétarien et la tentation des « carriéristes » d'en devenir membres.

Quelques jours après ce Congrès, Staline fut nommé Secrétaire général du Comité Central. Celui-ci devait *coordonner* le travail des différents comités sous la direction du Bureau Politique. Mais, peu à peu, celui-ci vint à dépendre du Secrétaire général. Ce cheminement ne dépend pas, selon Deutscher, que de la personnalité de Staline:

« Des organisations semblables existent dans toute machine gouvernementale, mais dégènerent rarement en autorité indépendante. Ce qui les empêche habituellement d'outre-passer leurs droits, c'est une certaine diffusion du pouvoir dans tout l'appareil gouvernemental, qu'ils sont soumis à un contrôle effectif et que les fonctionnaires sont quelquefois intègres. La super-centralisation du pouvoir dans la direction bolchévique, le manque de contrôle effectif et, enfin, mais non la moindre raison, les ambitions personnelles du Secrétaire Général, tout cela contribuait à donner au Secrétaire Général l'importance extraordinaire qu'il avait commencé à acquérir quelques mois seulement après sa création. » ¹

Dans ce qu'on a nommé son « testament », Lénine proposait de démettre Staline de son poste de Secrétaire général parce qu'il n'utilisait pas avec circonspection le pouvoir illimité qu'il avait acquis ².

De tout ceci, on peut conclure que la fin de la vie militante de Lénine semble justifier les thèses qu'il avait élaborées dans la première période de sa vie. Le Parti est alors très centralisé, et il dirige et éduque une masse qui semble apathique, sans conscience et sans spontanéité révolutionnaire.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons donc résumer l'évolution de la pensée de Lénine sur le sujet de la façon suivante. Le Parti, de très centralisé à l'origine, devient très décentralisé de 1904 à 1907; à partir de 1910, il suit un processus de centralisation croissante - sauf pour un court arrêt, et non un retour en arrière, en 1917-1918 - pour devenir, à la fin de la vie de Lénine, aussi centralisé qu'il le préconisait dans *Que faire?*. Le rapport parti-masses suit une évolution semblable. Le Parti semble être l'unique lieu de la conscience révolutionnaire, sauf en 1905-1907, où Lénine insistera sur la spontanéité révolutionnaire des masses, et en 1917-1918, où il cherchera à unir cette spontanéité à la direction conscience du Parti.

Que faire? est passé à l'histoire comme si ce texte condensait toutes les positions de Lénine sur le sujet. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. Nous en nomme-

¹ Deutscher, Isaac, *Staline*, Gallimard, coll. de Poche, p. 291.

² « Lettre au Congrès », décembre 1922 et janvier 1923, T. 36, pp. 605-610.

rons trois: 1- Que faire? est le seul ouvrage d'ensemble consacré au sujet; 2- si les périodes révolutionnaires entraînent Lénine à remettre implicitement en question les trois thèses fondamentales du Que faire?, il n'explicitera jamais cette remise en question, il ne la dira jamais; 3- la dernière période de sa vie militante semble justifier - tant au niveau du Parti que du rapport parti-classe - les thèses qu'il avait élaborées durant la période Que faire? Et nous avons montré que les trois thèses de Que faire? formaient un ensemble structuré. Si la classe ouvrière ne peut, par elle-même, atteindre la conscience révolutionnaire, sa spontanéité ne pourra jamais sortir du cadre réformiste et ses luttes économiques ne pourront jamais prendre un caractère de lutte politique révolutionnaire. Si on veut être cohérent, on ne peut rejeter l'une de ces trois thèses sans renoncer aux deux autres. Nous avons aussi indiqué que c'est le type de rapport parti-classe qui détermine le type de structure et de fonctionnement du Parti. Nous nous attarderons donc sur la critique de ce rapport, quitte à formuler certaines indications sur la structure et le fonctionnement du Parti.

La thèse fondamentale de Lénine est celle où il dit que la conscience révolutionnaire ne peut parvenir aux masses que de l'extérieur, par l'intermédiaire du Parti. Or, dans tous les textes consacrés par Lénine à cette question, il fait la même confusion que Kautsky, dont il s'inspire: il passe de la théorie révolutionnaire à la conscience révolutionnaire comme si ces deux notions étaient synonymes, comme si elles signifiaient la même réalité:

« Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors (...) Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. »¹

Or, la conscience révolutionnaire est autre chose que la théorie, la doctrine ou la connaissance socialiste. On peut maîtriser et même accepter le marxisme sans avoir aucune conscience révolutionnaire. Combien d'universitaires acceptent le marxisme tout en étant des intellectuels petits-bourgeois? Car la conscience révolutionnaire exige de l'intellectuel qu'il relie concrètement sa théorie à la pratique politique et au « sentir »² de la classe ouvrière. D'autre part, comme le disait Lénine, une période révolutionnaire dévoile, devant tous, les intérêts objectifs des différentes classes en présence. Or la conscience révolutionnaire est précisément la conscience des différentes classes en présence du fait que les intérêts ouvriers sont inconciliables avec ceux de la bourgeoisie. Une période révolutionnaire permet donc à une grande partie de la masse ouvrière d'atteindre une conscience révolutionnaire, sans qu'elle ait aucune connaissance de la théorie socialiste. De même, en période révolutionnaire, la spontanéité des masses entraîne la production de réalités qui bousculent les vieux

¹ *Que faire ?*, T. 5, p. 382, (c'est nous qui soulignons). Voir dans le même sens, un autre texte de Lénine, p. 431. Aussi le texte de Kautsky, pp. 390-391. Dans la citation qui précède, Lénine emploie le terme « soznanie » pour conscience. C'est le terme le plus fréquemment utilisé par Lénine. Il emploie aussi quelquefois le terme « soznatel'nost ». Selon le camarade Stanley Ryerson, « soznanie » mettrait plus l'accent sur l'aspect objectif de conscience, aspect qui peut être étudié par un observateur extérieur, tandis que « soznatel'nost » insisterait sur l'aspect subjectif de la conscience, telle que vue de l'intérieur même de la classe en question. Quoi qu'il en soit de cette distinction, elle ne remet pas en question la validité de la différence que nous posons entre conscience et théorie.

² Sur ce sujet voir Gramsci. Entre autres, l'étude que nous lui avons consacrée: *La pensée politique de Gramsci*, éd. Anthropos, France et éd. parti pris, Québec, 1970.

schémas des théoriciens. La grève de masse et les Soviets, productions de la spontanéité de la classe ouvrière russe, sont si essentiels que, sans eux, les Révolutions de 1905 et 1917 sont incompréhensibles. En période révolutionnaire, ce sont donc souvent les masses qui produisent pratiquement les théories. Et c'est précisément parce que les périodes révolutionnaires haussent les ouvriers à la conscience révolutionnaire, que leur spontanéité est alors révolutionnaire, que leurs luttes économiques se transforment alors rapidement en luttes politiques révolutionnaires.

Par ailleurs, dans une situation réformiste, les ouvriers tendront peu à peu à développer une conscience réformiste. La tâche du Parti sera d'autant plus difficile qu'il devra unir sa théorie révolutionnaire à la spontanéité réformiste de la classe ouvrière. Deux dangers le guettent alors: soit la fuite en avant dans le sectarisme soit l'identification au réformisme de la classe ouvrière. Quoi qu'il en soit et quelle que soit la situation, le Parti se constitue toujours en rapport dialectique avec la classe ouvrière: il se constitue avec, par et pour elle.

Que la classe ouvrière ne puisse accéder à la conscience révolutionnaire que par le Parti signifie, en fait, que celui-ci est le détenteur unique de la vérité. Cela recèle de graves dangers, non seulement avant la prise du pouvoir, mais aussi et surtout après: le Parti peut facilement se constituer en secte, se sachant possesseur de la théorie et percevant les ouvriers comme plus ou moins inconscients ou ignorants. La dialectique que Gramsci pose entre le « sentir » de la classe ouvrière et le « savoir » du Parti me semble beaucoup plus exacte et juste. Cette dialectique implique que le Parti sera assez décentralisé pour sentir les pulsations de la base - ce que Gramsci ne voit malheureusement pas - et assez centralisé pour pouvoir orienter la spontanéité de la base dans un sens révolutionnaire. Cela implique aussi - sans entrer ici dans les questions techniques des organisations - un contrôle réciproque de la base sur le sommet et du sommet sur la base.

Si on considère d'ailleurs que la théorie léniniste du parti se trouve dans l'ensemble de ses périodes et non dans une seule, on doit admettre que sa théorie se fonde sur la reconnaissance du fait que le rapport parti-classe et le rapport consécutif, au sein du parti, entre centralisation et démocratisation, *varient* selon chacune des conjonctures. Une situation peut exiger que le rôle dominant soit donné au parti par rapport à la classe et, au sein du parti, à la centralisation par rapport à la démocratisation tandis qu'une *autre* situation peut exiger l'inverse. Il n'y a donc pas chez Lénine un type de rapport parti-classe et un type de structure de parti valables pour toutes les conjonctures: *la variation de celles-ci est, chez Lénine, déterminante en dernière instance.*

Bibliographie

Du chapitre II : Le parti

[Retour à la table des matières](#)

- T. 4, novembre 1900,
« Les objectifs immédiats de notre mouvement ».
- T. 5, mai 1901,
« Par où commencer? ».
- T. 5, 6 décembre 1901,
« Entretien avec les défenseurs de l'économisme ».
- T. 5, automne 1901 - février 1902,
Que faire ?
- T. 5, septembre 1902,
« Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation ».
- T. 6, 17 juillet - 23 août 1903,
« Le deuxième congrès du P.O.S.D.R. ».
- T. 2, 25 novembre 1903,
« Lettre à la rédaction de *l'Iskra* ».
- T. 7, décembre 1903,
« Pourquoi j'ai quitté la rédaction de *l'Iskra* ».
- T. 7, février-mai 1904,
Un pas en avant, deux pas en arrière.
- T. 7, 15 mai 1904,
« Au parti ».
- T. 7, août 1904,
« Au parti ».
- T. 7, septembre 1904,
« Un pas en avant, deux pas en arrière », (Réponse de N. Lénine à Rosa Luxembourg).
- T. 8, février 1905,
« Projets de résolutions au IIIème Congrès du P.O.S.D.R. »
- T. 8, 8 mars 1905,
« Nouveaux objectifs, forces nouvelles ».

- T. 8, 12-27 avril 1905,
« 3ème Congrès du P.O.S.D.R. ».
- T. 8, 27 mai 1905,
« Communiqué sur le IIIème Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ».
- T. 8, 27 mai 1905,
« Le troisième Congrès ».
- T. 10, 2-4 novembre 1905,
« Nos tâches et le soviet des députés ouvriers ».
- T. 10, novembre 1905,
« De la réorganisation du Parti ».
- T. 10, 13 novembre 1905,
« L'organisation du parti et la littérature du parti ».
- T. 10, 20 mars 1906,
« Plate-forme tactique pour le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. ».
- T. 10, 24-28 mars 1906,
La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier.
- T. 10, 10-15 avril 1906,
« Congrès d'unification du P.O.S.D.R., n° 7 ».
- T. 10, mai 1906,
« Rapport sur le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. ».
- T. 10, 20 mai 1906,
« Liberté de critique et unité d'action ».
- T. 10, 1er juin 1906,
« Aux ouvriers de décider ».
- T. 11, 7 décembre 1906,
« La crise du menchévisme ».
- T. 11, 13-14 janvier 1907,
« La social-démocratie et les élections à la Douma ».
- T. 13, juillet 1907
« Troisième Conférence du P.O.S.D.R. ».
- T. 13, septembre 1907,
« Préface au recueil *En douze ans* ».
- T. 13, 19 février 1908,
« La neutralité des syndicats ».
- T. 15, 8-17 juin 1909,
« Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* ».
- T. 16, 13 février 1910,
« Vers l'unité ».
- T. 16, 6 mars - 25 mai 1910,
« Notes d'un publiciste ».
- T. 16, 22 novembre 1910,
« Lettre ouverte à tous les social-démocrates pro-parti ».
- T. 16, septembre - novembre 1910,
« La signification historique de la lutte au sein du Parti en Russie ».
- T. 17, 5-17 janvier 1912,
« VIème Conférence générale du P.O.S.D.R. ».
- T. 20, avril 1914,
« Ce qu'il ne faut pas imiter dans le mouvement ouvrier allemand ».
- T. 20, 23-30 juin 1914,
« Rapport du comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et instructions à la délégation du comité central à la Conférence de Bruxelles ».
- T. 21, 1er novembre 1914,

- « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste ».
T. 21, 9 janvier 1915,
« Que faire maintenant ? ».
T. 21, mai -juin 1915,
La faillite de la 2ème Internationale-.
T. 24, 4 avril 1917,
« Les tâches du prolétariat dans la présente révolution ».
T. 24, 24-29 avril 1917,
« La septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. ».
T. 25, juillet 1917,
Les enseignements de la Révolution.
T. 25, 3 septembre 1917,
« Projet de résolution sur la situation politique actuelle »
T. 25, août-septembre 1917,
l'État et la Révolution.
T. 26, 29 septembre 1917,
« La crise est mûre ».
T. 26, 18 octobre 1917,
« Lettre aux membres du Parti bolchévik ».
T. 26, 24 octobre 1917,
« Lettre aux membres du Comité central ».
T. 26, 14 janvier 1918,
« Conférence du Présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes
du ravitaillement ».
T. 27, 6-8 mars 1918,
« VIIème Congrès du P.C.(b)R. ».
T. 27, mars-avril 1918,
« Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ».
T. 31, avril-mai 1920,
La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »).
T. 31, juillet 1920,
« Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste ».
T. 32, 8-16 mars 1921,
« Xème Congrès du P.C.(b)R. ».
T. 33, 20 septembre 1921,
« Sur l'épuration du Parti ».
T. 33, 24-26 mars 1922,
« A propos des conditions d'admission des nouveaux membres au Parti ».
T. 36, décembre 1922 - janvier 1923,
« Lettre au Congrès ».

Chapitre III:

L'État

[Retour à la table des matières](#)

Lénine étudie la question de l'État lorsque sa pratique politique en exige la clarification, soit lors de la Révolution de 1905 et durant la période qu'ouvre la Révolution de '17. Cette dernière période se subdivise en deux: de 1917 à 1918 où Lénine insiste sur les fonctions administratives que doit accomplir le prolétariat; d'avril 1918 à la fin de sa vie, où Lénine - compte tenu des difficultés que rencontre la Révolution russe - met l'accent sur le rôle de la bureaucratie de l'État par rapport aux différentes classes de la société russe. La formulation de la question de l'État se partage donc en trois moments distincts que nous étudierons comme tels en montrant sur quoi repose, chaque fois, cette remise en question, par Lénine, de sa propre position.

La révolution de 1905

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue du problème de l'État qui nous occupe ici, ce qui caractérise la Révolution de 1905 est l'organisation spontanée du prolétariat en Soviets. Ceux-ci n'avaient été ni prévus ni conceptualisés par les révolutionnaires russes. Perçus au point de départ comme des organisations sapant les bases du parti et du syndicat, ils seront peu à peu acceptés et assumés par les révolutionnaires russes. Lénine sera parmi les premiers bolchéviks à reconnaître le caractère révolutionnaire des Soviets.

Sa réflexion sur cette organisation spontanée sert d'introduction à sa première réflexion sur l'État.

Dès novembre 1905, dans une lettre écrite de loin, à « titre d'absent »¹ - que la rédaction du journal *Novaïa Jizn* ne publiera d'ailleurs pas - Lénine formule sa position. Les Soviets lui apparaissent comme des organisations de luttes économiques ou syndicales et des organisations de luttes politiques. Ils sont donc l'organisation dans laquelle se concrétise la grève des masses - à la fois économique et politique - produite spontanément par le prolétariat. En tant qu'organisations de type syndical, les Soviets doivent tendre à s'incorporer les représentants de tous les salariés, de tous ceux qui veulent lutter pour améliorer les conditions matérielles de tout le peuple laborieux. En tant qu'organisation politique, les Soviets doivent s'incorporer les représentants de tous ceux qui mènent une lutte révolutionnaire contre le pouvoir tsariste: ouvriers, matelots et soldats, paysans révolutionnaires et, enfin, intellectuels bourgeois révolutionnaires. Les Soviets sont donc, au niveau politique, l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. *Révolutionnaire* car les Soviets sont l'organe de l'insurrection contre le gouvernement tsariste. Provisoire, car leur finalité est la convocation d'une Assemblée constituante nationale qui jetterait les bases du nouvel État.

Quelques semaines plus tard, Lénine précisera que les Soviets ne sont ni un parlement ni un organe d'auto-administration, mais une organisation insurrectionnelle de combat². Durant toute cette période, il luttera contre les menchéviks qui substituent, au mot d'ordre d'insurrection et de gouvernement révolutionnaire provisoire, celui « d'auto-administration » locale par l'intermédiaire des Soviets. Le mot d'ordre menchevik néglige le fait que seule l'insurrection peut rendre possible l'organisation d'une auto-administration authentique, ignore la nécessité d'armer le peuple (ce que ne peut donner l'« auto-administration locale ») et la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire comme organe de centralisation des luttes locales³.

En mars 1906, Lénine précisera que les Soviets, en tant qu'organes insurrectionnels, constituent l'embryon d'un nouveau pouvoir. Ce nouveau pouvoir se distingue de la dictature policière et militaire du Tsar à la fois par sa composition et par son fonctionnement. La dictature tsariste se maintient par le mensonge et la terreur policière et militaire exercés par une minorité sur l'immense majorité de la population tandis que la dictature du peuple révolutionnaire se fonde sur la participation du peuple au pouvoir et sur la confiance des grandes masses vis-à-vis cette dictature. Lénine ébauche ainsi les éléments de la notion scientifique de « dictature du peuple révolutionnaire »:

« La notion scientifique de dictature ne signifie rien d'autre qu'un pouvoir sans aucune limitation, qu'aucune loi et absolument aucune règle ne viennent restreindre, qui s'appuie directement sur la violence (...) une dictature du *peuple*, car le peuple, la masse de la population, inorganisée, rassemblée « par hasard » à un endroit donné, entre elle-même directement en scène, rend elle-même la justice, applique le pouvoir, crée un nouveau droit révolutionnaire. Enfin, c'est une dictature du peuple *révolutionnaire*. *Pourquoi* seulement

¹ « Nos tâches et le Soviet des Députés ouvriers », T. 10, 2-4 novembre 1905, pp. 9-20.

² « Socialisme et anarchisme », T. 10, 24 novembre 1905, p. 68.

³ Par exemple, « À la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans », T. 9, 5 septembre 1905, pp. 225-227.

révolutionnaire et pourquoi pas tout le peuple? Parce que dans tout le peuple (...) il y a des gens abrutis physiquement, terrorisés, des gens abrutis aussi moralement, par exemple par la théorie de la non-résistance au mal par la violence, ou bien simplement abrutis non par une théorie, mais par les préjugés, les coutumes, la routine, des gens indifférents à tout. (...) Voilà pourquoi ce n'est pas tout le peuple qui réalise la dictature, mais seulement le peuple révolutionnaire, qui cependant ne craint en rien l'ensemble du peuple, qui dévoile à tout le peuple les mobiles de ses actes et tous leurs détails, qui invite volontiers tout le peuple à participer non seulement à la « gestion » de l'État mais aussi au pouvoir et à participer à l'organisation même de l'État. »¹

Mais même si Lénine mentionne à quelques reprises que les Soviets constituent un embryon d'un nouveau pouvoir d'État, il n'en demeure pas moins que, durant cette période qui couvre la Révolution de 1905, les mots d'ordre bolchéviques sont centrés sur l'insurrection et le gouvernement provisoire, et non sur les Soviets, parce que le caractère insurrectionnel de cette période, bien qu'imputé aux Soviets, les laisse apparaître sous un angle extrêmement étroit, c'est-à-dire exclusivement des organisations de luttes économiques et politiques. Il faut donc attendre 1917 pour que les Soviets appuyés par les masses armées deviennent le mot d'ordre des bolchéviques, ce qui amènera Lénine à expliquer et justifier en quoi ils constituent un nouveau pouvoir d'État.

La révolution triomphante (1917-1918)

[Retour à la table des matières](#)

Dès mars 1917, dans sa « 3ème lettre de loin », Lénine définit les Soviets comme un nouveau pouvoir révolutionnaire, un nouvel État². En quoi réside la nouveauté de cet État? Premièrement, en son *contenu de classe*. Cet État n'est plus l'instrument de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple, mais l'organe de la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans pauvres » sur cette même bourgeoisie. Deuxièmement, cet État se distingue de celui de la bourgeoisie par sa structure, sa forme même. Se référant explicitement à la Commune de Paris, Lénine dit que l'armée, la police et le corps des fonctionnaires sont dans le nouvel État fusionnés avec le peuple tandis que dans l'État bourgeois, ils en sont séparés et y sont opposés. Cette deuxième caractéristique de l'État prolétarien est aussi fondamentale que la première. Lénine, dans d'autres textes de cette même période, sera même souvent porté à privilégier la forme par rapport au contenu:

« Si nous nous organisons et menons intelligemment notre propagande, les prolétaires, mais aussi les neuf dixièmes de la paysannerie seront contre le rétablissement de la police, contre le corps des fonctionnaires inamovibles et privilégiés, contre l'armée séparée du peuple. Or, c'est en cela uniquement que consiste le nouveau type d'État. »³

¹ « La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier », T. 10, 24-28 mars 1906, pp. 252-253.

² « Lettres de loin, n° 3 », T. 23, 11 mars 1917, pp. 348-361.

³ « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », T. 24, 28 mai 1917, p. 62.

Toujours dans ces mêmes textes, Lénine esquisse la conjoncture politique russe: la période de février à octobre 1917 est marquée par la dualité de pouvoirs entre le gouvernement bourgeois et les Soviets, entre la dictature de la bourgeoisie qui s'incarne dans une armée, une police et une bureaucratie séparée du peuple et la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie pauvre qui se concrétise par la fusion de l'appareil étatique avec le peuple. Puis il donne quelques indications sur le contenu démocratique de cette dictature prolétarienne. Il y est dit par exemple:

- que l'armée est remplacée par le peuple, c'est-à-dire par la milice, dont le but n'est pas seulement de combattre la bourgeoisie, mais d'éduquer les grandes masses à toutes les affaires publiques. A ce niveau, ils sont l'organe exécutif des Soviets ¹.

- que les fonctionnaires sont élus et révocables à tout moment et que leur salaire ne doit pas excéder celui d'un bon ouvrier ².

- que les localités jouissent d'une autonomie administrative dégagée de toute surveillance ou tutelle exercée d'en haut ³.

- que les Soviets enlèveront aux capitalistes les moyens d'information soit, les imprimeries et les stocks de papier, pour les répartir équitablement entre eux, les grands partis, les partis moyens et, enfin, les groupes de citoyens comptant un nombre déterminé de membres ⁴.

Lénine s'attaque aussi aux procédés accordant une représentation inégale qui favorise les paysans au détriment des ouvriers:

« Un représentant toujours et partout pour un nombre égal d'électeurs, tel est l'a b c de la démocratie. Tout autre procédé est une *fraude* (...) On ne peut pas tolérer de *fraude* en matière de démocratie quand on se dit « démocrate ». Nous ne serions pas des démocrates, nous serions des gens sans principes si nous tolérions cela !! » ⁵

Dans *L'État et la Révolution*, écrit à la veille d'Octobre, Lénine explicitera ces indications apportées depuis sa « 3ème lettre de loin », écrite vers la mi-mars. Dans la préface écrite en août 17, il décrit très bien les cadres dans lesquels ce livre s'inscrit: la révolution internationale approche; la révolution russe, qui arrive à son terme, n'en marque que le début. Il faut donc lutter contre les illusions parlementaires des opportunistes qui peuvent retarder l'avènement de la révolution internationale. L'essentiel de ce texte peut se ramener à trois grands thèmes: critique de l'État bourgeois; définition de l'État socialiste; dépérissement de l'État. Nous les aborderons successivement.

Qu'est-ce que l'État? C'est un organisme de *domination* et d'oppression d'une classe sur une autre. Il est le produit et la manifestation de ce fait, que les contra-

¹ « Lettres de loin, n° 3 », T. 23, 11 mars 1917, p. 357.

² « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution », T. 24, 4 avril 1917, p. 13.

³ « La 7ème Conférence du P.O.S.D. (b) R. », T. 24, 24-29 avril 1917, P. 294.

⁴ « Comment assurer le succès de l'Assemblée constituante? », T. 25, 28 septembre 1917, p. 412.

⁵ « Des atteintes au principe démocratique dans les organisations de masse », T. 25, septembre 1917, p. 332.

dictions de classes sont *inconciliables*. Lénine s'oppose donc aux opportunistes qui attribuent à l'État la fonction de concilier les classes ¹.

L'État bourgeois, en ce qui le concerne plus précisément, se caractérise par la création d'une armée, d'une police et d'une bureaucratie, détachées du peuple, dont la fonction est d'exercer au profit de la bourgeoisie une domination sur le prolétariat et la paysannerie pauvre. Les bureaucrates sont donc, de par leur fonction, des « personnages privilégiés », coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles. Là est l'essence du bureaucratisme ². L'État bourgeois est aussi évidemment caractérisé par la domination indirecte, mais d'autant plus sûre, du capital sur l'État. Cette domination s'exerce par la corruption directe des fonctionnaires et, surtout, par la domination des cartels financiers et industriels sur le Gouvernement. C'est de cette domination que rend compte la division du système parlementaire législatif et exécutif. C'est à l'exécutif que se prennent les véritables décisions et c'est là que se manifeste le plus directement la domination du capital. Le législatif n'est qu'un paravent pour duper les masses populaires:

« Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le “ bon peuple ”. » ³

Cette domination indirecte du capital explique qu'aucun changement de personnes ou de partis au sein de la république bourgeoise ne permet réellement de modifier les rapports de domination; elle rend également compte du fait que le suffrage universel ne peut jamais, dans l'État bourgeois, exprimer réellement la volonté des travailleurs:

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois. » ⁴

Si l'État bourgeois est caractérisé par sa subordination au capital, il est donc illusoire de croire pouvoir renverser la domination de la bourgeoisie par l'intermédiaire du parlement et des élections. Bien plus, si la domination de la bourgeoisie s'exerce par l'intermédiaire d'une armée, d'une police et d'une bureaucratie séparées du peuple, il faut supprimer radicalement cet appareil d'État, instrument de la classe dominante:

« Si l'État est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient de plus en plus étranger », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais* aussi sans la *suppression* de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère “ étranger ”. » ⁵

¹ L'État et la Révolution, T. 25, août-septembre 1917, p. 419.

² Id., p. 526.

³ Id., p. 458.

⁴ Id., p. 457.

⁵ Id., p. 420.

Au « pouvoir spécial de répression » exercé par une poignée de riches sur des millions de travailleurs, le prolétariat doit substituer son propre pouvoir de répression, exercée sur la bourgeoisie; car la bourgeoisie ne se laissera pas déclasser sans utiliser tous les moyens qu'elle a à sa disposition. La dictature du prolétariat sera nécessaire tant et aussi longtemps que subsistera cette bourgeoisie. Aussi, l'essentiel du marxisme ne repose-t-il pas sur la reconnaissance de la lutte de classes car même des bourgeois admettent l'existence de cette lutte; l'essentiel du marxisme consiste à comprendre que la lutte de classes se manifeste par la dictature d'une classe au niveau du pouvoir d'État:

« Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte de classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte de classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. » ¹

Mais quelle sera la différence entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie? Quelle sera la différence entre l'État socialiste et l'État bourgeois? Quel sera ce nouvel État que doit mettre sur pied le prolétariat? D'une part, cet État sera appuyé par la majorité de la population: il ne sera plus l'État d'une minorité, la bourgeoisie. Parfois, Lénine utilisera l'expression « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie pauvre », celle-ci constituant, selon lui, la majorité parmi les paysans. Le plus souvent, il s'en tiendra à la « dictature du prolétariat » qui doit *dominer* la minorité constituée par la bourgeoisie, *organiser* un nouveau régime économique et *diriger* la grande masse de la population:

« La doctrine de la lutte de classes, appliquée par Marx à l'État et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la *domination politique* du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses (...) Le prolétariat a besoin du pouvoir d'État, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour *diriger* la grande masse de la population - paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires - dans la « mise en place » de l'économie socialiste. » ²

D'autre part, l'État socialiste se caractérise par le fait que l'appareil d'État (armée, police et bureaucratie) se fusionne avec les masses populaires. Pour ce qui est de la bureaucratie, Lénine estime qu'en développant la grande production, le capitalisme réduit les fonctions du vieil appareil d'État à de simples opérations d'enregistrement et de contrôle, accessibles à toute personne pourvue d'une instruction primaire, à tous ceux qui connaissent les quatre règles d'arithmétique ³. Il est donc possible, dès maintenant, de supprimer tout caractère privilégié et hiérarchique attaché à ces fonctions. Les méthodes de commandement propres aux fonctionnaires publics doivent commencer dès à présent à être remplacées par le simple exercice d'enregistrement et de contrôle. Il est aussi possible d'instaurer l'électivité et la révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires et de réduire leurs traitements au niveau d'un

¹ Id., p. 445.

² Id., p. 437.

³ Id., pp. 455 et 511.

salaire moyen d'ouvrier ¹ Ces mesures permettront de supprimer graduellement tout fonctionnarisme:

« Ces premières mesures (...) conduisent d'elles-mêmes à l' « extinction » graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre - sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié - où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître en tant que fonctions *spéciales* d'une catégorie spéciale d'individus. » ²

De même, les fonctions militaires et policières seront exercées par le peuple en armes. La bourgeoisie ne pouvait mater le peuple sans une machine très compliquée, mais les masses populaires peuvent d'elles-mêmes, sans appareil spécial, mater la bourgeoisie, celle-ci ne constituant qu'une infime minorité de la population ³. Lénine s'oppose donc à eux qui expliquent la nécessité de la bureaucratie, de l'armée et de la police par la complication croissante de la vie sociale, par la différenciation des fonctions et par la division technique du travail. Les fonctions du vieil appareil d'État peuvent être réduites à des opérations simples accessibles au peuple. L'appareil d'État trouve son fondement dans la domination de la bourgeoisie qui en a besoin pour opprimer le peuple, pas ailleurs ⁴.

Lénine distingue cependant les fonctionnaires des spécialistes:

« Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc.: ces messieurs qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés. » ⁵

Les spécialistes, dont les fonctions impliquent la connaissance d'opérations complexes, auront donc - ce qui n'est pas le cas des fonctionnaires - une certaine autorité dont les limites seront fixées par les conditions mêmes de la production:

« Prenez une usine, un chemin de fer, un navire en haute mer, dit Engels; n'est-il pas évident que, sans une certaine subordination, donc sans une certaine autorité ou un certain pouvoir, il est impossible de faire fonctionner aucun de ces établissements techniques compliqués, fondés sur l'emploi des machines et la collaboration méthodique de nombreuses personnes? » ⁶

Toutefois, les spécialistes, comme les fonctionnaires, recevront un salaire d'ouvrier et seront soumis au contrôle du prolétariat - quoique, en ce qui concerne les spécialistes, Lénine ne définit pas avec précision quel sera le rapport entre l'autorité des spécialistes et le contrôle du prolétariat:

¹ Id., pp. 455 et 460.

² Id., p. 461.

³ Id., p. 501.

⁴ Id., p. 422.

⁵ Id., p. 511.

⁶ Id., p. 472.

« Toute l'économie nationale comme la poste, de façon que les techniciens, les surveillants, les comptables reçoivent, comme tous les fonctionnaires, un traitement n'excédant pas des « salaires d'ouvriers », sous le contrôle et la direction du prolétariat armé: tel est notre but immédiat. »¹

Quant aux fonctionnaires, étant éligibles et révocables à tout moment, ils doivent dépendre, non du sommet, mais des localités. Celles-ci doivent donc jouir d'une large autonomie administrative². Et cette autonomie n'est pas du tout incompatible avec un État centralisé et unitaire: Lénine se moquera de Bernstein qui « se représente le centralisme comme une chose qui ne peut être imposée et maintenue que d'en haut »³.

Lénine admet maintenant, dans *L'État et la Révolution*, qu'un tel État socialiste comporte beaucoup d'aspects de cette « démocratie primitive » qu'il qualifiait d'absurde dans *Que faire?*:

« En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement, car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la masse de la population se haussera à une participation *autonome*, non seulement aux votes et aux élections, *mais encore à l'administration journalière*. En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à tour de rôle et s'habituerait vite à ce que personne ne gouverne. »⁴

Alors que dans *Que faire?*, il écrivait:

« L'ouvrage des époux Webe sur les trade-unions anglaises renferme un curieux chapitre sur la « démocratie primitive ». Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais, dans la première période d'existence de leurs unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de la gestion des syndicats: non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes exercées par tous les membres à tour de rôle. Il fallut une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part, et de fonctionnaires professionnels de l'autre. »⁵

Cet État socialiste - qui s'inspire maintenant si clairement de la démocratie primitive - est constitué de telle façon qu'il soit en voie d'extinction:

« Il ne faut au prolétariat qu'un État en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre. »⁶

¹ *Id.*, p. 462.

² *Id.*, p. 483.

³ *Id.*, p. 465.

⁴ *Id.*, p. 527.

⁵ *Que faire?*, T. 5, p. 493.

⁶ *L'État et la Révolution*, T. 25, pp. 435-436.

Et c'est l'organisation même de l'État qui permet cette extinction, c'est-à-dire le fait que l'appareil d'État (armée, police et bureaucratie) se fusionne avec le peuple:

« Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un « pouvoir spécial » de répression! C'est en ce sens que l'État *commence à s'éteindre*. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente) la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches; et plus les fonctions du pouvoir d'État sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire. » ¹

Mais cela ne veut pas dire que l'État disparaîtra du jour au lendemain: l'État socialiste 'Marque le début de l'extinction de l'État, extinction qui sera nécessairement un processus de longue durée ², la disparition complète de l'État exigeant une série de conditions extrêmement difficiles à remplir. Quelles sont ces conditions? L'État, étant essentiellement un organisme de classe, sa disparition exige, premièrement, l'élimination de toutes les classes sociales. C'est seulement lorsque tous les membres de la société seront dans un même rapport avec les moyens de production que l'État cessera d'exister ³. Et tant que l'État socialiste de transition subsistera, des éléments de droit bourgeois seront maintenus. Dans l'État socialiste, les produits de consommation sont répartis selon le travail de chacun. Mais tous les individus ne sont pas égaux. La reconnaissance du principe « à chacun selon son travail » est donc l'acceptation par l'État socialiste d'un droit bourgeois qui, comme tout « droit », présuppose l'inégalité:

« Le « droit égal », dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est *encore* le « droit bourgeois » qui, comme tout droit, *présuppose l'inégalité*. Tout droit consiste dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents*, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. Aussi le « droit légal » équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. » ⁴

C'est seulement pour ce qui a trait à la suppression de la propriété privée des moyens de production que le droit bourgeois est aboli. Pour le reste, il demeure en grande partie ⁵. Étant issu de la société capitaliste, il est inévitable que l'État socialiste conserve une partie du droit bourgeois. Il s'ensuit donc que l'État socialiste est partiellement un État bourgeois - sans bourgeois ⁶. Le communisme, par contre, exige la répartition des produits de consommation non selon le principe « à chacun selon son travail », mais selon le principe « à chacun selon ses besoins ». Il faut pour cela que le travail lui-même devienne un besoin; ce qui implique la disparition de la division entre travail intellectuel et travail manuel. La réalisation du principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » exige donc, en définitive, un très haut développement des forces productives ⁷. Et, c'est seulement lorsque le développement économique aura permis la dissolution des classes sociales, la disparition

¹ *Id.*, p. 454.

² *Id.*, pp. 494 et 508.

³ *Id.*, pp. 470 et 499.

⁴ *Id.*, p. 503.

⁵ *Id.*, p. 504.

⁶ *Id.*, p. 509.

⁷ *Id.*, pp. 506-507.

de la division entre travail manuel et travail intellectuel et la réalisation du principe « De chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins », que l'État pourra disparaître, car les hommes auront appris à vivre en société sans qu'il soit nécessaire de soumettre une minorité quelconque à la majorité:

« Mais, aspirant au socialisme, nous sommes convaincus que dans son évolution il aboutira au communisme et que, par suite, disparaîtra toute nécessité de recourir en général à la violence contre les hommes, toute nécessité de la *soumission* d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre; car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, *sans violence et sans soumission*.¹ »

Il est peut-être utile ici d'ouvrir une parenthèse pour souligner qu'à la lecture *L'État et la Révolution* se révèle beaucoup plus une œuvre de théoricien politique que d'analyste d'une conjoncture spécifique. Écrite dans la perspective de la révolution russe qui devait ouvrir une période de révolution internationale, elle ne porte pas, paradoxalement, sur l'expérience russe des Soviets, mais sur l'interprétation, par Marx, de la Commune de Paris. Lénine voulait consacrer un VII^e chapitre à l'étude des Soviets, mais le déclenchement de la Révolution d'Octobre l'en empêcha. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles cette œuvre de Lénine a eu si peu d'influence sur l'évolution de l'État russe. Mais n'anticipons pas et voyons d'abord la conjoncture politique de 1917-18.

L'État et la Révolution est achevé depuis un mois, lorsque la Révolution conduit les bolcheviks au pouvoir. Ceux-ci offrent aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires de gauche de partager l'autorité gouvernementale avec eux: ceux-ci refusent. Le Conseil des Commissaires du Peuple - qui dépend du Congrès des Soviets et de son Comité exécutif central - n'est donc formé que de bolcheviks. Quelques semaines plus tard, les socialistes-révolutionnaires de gauche accepteront d'entrer au sein du gouvernement, c'est-à-dire au Conseil des Commissaires du Peuple. Or on sait que si les bolchéviks étaient appuyés par les ouvriers, les paysans accordaient surtout leur confiance aux socialistes-révolutionnaires. L'Alliance gouvernementale entre ces deux partis permettait donc de réaliser plus facilement l'union entre les ouvriers et les paysans. Pour Lénine, cette alliance n'était pas impossible car il n'existait pas de divergences fondamentales entre les deux classes:

« Traitant de l'alliance des ouvriers bolchéviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, à qui aujourd'hui de nombreux paysans font confiance, je me suis efforcé de démontrer dans mon discours que cette alliance pouvait être une « coalition honnête », une alliance honnête, car il n'existe pas de divergence fondamentale d'intérêts entre les ouvriers salariés et les paysans travailleurs et exploités. »²

Cette alliance avec les paysans présume qu'on ne peut leur imposer le socialisme par la contrainte:

¹ Id., p. 49.

² « L'alliance des ouvriers avec les paysans travailleurs et exploités », T. 26, 1^{er} décembre 1917, p. 348.

« Tout socialiste conscient dit qu'on ne peut imposer le socialisme aux paysans par la contrainte, qu'il faut compter uniquement sur la force de l'exemple et sur l'assimilation par la masse paysanne des enseignements de la vie pratique. »¹

Lorsqu'en mars 1918, suite à leur opposition à la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, les socialistes-révolutionnaires se retireront du Conseil des Commissaires du Peuple, les bolchéviks exerceront définitivement seuls l'autorité gouvernementale et devront essayer d'établir directement l'alliance avec les paysans malgré l'hostilité que leur voueront les représentants de ces paysans, les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Une autre division s'était cristallisée en décembre 1917. Le pouvoir des Soviets et celui de l'Assemblée constituante élue à la mi-novembre s'affrontaient. Un mois après son élection, l'Assemblée ne représentait déjà plus les courants populaires qui se modifient si rapidement en période révolutionnaire. Aussi Lénine exigea-t-il que l'Assemblée constituante reconnaisse le pouvoir des Soviets, les lois que ceux-ci avaient promulguées et qu'elle se renouvelle en proclamant de nouvelles élections:

« L'unique chance de résoudre sans douleur la crise due au désaccord entre les élections à l'Assemblée constituante d'une part, la volonté du peuple et les intérêts des classes laborieuses et exploitées de l'autre, c'est la réalisation la plus large et la plus rapide possible par le peuple de procéder à de nouvelles élections à l'Assemblée constituante (...) c'est une déclaration de l'Assemblée constituante reconnaissant sans réserve le pouvoir des Soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier... »²

L'Assemblée constituante ayant refusé d'accepter l'ultimatum de Lénine, celui-ci rédigea le 7 janvier 1918 le décret par lequel le Comité exécutif central des Soviets supprimait cette Assemblée³. C'était la fin de tout retour possible au système parlementaire et, désormais, tout le pouvoir doit être assumé directement par les ouvriers.

Aussi l'un des premiers projets soumis par Lénine après la prise du pouvoir fut le contrôle ouvrier sur les entreprises industrielles, commerciales et bancaires. Les ouvriers devaient contrôler la production, la conservation, la vente et l'achat de tous les produits manufacturés et de toutes les matières premières⁴. C'est aux ouvriers d'organiser l'échange des produits, le contrôle systématique de la production et la comptabilité des entreprises. Les techniciens et les spécialistes donneront des conseils, mais c'est aux ouvriers de contrôler:

« Il faut que les ouvriers et les paysans comprennent nettement la différence entre le conseil nécessaire de l'homme instruit et le contrôle nécessaire exercé par le « simple » ouvrier et le « simple » paysan sur *l'incurie*, si fréquente parmi les gens « instruits » (...) On ne saurait se passer des conseils, des indications des hommes instruits, des intellectuels, des spécialistes. Tout ouvrier, tout paysan tant soit peu sensé, le comprend parfaitement, et nos intellectuels ne peuvent se plaindre d'un manque d'attention et d'estime cordiale de la part des

¹ « Troisième Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie », T. 26, 11 janvier 1918, p. 482.

² « Thèses sur l'assemblée constituante », T. 26, 11-12 décembre 1917, p. 401.

³ « Projet de décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante », T. 26, 6 janvier 1918, pp. 456-458.

⁴ « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier », T. 26, 26-27 octobre 1917, pp. 272-273.

ouvriers et des paysans. Mais les conseils et les indications, c'est une chose, l'organisation *pratique* du recensement et du contrôle en est une autre. »¹

Le contrôle exercé par les ouvriers n'allait cependant pas de soi. Lénine, le 14 janvier 1918, se plaindra de la « monstrueuse inactivité » des ouvriers². Mais il espérait encore à ce moment pouvoir susciter l'initiative des masses,

Outre la passivité des ouvriers, les bolcheviks doivent faire face à un autre problème. Quelques jours plus tard paraît, sous la signature de Lénine, la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » dans laquelle il décrète la formation de l'Armée rouge³. C'était un pas en arrière par rapport à l'État socialiste tel qu'il l'avait entrevu. Mais, dans *L'État et la Révolution*, Lénine avait bien dit que ce qui rendait possible la disparition de l'armée était le fait que les grandes masses de la population pouvaient, par elles-mêmes, combattre la poignée d'exploiteurs. Or la Révolution russe n'avait plus à faire face qu'à une poignée d'exploiteurs, mais à l'invasion allemande, c'est-à-dire à une armée moderne et très efficace. Face à celle-ci, les milices étaient nettement insuffisantes: il fallait reconstituer une armée. Plus tard, l'armée rouge ira jusqu'à réintégrer des spécialistes de l'ancienne armée tsariste et réintroduire grades et hiérarchie. La constitution d'une armée et la passivité des masses ouvrières ne sont encore vues que comme passagères, car au début de mars 1918, au 7e Congrès du P.C. (b) R.⁴, Lénine reprend tous les thèmes de *L'État et la Révolution*.

Quelques semaines plus tard, pourtant, il commencera la rédaction de « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets »⁵, texte qui marque le début de la rupture avec *L'État et la Révolution* et est le premier jalon conduisant à la constitution d'un État, non pas par et pour les masses, mais par la bureaucratie et pour les masses.

Un État bureaucratique (1918-1924).

[Retour à la table des matières](#)

Dans « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », Lénine propose deux mesures qui marquent, selon ses propres paroles, un pas en arrière par rapport aux principes de l'État socialiste tels que définis dans *L'État et la Révolution*. La première est la reconnaissance des coopératives bourgeoises⁶; la seconde est l'octroi de salai-

¹ « Comment organiser l'émulation? », T. 26, 24-27 décembre 1917, pp. 431-432.

² « Conférence du Présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement », T. 26, 14 janvier 1918, pp. 530-531.

³ « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », T. 26, écrit le plus tard le 3 janvier et publié le 17 janvier 1918, p. 446.

⁴ « VIIe Congrès du P.C. (b) R. », T. 27, 6-8 mars 1918, pp. 81 à 159.

⁵ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », T. 27, mars-avril 1918, pp. 243-287.

⁶ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », T. 27, mars-avril 1918, pp. 264-265, et « Six thèses sur les tâches immédiates des Soviets », T. 27, 30 avril - 3 mai 1918, p. 329.

res plus élevés aux spécialistes: ces deux mesures sont dues au fait que les ouvriers n'ont pas réussi à exercer le contrôle sur la production.

L'octroi de salaires élevés aux spécialistes est la manière bourgeoise de les utiliser, non la manière socialiste:

« ...les meilleurs organisateurs et les plus grands spécialistes peuvent être utilisés par l'État soit à l'ancienne manière, à la manière bourgeoise (c'est-à-dire moyennant des salaires élevés), soit à la manière nouvelle, prolétarienne (c'est-à-dire en créant des conditions de recensement et de contrôle exercées d'en bas par le peuple entier, conditions qui auraient pour conséquence inéluctable, automatique, de nous soumettre et d'attirer à nous les spécialistes. »¹

Or, les ouvriers n'ayant pu exercer un véritable contrôle, force a été de recourir au vieux procédé bourgeois des hauts salaires, procédé qui marque un pas en arrière pour l'État socialiste:

« Il est évident que cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien (...) Plus encore, il est évident que cette mesure n'est pas simplement un arrêt - dans un certain domaine et dans une-certaine mesure - de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, ce sont des rapports sociaux déterminés); c'est encore *un pas en arrière* fait par notre pouvoir d'État socialiste... »²

Lénine discute aussi dans ce texte de l'attribution de pouvoirs illimités à ces spécialistes. Certains voyaient dans cette attribution, qui conduisait à l'abandon du principe de collégialité, une remise en cause des principes fondamentaux de la démocratie socialiste. Lénine perçoit la chose différemment:

« *Aussi n'existe-t-il* absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (c'est-à-dire socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. La différence entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est que la première dirige ses coups contre la minorité d'exploiteurs dans l'intérêt de la majorité d'exploités et ensuite que la première est réalisée, et *ce par le truchement d'individus*, non seulement par les masses laborieuses et exploitées, mais encore par des organisations conçues justement de façon à stimuler ces masses, à les hausser jusqu'à une œuvre créatrice historique. »³

Dans *L'État et la Révolution*, Lénine, citant Engels, accordait une « certaine autorité » aux spécialistes, mais cette autorité était, en dernière instance, soumise au contrôle ouvrier. Les ouvriers n'ayant pu réussir à exercer ce contrôle, il est donc normal que l'autorité des dirigeants industriels s'accroisse. Mais c'est précisément là que la « dictature des dirigeants » marque un pas en arrière - quoi qu'en dise Lénine - par rapport aux principes de la démocratie socialiste. Dans les grandes usines, la volonté des ouvriers, dit Lénine, sera soumise à celle d'une personne:

¹ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », id., p. 257.

² Id.

³ Id., p. 278.

« Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales, si la parfaite discipline et la conscience font défaut. Mais, de toute façon, la *soumission sans réserve* à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. » ¹

En fait cette question des « pouvoirs dictatoriaux » accordés aux dirigeants est directement reliée au décret allouant tous les pouvoirs à un certain nombre d'individus afin de réorganiser les chemins de fer devenus complètement inefficaces. Mais elle se posera aussi pour l'ensemble des grandes entreprises où il faut introduire les conquêtes techniques mises au point avec le système Taylor: « analyse des mouvements mécaniques dans le travail, suppression des mouvements superflus et malhabiles, élaboration de méthodes de travail plus rationnelles, introduction de meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, salaire aux pièces, etc. » ².

Lénine ne laissera cependant pas tomber la nécessité d'éduquer les masses à l'exercice du contrôle. A ce niveau, les « meetings » peuvent être un des lieux où les ouvriers s'éduquent politiquement et apprennent à s'organiser eux-mêmes. Il faut apprendre, dit Lénine, à unir la démocratie des « meetings ». à la discipline du travail :

« Il nous faut apprendre à conjuguer l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline *de fer* pendant le travail, avec la soumission *absolue* pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique. » ³

Il insistera encore, comme dans *l'État et la Révolution*, sur la nécessité d'apprendre l'art de gouverner à toute la population. Des dirigeants d'industries ont des pouvoirs illimités au niveau de l'exécution, mais les décisions dépendent du syndicat des entreprises ou du conseil des Soviets. Ce pouvoir illimité peut toutefois entraîner une certaine bureaucratisation: il faut donc essayer de l'enrayer en cherchant à multiplier les contrôles par en bas:

« Plus nous devons nous affirmer résolument aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle dans telles *branches du travail*, dans tel exercice de fonctions de *pure exécution*, et plus doivent être variés les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme. » ⁴

Lénine est très lucide quant aux circonstances qui ont entraîné, ce pas en arrière par rapport aux principes de la démocratie socialiste: la guerre avec l'Allemagne, la guerre civile menée par les classes dépossédées, le caractère arriéré du pays, la

¹ Id., p. 279.

² Id., p. 268 et « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », T. 27, 30 avril -mai 1918, p. 329.

³ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », T. 27, mars-avril 1918, pp. 281-282.

⁴ Id., p. 285.

prédominance des petits propriétaires paysans sur le prolétariat, etc.¹. Il espère pourtant encore pouvoir plus ou moins rapidement revenir à ces principes.

Mais le 29 avril 1918, à la séance du Comité exécutif central de Russie, la position de Lénine marquera un autre pas en arrière. Il propose comme modèle à imiter, le capitalisme d'État allemand. L'Allemagne - tout en étant une des sociétés les plus industrialisées du monde - était régie par l'État le plus bureaucratisé de l'Europe. Instaurer le capitalisme d'État, c'était encore régresser par rapport à l'idéal de la démocratie socialiste:

« Quant à nous, il nous faut dire aux ouvriers: oui, c'est un pas en arrière, mais il doit nous aider à trouver un moyen. »²

Quelle est la conséquence de tous ces pas en arrière du point de vue de la conception de l'État? La forme, la structure de l'État (c'est-à-dire le fait que l'appareil d'État soit fondu avec le peuple) devient une question subsidiaire. Ce qui compte c'est uniquement le contenu de classe de l'État. Le capitalisme d'État, pourvu qu'il soit appuyé sur le prolétariat, permet d'obtenir toutes les conditions qui donnent le socialisme. La structure de l'État ne joue plus aucun rôle à ce niveau. La coupure avec *l'État et la Révolution* est ici radicale:

« Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'État. Tout le monde sait quel est cet exemple: l'Allemagne. Nous trouvons dans ce pays le « dernier mot » de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique *au service de l'impérialisme des bourgeois et des junkers*. Supprimons les mots soulignés, remplacez l'État militaire, l'État des junkers, l'État bourgeois et impérialiste, par un *autre État*, mais un État de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'État *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez *tout* l'ensemble de conditions qui donne le socialisme »³

Tant que la révolution n'aura pas éclaté en Allemagne, ce capitalisme d'État sera nécessaire. Il faudra même utiliser des moyens barbares pour vaincre la barbarie de la Russie:

« Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1er pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. »⁴

Si la révolution éclatait en Allemagne, elle permettrait de vaincre l'isolement du prolétariat russe par rapport aux grandes masses paysannes. Car ce sont les petits

¹ Id., pp. 257, 278 et 286.

² « Séance du Comité exécutif central de Russie », T. 27, 29 avril 1918, p. 313.

³ « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises », T. 27, 9-11 mai 1918, pp. 354-355.

⁴ Id., pp. 355-356.

propriétaires - surtout paysans - qui constituent l'ennemi principal du passage du capitalisme au socialisme:

« Si nous pouvions en Russie réaliser sous peu un capitalisme d'État, ce serait une victoire. Comment peuvent-ils ne pas voir que le petit propriétaire, le petit capital, est notre ennemi? Comment peuvent-ils voir dans le capitalisme d'État notre principal ennemi? Dans le passage du capitalisme au socialisme, ils ne doivent pas oublier que notre ennemi principal, c'est la petite-bourgeoisie avec ses habitudes, ses coutumes, sa situation économique. »¹

Si le petit producteur agricole constitue cet ennemi, c'est qu'il forme la majorité de la population et s'oppose à tout contrôle par l'État (par exemple, le monopole du blé, le ravitaillement forcé):

« Il est évident que, dans un pays de petits paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine et ne peut pas manquer de dominer; la majorité, l'immense majorité des agriculteurs sont de petits producteurs (...) La petite-bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'État, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'État ou d'un socialisme d'État. »²

Lénine ne préconisera cependant pas une politique unique face à tous les paysans. Il les distingue en paysans pauvres, paysans moyens et koulacs. Les premiers constituent, selon lui, près de 10 millions de personnes, c'est-à-dire l'immense majorité de la classe paysanne³. Ceux-ci, particulièrement affectés par les charges de la guerre, ne possèdent pas de surplus de blé, et ils doivent souvent vendre leur force de travail aux koulacs. Il faut donc tenter d'établir avec eux une alliance étroite, en jouant sur l'hostilité qu'ils manifestent pour les koulacs. Les paysans riches, les koulacs, constituent environ deux millions de personnes. Ce sont eux qui spéculent sur le blé. Sur eux, il faut exercer une répression impitoyable et leur imposer de façon radicale la politique de ravitaillement. Entre ces deux groupes de paysans se trouve environ deux millions de paysans moyens. Il faut essayer d'obtenir leur neutralité par une politique de concessions. Les paysans moyens donnaient surtout leur appui aux socialistes-révolutionnaires de gauche⁴. Or, en juillet 1918, ceux-ci déclenchèrent une insurrection contre les bolchéviks. Ils furent mis hors la loi et sévèrement réprimés - Deutscher emploie l'expression de « terreur rouge » pour désigner cette répression. Il fut alors d'autant plus difficile d'obtenir la « neutralité » des paysans moyens par une politique de concessions. Deutscher montre d'ailleurs que la répression touchait fréquemment les paysans moyens et que ceux-ci durent souvent se soumettre, comme les koulacs, au ravitaillement forcé. De plus, l'organisation des paysans pauvres sous la direction du prolétariat fut un objectif que le Parti ne put que très partiellement atteindre. Le problème demeura à peu près entier durant toute la vie de Lénine.

Le parti menchévique avait été mis hors la loi durant la période la plus difficile de la guerre civile, en 1918. En novembre de la même année, Lénine accepte de le reconnaître légalement car la situation internationale a changé: la faillite de l'impé-

¹ « Séance du Comité exécutif central de Russie », T. 27, 29 avril 1918, p. 304.

² « Sur l'infantilisme à gauche » et les idées petites-bourgeoises », T. 27, 9-11 mai 1918, p. 351.

³ « Camarades ouvriers! Marchons au dernier combat, au combat décisif ! », T. 28, août 1918, pp. 51-52.

⁴ « Lettre aux ouvriers d'Eletz », T. 28, 6 août 1918, p. 45.

rialisme allemand, la désagrégation de l'impérialisme anglo-américain, l'annulation du traité de Brest-Litovsk et la révolution en Allemagne permettent ce qui était impossible il y a quelques mois: accorder la légalité au Parti menchévique. Par cette reconnaissance, Lénine entrevoit la possibilité d'obtenir plus facilement la neutralité de certaines couches petites-bourgeoises sur lesquelles ce parti exerce son hégémonie. Il prévoit même accorder cette reconnaissance aux socialistes révolutionnaires de gauche, si ceux-ci acceptent de prendre une position claire pour le pouvoir des Soviets et contre les gardes blancs et leurs alliés internationaux ¹ Mais cette reconnaissance fut de courte durée: après l'écrasement de la révolution allemande, ils furent de nouveau condamnés à l'illégalité. Le Parti bolchévique devient alors définitivement le seul parti légal en Russie.

Dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine fera le bilan de l'État qui s'est peu à peu constitué en Russie et le justifiera théoriquement. Nous en retiendrons certains points fondamentaux, sans reprendre ce qui a été dit sur l'évolution des positions de Lénine depuis « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ».

Lénine reconnaît que Marx, dans les années 70, considérait comme une possibilité exceptionnelle le passage pacifique de l'Angleterre et des États-Unis au socialisme, ces pays n'étant pas alors bureaucratisés et militarisés. Mais l'impérialisme a entraîné la militarisation et la bureaucratisation de tous les pays capitalistes. Le passage au socialisme ne peut se faire maintenant que par la violence révolutionnaire ². Car si dans les périodes d'accalmie, la classe dominante semble respecter les lois qu'elle a elle-même forgées, dans les périodes d'agitation, elle subordonne ses propres lois à la violence. La dictature d'une classe n'est plus seulement oppression d'une autre classe, mais - et Lénine insiste sur ce point - violence qu'aucune loi ne limite:

« La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi. La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. » ³

De même, il insistera sur le *contenu* de classe de la violence, et non plus sur la *structure* par laquelle cette violence s'incarne. *L'État et la Révolution*, qui insistait sur le fait que l'État socialiste se caractérisait par la fusion de l'appareil gouvernemental avec le peuple, semble très loin en arrière. Seul s'impose maintenant le fait que l'État socialiste soit un État dominé par le prolétariat.

Lénine reprochera même à Kautsky de poser les problèmes en termes de majorité et de minorité. Les exploités, même s'ils forment une minorité, demeurent plus forts que les exploités lorsque la révolution est limitée à un seul pays, car ils possèdent - ce que n'ont pas les exploités - l'argent, des habitudes d'organisation et d'administration, une instruction poussée, une grande expérience de l'art militaire et des relations internationales. Le problème ne doit donc pas se poser -comme Lénine le faisait lui-

¹ Sur ce sujet, voir: « Réunion des militants du Parti de Moscou », T. 28, 27 novembre 1918, pp. 206-232.

² « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », T. 28, 9 octobre 1918, p. 106, et le livre qui porte le même titre que l'article, T. 28, octobre-novembre 1918, pp. 246-247.

³ *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*,. T. 28, 9 octobre 1918, p. 244.

même dans *L'État et la Révolution* - en termes de majorité et de minorité, mais en termes de rapports de force entre une minorité d'exploiteurs extrêmement forte et une majorité d'opprimés « inculte, craintive, ignorante et divisée »¹. Et ce, d'autant plus que cette minorité d'exploiteurs peut profiter des hésitations de la grande masse des petits producteurs qui constituent, en Russie, la majorité:

« Et derrière les capitalistes exploiters, c'est la grande masse de la petite-bourgeoisie qui - des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi - hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... tout comme nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires. »²

Quant aux rapports avec les paysans, Lénine ne répondra pas directement aux arguments de Kautsky qui affirmait que les paysans ont intérêt à faire augmenter le prix de leurs produits et à faire diminuer le salaire des ouvriers des villes et que jamais on ne pourrait les convaincre, par des moyens pacifiques, de passer à la propriété collective. A ce sujet, il distinguera à nouveau cependant la révolution bourgeoise où le prolétariat obtient l'appui de toute la paysannerie contre les propriétaires fonciers, de la révolution socialiste où il cherche à s'unir avec les paysans pauvres, à neutraliser les paysans moyens et à réprimer les koulacs. Lénine dira aussi que l'État prolétarien possède les industries qui peuvent fournir les marchandises, dont les paysans ont besoin, en échange des produits agricoles. Les arguments de Kautsky conduisaient à dire que le prolétariat ne pourrait continuer à diriger sans opprimer les grandes masses paysannes. Lénine refusait ce principe³, et avec raison, si on tient compte de l'expérience de la révolution chinoise.

Qui est-ce qui gouverne? Dans *L'État et la Révolution*, Lénine disait que, dans l'État socialiste, c'est le prolétariat qui gouvernerait⁴ Kautsky fait remarquer que, si une classe *domine* l'État, c'est un parti qui *gouverne*. Pour réfuter cet argument du « renégat Kautsky », Lénine donnera comme exemple les seigneurs qui dominaient et gouvernaient durant le Moyen-Age. La réponse de Lénine est faible. D'une part, les seigneurs terriens étaient une classe qui ne pouvait qu'être très restreinte de par ses fondements économiques tandis que le prolétariat est, du moins potentiellement, une classe appelée à devenir majoritaire de par l'évolution économique. D'autre part, les seigneurs terriens constituaient la classe instruite du Moyen-Age, tandis que le prolétariat russe est, selon Lénine lui-même, ignorant et inexpérimenté⁵.

Lénine fera aussi remarquer que la restriction au droit électoral n'est pas un aspect nécessaire de la dictature. Il dépend des conditions particulières de chaque révolution, quoiqu'après la guerre et l'expérience de la révolution russe, les autres révolutions prolétariennes chercheront vraisemblablement, elles aussi, à restreindre ce droit⁶.

¹ Id., pp. 261-262.

² Id., p. 263.

³ Sur ce sujet voir, entre autres, les pages suivantes du même livre: 305, 307, 310 et 325.

⁴ *L'État et la Révolution*, opus cité, p. 529.

⁵ *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*,. Opus cité, pp. 249-250.

⁶ Id., pp. 264-265.

Si *L'État et la Révolution* définissait l'État socialiste par sa *structure* et son contenu, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* cherche donc à le définir uniquement par son *contenu* de classe et à justifier la violence qu'il doit employer.

La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky était achevé depuis cinq mois lorsque le 22 février 1919, en pleine période de guerre civile, le journal menchévik est interdit parce qu'il avait publié un article sur le mot d'ordre « à bas la guerre civile » et parce qu'il ne soutenait pas fermement la défense du pouvoir des Soviets ¹. Lénine dira que la presse a été enlevée aux capitalistes pour défendre le prolétariat et qu'elle doit être entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte contre le capital ². Il assumera aussi le fait que la Russie est sous la direction d'un parti unique:

« Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons:

« Dictature d'un seul parti, oui! »
Telle est notre position... » ³

Il refuse que des partis puissent prendre une position de neutralité durant la guerre civile; tous les travailleurs doivent aider efficacement à combattre les gardes blancs:

« En ce qui concerne les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, la ligne du parti, dans la situation actuelle, est la suivante: la prison pour ceux qui aident Koltchak, consciemment ou non. Nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans notre République des travailleurs, des hommes qui ne nous aident pas de façon efficace à combattre Koltchak. » ⁴

Il emploiera la formule, qui sera si souvent utilisée par la suite:

« Quiconque n'est pas avec nous est contre nous. » ⁵

D'ailleurs, vers la fin de la guerre civile, lorsqu'il s'agira de réorganiser l'économie, il emploiera de nouveau cette formule.

Mais la continuation de la guerre civile aggrave le problème posé par la paysannerie. La désorganisation de l'économie empêche les Soviets de fournir des marchandises en échange des produits agricoles. Il faut donc emmener le paysan à fournir du blé aux ouvriers en échange d'une monnaie qu'il ne peut, de toute façon, utiliser. Lénine admettra que le paysan moyen possède lui aussi des surplus de blé: la

¹ « Sur l'interdiction du journal menchévik qui sape la défense du pays », T. 28, 22 février 1919, pp. 469-470.

² « Discours prononcé au 1er Congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie », T. 29, 31 juillet 1919, pp. 539-540.

³ Id., p. 540.

⁴ « Session plénière du Conseil central des syndicats de Russie », T. 29, le 11 avril 1919, p. 296.

⁵ Id., p. 297.

politique de réquisition doit donc aussi lui être appliquée ¹. Ce qui entraînera inévitablement les paysans moyens du côté des koulacs, contre la dictature du prolétariat. D'ailleurs, la Constitution soviétique reconnaissait l'ambiguïté de la classe paysanne en lui attribuant une représentation proportionnellement moindre que celle accordée aux ouvriers. La justice, dit Lénine, doit être subordonnée aux intérêts de la lutte contre le capital:

« La voix de plusieurs paysans compte autant que celle d'un seul ouvrier. Est-ce que cela est injuste? Non, c'est juste pour une époque où il faut renverser le capital (...) Pour nous, la justice est subordonnée aux intérêts du renversement du capital. Renverser le capital autrement que par les efforts conjugués du prolétariat est impossible. » ²

Le prolétariat doit être prêt à écraser toutes les tentatives de toutes les classes - y compris la paysannerie, s'il y a lieu - qui veulent revenir au capitalisme:

« Le prolétariat prend le pouvoir, devient la classe *dominante*, brise le parlementarisme bourgeois et la démocratie bourgeoise, écrase la bourgeoisie, écrase toutes les tentatives de toutes les autres classes pour revenir au capitalisme... » ³

Et dans le cadre d'une guerre civile qui divise le peuple, il est impossible, comme Lénine lui-même le désirait dans *L'État et la Révolution*, d'armer tout le peuple:

« On nous parle ensuite d'armer tout le peuple, rabâchant ainsi le mot d'ordre éculé de la démocratie bourgeoise, alors que la lutte de classe la plus décisive bouillonne au sein de ce peuple. » ⁴

On sait pourtant que dans *L'État et la Révolution*, c'est l'armement des masses qui distinguait précisément L'État socialiste de la démocratie bourgeoise. Cette soumission à la conjoncture n'empêche toutefois pas Lénine de reprendre sa même division entre paysans pauvres, moyens et riches (koulacs) avec ses mêmes mots d'ordre tactiques. Mais il subdivisera la paysannerie pauvre en prolétariat agricole, en paysans parcellaires (ceux qui exploitent leur propre lopin de terre tout en travaillant à salaire pour des koulacs) et en petite paysannerie (celle dont les produits ne couvrent que les besoins de leurs familles), reconnaissant également chez cette dernière les hésitations propres à la petite-bourgeoisie ⁵. Cependant, il devra admettre, vers la fin de la guerre civile, que l'hostilité des paysans contre le pouvoir des Soviets est grande:

¹ « Discours au 1er Congrès constitutif du syndicat des mineurs de Russie », T. 30, 1-6 avril 1920, p. 511.

² « 1er Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie », T. 29, 6-19 mai 1919, p. 373.

³ « Les tâches de la IIIe Internationale », T. 29, 14 juillet 1919, p. 517.

⁴ « Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie », T. 31, 23 décembre 1920, p. 542.

⁵ « Première ébauche des thèses sur la question agraire », T. 31, juin 1920, pp. 153-166.

« La majorité des paysans souffre trop de la famine, du froid et des impositions excessives (...) C'est pour cela que la plupart des orateurs s'en sont pris, directement ou indirectement, au pouvoir central. »¹

A la fin de la guerre civile, la désorganisation de l'économie, la pénurie des produits agricoles et les souffrances endurées durant la guerre avaient entraîné chez les masses - non seulement paysannes, mais aussi ouvrières - une très grande insatisfaction envers le pouvoir des bolcheviks. Cette insatisfaction conduisit à la révolte de Cronstadt que les bolchéviks durent réprimer dans le sang. Les insurgés demandaient, entre autres, la fin de la dictature bolchévique et le retour au fonctionnement normal des Soviets. Les délégués au Congrès des Soviets étaient élus sur la base de la représentation proportionnelle des partis dans chaque soviet local. Les partis non bolchéviks ayant été exclus, la démocratie dans les Soviets perdait sa signification première. Les bolcheviks ne pouvaient obtempérer aux désirs des insurgés sans perdre leur pouvoir, tant l'insatisfaction des masses était grande. Mais cette insurrection entraîna le parti bolchevik à faire des concessions économiques à la paysannerie et à la petite-bourgeoisie (la Nouvelle Politique Économique, la NEP) tout en durcissant ses positions au niveau politique (interdiction des fractions au sein du parti unique).

Au sujet de la NEP, Lénine utilisera de nouveau l'expression « capitalisme d'État » :

« Le capitalisme d'État est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'État est rattaché à l'État, mais L'État, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. »²

Le capitalisme d'État n'est donc plus pris dans le même sens qu'antérieurement. En 1918, l'expression « capitalisme d'État », même si elle pouvait signifier concessions aux coopératives bourgeoises - concessions qui furent d'ailleurs supprimées vers la fin de cette même année³ - indiquait surtout la nécessité de prendre comme modèle le système bureaucratique de L'État capitaliste allemand. Ici, l'expression n'a qu'une signification économique.

Au Congrès du Parti, les revendications démocratiques portées par les insurgés de Cronstadt trouvèrent un certain écho au sein même du Parti bolchevik. L'« opposition ouvrière », critiquant la bureaucratisation de L'État, demanda que tout le pouvoir économique soit remis aux syndicats. Jusqu'ici, si l'exécution relevait d'individus nommés par le Parti, la décision dans l'entreprise relevait d'une direction collégiale élue par les ouvriers, direction soumise au Conseil des Soviets. Or Lénine critiquera et la tendance de l'« opposition », et la tendance inverse, celle de Trotsky, qui préconisait l'« étatisation des syndicats ». Contre l'opposition ouvrière, il fera remarquer que si les syndicats, groupant les ouvriers d'industries, sont une organisation de la classe dominante, ils ne peuvent, pour cela, aspirer à diriger l'économie du pays, car ce serait donner aux ouvriers « sans parti », c'est-à-dire aux ouvriers les moins conscients, l'hégémonie sur les ouvriers politisés réunis au sein du Parti bolchévique.

¹ « Discours de clôture à la Conférence des Présidents des Comités exécutifs de districts, cantons et villages de la province de Moscou », T. 31, 15 octobre 1920, p. 347.

² « Xle Congrès du P.C. (b) R. », T. 33, 27 mars -2 avril 1922, p. 283.

³ « Discours au Me Congrès des coopératives ouvrières », T. 28, 9 décembre 1918, pp. 340 à 349.

C'est au Parti de diriger l'économie et c'est lui qui désignera les dirigeants de l'industrie. Contre Trotsky, il dira que le rôle des syndicats est d'éduquer et d'instruire le prolétariat, de l'élever au niveau de conscience des militants du Parti: c'est une école de formation, et non un organisme d'État - c'est-à-dire coercitif - dont relèverait la direction de l'économie ¹. Il lui fera aussi remarquer que L'État soviétique est un État ouvrier qui présente une déformation bureaucratique:

« Un État ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un État ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un État ouvrier avec une déformation bureaucratique. » ²

Les syndicats doivent donc non seulement défendre l'État ouvrier contre les capitalistes, mais ils doivent aussi défendre les ouvriers eux-mêmes contre cet État bureaucratifié. Ils doivent donc être relativement autonomes par rapport à L'État, et non devenir un de ses organes

« Notre État est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur État, et pour que les ouvriers défendent notre État. » ³

Lénine ne s'est jamais caché la déformation bureaucratique de L'État russe. Il en dénichera les causes dans la prédominance sociale de la paysannerie, le manque de culture des masses populaires et le sous-développement économique du pays:

« C'est l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence d'échanges entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison, d'action réciproque entre elles. » ⁴

Et il cherchera à combattre cette bureaucratification. Il mettra sur pied à cet effet l'« Inspection ouvrière et paysanne » qui a pour fonction de « faire participer successivement toute la masse des travailleurs, hommes et surtout femmes » ⁵ à la lutte contre le bureaucratisme. Et en novembre 1920, Lénine revient encore sur ce problème:

« Le niveau culturel des paysans et de la masse ouvrière ne correspondant pas à cette tâche, et nous-mêmes nous étant habitués, à 99%, aux tâches militaires et politiques, il en est résulté une renaissance du bureaucratisme. Tout le monde le reconnaît. La tâche du pouvoir des Soviets est de détruire totalement l'ancien appareil d'État, comme nous l'avons aboli en

¹ Sur ce sujet, voir: « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », 30 décembre 1920 et « La crise du Parti », 19 janvier 1921, T. 32, pp. 11-47.

² « La crise du Parti », opus cité, p. 41.

³ « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », opus cité, p. 17.

⁴ « L'impôt en nature », T. 32, 21 avril 1921, p. 374.

⁵ « Remarques et addition concernant les projets de *Règlement sur l'Inspection ouvrière et paysanne* », T. 30, 24 janvier 1920, p. 310.

Octobre, et de transmettre le pouvoir aux Soviets (...) Si nous voulons combattre le bureaucratisme, nous devons faire appel aux travailleurs de la base. »¹

Mais l'« inspection ouvrière et paysanne » se révéla inefficace dans la lutte contre la bureaucratisation:

« Le Commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles, on ne peut rien exiger de ce-Commissariat. »²

Lénine suggère donc de réduire le nombre d'employés de cette Institution à 300 ou 400 employés triés sur le volet par leurs qualifications, et à qui on attribuera des appointements élevés³. On a donc la situation qui aurait été jugée paradoxale dans *L'État et la Révolution* où une organisation de bureaucrates - par leurs salaires - doit lutter contre la bureaucratisation. L'appareil d'État russe correspond de moins en moins à ce qu'avait espéré Lénine. Et dans ce qui fut appelé son « testament », critiquant la brutalité de Staline dans la question géorgienne, Lénine y définira l'appareil de l'État russe de la façon suivante:

« Nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des autres pays et alors que prédominaient les « préoccupations » militaires et la lutte contre la famine. »⁴

Les derniers mois de sa vie active marquent précisément cette volonté de s'attaquer - après la fin de la guerre civile et un certain rétablissement de l'économie - à l'hydre bureaucratique. Sa maladie puis sa mort l'en empêcheront.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

L'élaboration de la conception de l'État chez Lénine se distingue donc clairement en trois périodes: la Révolution de 1905 où les Soviets sont perçus presque uniquement comme organes de luttes économique-politiques, comme organes d'insurrection; les années 1917-1918 où les Soviets sont posés, tant par leur contenu que par leur structure, comme un nouveau type d'État; de 1918 à 1924, où l'État soviétique se transforme en *structure* d'État capitaliste tout en maintenant un *contenu* de classe

¹ « Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du Parti », T. 31, 21 novembre 1920, pp. 437-442.

² « Mieux vaut moins, mais mieux », T. 33, 2 mars 1923, p. 504.

³ « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne », T. 33, 23 janvier 1923, pp. 495-500.

⁴ « La question des nationalités ou de l'autonomie », T. 36, 30 décembre 1922, p. 619.

prolétarien. Lénine, avant, et souvent mieux que les analystes de la Russie, avait bien perçu les causes fondamentales de cette bureaucratisation de l'État soviétique : isolement international de la Révolution russe; interventions armées des pays étrangers; guerre civile; sous-développement économique et culturel de la Russie; prédominance sociale de la paysannerie, etc. Mais malgré cette lucidité, nous pouvons nous demander si certaines de ses positions n'ont pas aidé cette bureaucratisation, positions dont quelques-unes recouvrent l'ensemble des périodes et d'autres marquent la période de bureaucratisation proprement dite.

Lénine définit l'État uniquement comme pouvoir de coercition. Or Gramsci¹ montre que l'État a pour fonction d'assurer la cohésion sociale, soit par la coercition soit par l'hégémonie. Celle-ci signifie, entre autres, que la classe dominante est prête à faire, par l'intermédiaire de l'État, des concessions économiques aux classes dominées pourvu que ces concessions ne remettent pas en cause les intérêts économiques fondamentaux de la classe dominante et dans la mesure où elles permettent d'asseoir plus solidement la domination politique de cette même classe. Lénine définit l'État exclusivement par la coercition pour s'opposer aux opportunistes qui attribuaient à l'État le rôle de concilier les classes. Or ce que ni Lénine ni d'ailleurs les opportunistes ne comprennent, c'est que cette fonction de cohésion sociale de « conciliation » de classes ne signifie pas que l'État puisse concilier les intérêts économiques fondamentaux de la bourgeoisie et du prolétariat et n'empêche pas la domination économique et politique de celui-ci par celle-là. Au contraire, cette fonction d'hégémonie aide le renforcement du pouvoir d'état de la classe dominante en lui permettant, dans certaines conjonctures, d'économiser l'emploi de la répression. Mais Lénine ignore le concept d'hégémonie et c'est sans doute pour cette raison que, de 1917 à sa mort, on retrouve continuellement dans ses écrits les deux expressions « dictature du prolétariat » et « dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre », pour désigner l'État russe, même si la première expression est plus souvent utilisée que la seconde. Car seul le concept d'hégémonie peut exprimer adéquatement ce fait, que l'État soviétique est l'État d'une classe, le prolétariat, et qu'il est en même temps apte à diriger, et non nécessairement à dominer par la coercition, la paysannerie pauvre, les intérêts fondamentaux de celle-ci n'étant pas essentiellement contradictoires avec ceux du prolétariat, ce qui n'est évidemment pas le cas entre la bourgeoisie et le prolétariat. Lénine, n'ayant pas le concept d'hégémonie, insistera plus dans ses écrits sur l'aspect « coercitif » de l'État. Lorsque dans *L'État et la Révolution*, il dit que l'État prolétarien doit *dominer* la bourgeoisie, *organiser* un nouveau régime économique et *diriger* la paysannerie, Lénine indique la réalité de la fonction hégémonique de l'État, sans en formuler le concept: l'organisation économique relevant de la coercition et de l'hégémonie, et la direction, de la fonction hégémonique de l'État. D'ailleurs, toute la tactique de Lénine cherchant à neutraliser la paysannerie moyenne et à réaliser une alliance avec la paysannerie pauvre, relève de cette fonction hégémonique de l'État. La NEP, encore plus clairement, aura pour fonction de rétablir les échanges économiques entre la ville et la campagne et d'obtenir l'appui de la petite-bourgeoisie paysanne et commerciale, en lui faisant d'importantes concessions économiques.

Mais la paysannerie présente un problème énorme pour la Révolution russe, Lénine le voit bien. La NEP échouera d'ailleurs dans son objectif de concilier les intérêts de la paysannerie avec les objectifs économiques du prolétariat. D'une part,

¹ Voir le chapitre 8 de *La pensée de Gramsci* que nous avons publié conjointement aux éd. Anthropos (France) et aux éd. parti pris (Québec).

elle permettra si bien à la paysannerie de s'enrichir que si Lénine, en 1922, disait que les paysans pauvres constituaient la majorité de la paysannerie, Deutscher dira qu'en 1929 ce sont les paysans moyens qui forment cette majorité ¹. Ceux-ci, peu à peu, s'allieront aux koulacs pour exiger la hausse du prix des produits agricoles par rapport à celui des produits manufacturés. Quoiqu'elle eût pu être entreprise plus tôt par étapes, et donc de façon moins brutale, Staline n'eut pas le choix d'introduire la révolution agraire pour industrialiser le pays. Vers les années 28-29, l'État ouvrier ne pouvait plus se maintenir par des concessions économiques aux paysans: l'arme coercitive de l'État se substitua alors à l'arme hégémonique. Le problème aurait été différent si la révolution prolétarienne avait pu s'imposer en Allemagne; elle aurait alors permis de desserrer l'encerclement du prolétariat russe par la majorité paysanne et aurait fourni le capital nécessaire pour industrialiser la Russie. Mais sans aide internationale, l'État soviétique a été condamné à contraindre la paysannerie russe à fournir le capital nécessaire à l'industrialisation, même si cette ponction du capital de la paysannerie aurait pu être moins forte. *L'État et la Révolution*, on le sait, avait été écrit dans le contexte d'une révolution internationale où le prolétariat des pays avancés de l'Occident aurait aidé le prolétariat russe à vaincre son sous-développement économique, social et culturel.

Une autre critique que l'on peut faire à Lénine est la confusion que l'on trouve dans ses écrits entre classe, parti et individus. Il fait souvent l'équation suivante: dictature de la classe ouvrière - dictature du parti bolchévique, et il dira, parlant des spécialistes, qu'il n'y a aucune contradiction entre la dictature des masses et la dictature d'individus. Cela peut être exact au niveau du *contenu* de classe, porté par le Parti ou par des individus. Mais c'est radicalement aberrant au niveau de la *structure* du pouvoir car cette équation masque précisément le problème du contrôle de la base sur le sommet. Et on sait que si un Parti ou des individus - non contrôlés par la base - peuvent au début défendre les intérêts objectifs de la classe qu'ils représentent, ils seront de plus en plus portés, au fil des années, à défendre leurs propres intérêts corporatistes lorsque ceux-ci s'opposeront aux intérêts de la classe représentée.

Lénine est victime de la même confusion au niveau du gouvernement. Il dira tour à tour que le Parti gouverne et que la classe ouvrière gouverne - comme si ces deux sujets étaient identiques. Cette confusion recouvre d'un même voile idéologique et la « structure » du pouvoir et celle des intérêts corporatistes des dirigeants par rapport aux intérêts des dirigés.

La séparation, introduite dans *L'État et la Révolution*, entre fonctionnaires et spécialistes est également extrêmement faible. Le travail des fonctionnaires - surtout si l'État contrôle l'économie - ne peut se limiter à l'utilisation des quatre règles d'arithmétique. Cette fausse distinction masque le réel écart existant entre les intellectuels - fonctionnaires de l'État ou spécialistes de l'industrie - et la classe ouvrière: elle recouvre d'un voile idéologique le réel problème du contrôle de la classe ouvrière sur ceux qui possèdent le savoir. Aussi est-il normal que l'autorité absolue donnée aux spécialistes d'industries s'étende peu à peu, dans la pratique, aux fonctionnaires de l'État.

¹ Deutscher répartit les 25 millions de paysans des années 29 de la façon suivante: 5 à 8 millions de pauvres; 15 à 18 millions de paysans moyens et 1.5 à 2 millions de koulacs. *Staline*, Gallimard, coll. Livre de Poche, p. 394.

Cette autorité absolue accordée aux spécialistes rejoint la distinction qu'établit Lénine entre le caractère formateur de la discipline imposée par le développement technique des entreprises capitalistes et l'utilisation de cette discipline, pour des objectifs d'exploitation, par la bourgeoisie

« C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). »¹

Cette distinction le conduira à proposer le système Taylor comme modèle, tout en disant que l'utilisation du taylorisme ne servira pas des objectifs bourgeois, c'est-à-dire ne servira pas à extorquer de la plus-value des ouvriers. Malheureusement, la discipline, exigée par le taylorisme, exige aussi des « disciplinateurs », c'est-à-dire des dirigeants industriels, des spécialistes, dont l'autorité sera plus ou moins absolue. Trotsky, dans *Nos tâches politiques*², prendra un malin plaisir à contredire Lénine, en citant des extraits du *Capital* où Marx indique le processus de « dépersonnalisation » qu'entraîne le fonctionnement technique des grandes entreprises. Et, durant la vie de Marx, le capitalisme n'avait pas poussé le raffinement technique jusqu'au taylorisme.

Ajoutons en terminant que Lénine sera porté à justifier théoriquement l'État russe bureaucraté, en insistant sur son *contenu* et en minimisant sa *structure*. Cela est manifeste, entre autres, dans son ouvrage très connu: *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Il était sans doute normal que - dans une période de guerre civile exacerbée - Lénine soit porté à négliger les « pas en arrière » et à passer sous silence le caractère capitaliste de la structure de l'État. C'est avec la même intention qu'il s'opposera aux « discussions de principe », revenant continuellement à la formule: « toute dialectique est une dialectique concrète ». Mais cette insistance sur le *contenu* de classe de l'État par rapport à sa *structure* a eu sur le mouvement ouvrier des conséquences théoriques et pratiques considérables. Et Luxembourg a sans doute raison lorsqu'elle écrit:

« On peut comprendre tout ce qui se passe en Russie; c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets qui a pour point de départ et clef de voûte, la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait réclamer l'impossible de Lénine et de ses amis que de leur demander encore dans de telles conditions de créer, comme par magie, la plus belle des démocraties, la plus exemplaire des dictatures du prolétariat, une économie socialiste florissante (...) Le danger commence là où, faisant de nécessité vertu, ils cherchent à fixer dans tous les points de la théorie, une tactique qui leur a été imposée par des conditions fatales et à la proposer au prolétariat international comme modèle de la tactique socialiste. »³

¹ Un pas en avant, deux pas en arrière, T. 7, p. 410.

² Éd. Pierre Belfond, pp. 138-141 et 155 et ss.

³ « La révolution russe », Oeuvres II, petite collection Maspéro, p. 89.

Bibliographie

Du chapitre III : L'État

[Retour à la table des matières](#)

- T. 9, 5 septembre 1905,
« A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans ».
- T. 10, 24 novembre. 1905,
Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers »
- T. 10, 23 novembre 1905,
« L'autocratie agonisante et les nouveaux organes du pouvoir populaire ».
- T. 10, 24 novembre 1905,
Socialisme ou anarchisme ».
- T. 10, 20 mars 1906,
« Plate-forme tactique pour le congrès d'unification du P.O.S.D.R. »
- T. 10, 24-28 mars 1906,
« La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier ».
- T. 23, 11 mars 1917,
« Lettres de loin, n° 3 ».
- T. 24, 4 avril 1917,
« Les tâches du prolétariat dans la présente révolution ».
- T. 24, 8-13 avril 1917,
« Lettres sur la tactique ».
- T. 24, 28 mai 1917,
« Les tâches du prolétariat dans notre révolution ».
- T. 24, 14-22 avril 1917,
« La conférence de Pétrograd-ville du P.O.S.D. (b) R., n° 1 ».
- T. 24, 16 avril 1917,
« Le congrès des députés paysans ».
- T. 24, 24-29 avril 1917,
« La septième conférence de Russie du P.O.S.D. (b) R. (Conférence d'Avril) ».
- T. 25, septembre 1917,

- « Des atteintes au principe démocratique dans les organisations de masse ».
T. 25, 3 septembre 1917,
« Projet de résolution sur la situation politique actuelle ».
T. 25, 10-14 septembre 1917,
« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ».
T. 25, 28 septembre 1917,
« Une des questions fondamentales de la révolution ».
T. 25, 28 septembre 1917,
« Comment assurer le succès de l'assemblée constituante ».
T. 25, août-septembre 1917,
L'État et la Révolution.
T. 26, 1er octobre 1917,
« Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir? ».
T. 26, 25-26 octobre 1917,
« Deuxième congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie ».
T. 26, 26-27 octobre 1917,
« Projet de règlement sur le contrôle ouvrier ».
T. 26, 29 octobre 1917,
« Réunion des représentants des régiments de la garnison de Pétrograd ».
T. 26, 4 novembre 1917,
« Projet de résolution sur la liberté de presse ».
T. 26, 4 novembre 1917,
« Séance du comité exécutif central de Russie ».
T. 26, 1er décembre 1917,
« L'alliance des ouvriers avec les paysans travailleurs et exploités ».
T. 26, 4 décembre 1917,
« Rapport sur la situation économique des ouvriers de Pérograd et sur les tâches de la classe ouvrière du soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd ».
T. 26, 11-12 décembre 1917,
« Thèses sur l'Assemblée constituante ».
T. 26, 13 décembre 1917,
« Discours prononcé au congrès extraordinaire des cheminots de Russie ».
T. 26, 24-27 décembre 1917,
« Comment organiser l'émulation? ».
T. 26, 3 janvier 1918,
« Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ».
T. 26, 6 janvier 1918,
« Projet de décret sur la dissolution de l'assemblée constituante ».
T. 26, 10-18 janvier 1918,
« Troisième Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie ».
T. 26, 14 janvier 1918,
« Conférence du Présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement ».
T. 27, 6-8 mars 1918,
« Septième congrès du P.C. (b) R., nos 9 et 18 ».
T. 27, mars-avril 1918,
« Les tâches immédiates du pouvoir des soviets ».
T. 27, 29 avril 1918,
« Séance du comité exécutif central de Russie, n° 1 ».
T. 27, 30 avril - 3 mai 1918,
« Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets ».

- T. 27, 9-11 mai 1918,
« Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises ».
- T. 27, 20 juin 1918,
« A propos des détachements de ravitaillement ».
- T. 28, 6 août 1918,
« Lettre aux ouvriers d'Eletz ».
- T. 28, août 1918,
« Camarades ouvriers! Marchons au dernier combat, au combat décisif ».
- T. 28, 9 octobre 1918,
« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».
- T. 28, 27 novembre 1918,
« Réunion des, militants du Parti de Moscou ».
- T. 28, octobre-novembre 1918,
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.
- T. 28, 9 décembre 1918,
« Discours au IIIe congrès des coopératives ouvrières ».
- T. 28, 25 décembre 1918,
« Discours prononcé au IIe congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie ».
- T. 28, 22 février 1919,
« Sur l'interdiction du journal menchévik qui sape la défense du pays ».
- T. 28, 8 mars 1919,
« Échange de notes avec J. Staline sur la question de la réorganisation du contrôle d'État ».
- T. 29, 6-19 mai 1919,
« 2er congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie ».
- T. 29, 11 juillet 1919,
« De L'État ».
- T. 29, 14 juillet 1919,
« Les tâches de la IIIe Internationale ».
- T. 29, 31 juillet 1919,
« Discours prononcé au 1er congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie ».
- T. 30, septembre-octobre 1919,
« De la dictature du prolétariat ».
- T. 30, 18 novembre 1919,
« Discours à la 1ère conférence de Russie sur le travail du Parti à la campagne ».
- T. 30, 24 janvier 1920,
« Remarque et addition concernant les projets de *règlement sur l'inspection ouvrière et paysanne* ».
- T. 30, 27 janvier 1920,
« Discours prononcé au IIe congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie ».
- T. 30, 2 février 1920,
« Rapport d'activité du comité exécutif central de Russie et du conseil des commissaires du peuple, à la première session du comité exécutif central (VIIe législature) ».
- T. 30, 1-6 avril 1920,
« Discours au 1er congrès constitutif du syndicat des mineurs de Russie ».
- T. 31, avril-mai 1920,
La maladie infantile du communisme « le gauchisme ».
- T. 31, juin 1920,
« Première ébauche des thèses sur la question agraire ».

- T. 31, 15 octobre 1920,
« Discours de clôture à la conférence des présidents des comités exécutifs des districts, cantons et villages, de la province de Moscou ».
- T. 31, 20 octobre 1920,
« Contribution à l'histoire de la question de la dictature ».
- T. 31, 21 novembre 1920,
« Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du parti ».
- T. 31, 23 décembre 1920,
« Le VIII^e congrès des soviets de Russie, n° 3 ».
- T. 32, 30 décembre 1920,
« Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky ».
- T. 32, 19 janvier 1921,
« La crise du parti ».
- T. 32, 21 avril 1921,
« L'impôt en nature ».
- T. 33, 27 mars 1922,
« XI^e congrès du P.C. (b) R., n° 2 ».
- T. 33, 20 mai 1922,
« De la *double* subordination et de la légalité ».
- T. 33, 31 octobre 1922,
« Discours prononcé à la VI^e session du C.E.C. de Russie ».
- T. 33, 23 janvier 1923,
« Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne? ».
- T. 33, 2 mars 1923,
« Mieux vaut moins, mais mieux ».
- T. 36, décembre 1922 - janvier 1923,
« Lettre au congrès ».

chapitre IV:

La question nationale

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons distinguer quatre étapes dans l'élaboration de la position léniniste sur la question nationale: 1- la première ébauche (1903); 2- l'explicitation de sa position (1913-1914); 3- la reformulation à la lumière de son analyse de l'impérialisme (1915-1916); 4- les modifications de sa position en fonction de l'expérience de la révolution russe (1917-1924).

La première ébauche (1903).

C'est en fait à la fin de 1902 que Lénine se penche, pour la première fois, sur la question nationale. Et, significativement, ses premiers mots sur le sujet sont des questions:

« Y a-t-il des ouvriers d'autres nationalités ou races? Travail mené parmi eux? Est-il organisé ou occasionnel? En quelle langue? Attitude envers les groupes social-démocrates travaillant dans le voisinage en d'autres langues? Une analyse exacte et détaillée de ces rapports est souhaitable. Y a-t-il des désaccords? A propos de la question de principe sur un programme nationaliste? A propos de la tactique? De l'organisation? Relations de collaboration à établir? Possibilité d'un *seul* organe du parti? La fédération est-elle souhaitable et de quel type ? » ¹

¹ « La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du Parti », T. 6, décembre 1902 - janvier 1903, p. 302.

C'est dans le cadre de la préparation du deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe (P.O.S.D.R.), en fait le véritable congrès de fondation, que Lénine se pose ces questions, car ce congrès doit prendre position sur deux importantes questions: l'oppression des différentes nationalités de l'Empire russe par le régime tsariste et la demande d'autonomie organisationnelle du parti Bund (parti regroupant la minorité juive).

Lénine reconnaît le droit à l'autodétermination pour chaque nation, c'est-à-dire le droit pour chaque nation de se séparer politiquement. Les révolutionnaires doivent donc lutter contre toute tentative d'influer de l'extérieur, par la violence, sur la libre détermination d'un peuple.

Mais reconnaître un droit et appuyer idéologiquement un peuple voulant utiliser concrètement ce droit, ce sont deux propositions essentiellement différentes. Le P.O.S.D.R. appuiera idéologiquement un mouvement séparatiste dans le *cas exceptionnel* où cela favorise la lutte du *prolétariat international*. Dans les autres cas - l'immense majorité - le parti luttera *idéologiquement* contre ce mouvement nationaliste.

Cette distinction entre la reconnaissance du *droit* à la séparation et l'appui actif à un mouvement séparatiste a souvent été mal comprise. Elle est cependant essentielle et fonde l'ensemble des variations de la pensée de Lénine sur la question nationale. Le droit à la séparation, sauf pour de rares exceptions, a un sens négatif. Négativement le parti a le devoir ¹ de lutter contre toute violence imposée à un peuple qui veut se séparer. Positivement, la tâche des révolutionnaires n'est pas d'appuyer inconditionnellement les luttes de libération nationale, mais de lutter pour l'autodétermination de chaque prolétariat face à sa bourgeoisie dans la perspective d'unir les prolétaires de toutes les nations. C'est dans ce sens que Lénine s'opposera à la formule de «révolution nationale». Cette formule masque l'existence des classes sociales et voile les conflits de classe qui iront en s'approfondissant dans le processus révolutionnaire. Cette formule cache ce qui est l'essentiel pour Lénine: la division organique entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, classe qui est le plus souvent porteuse de l'idéologie nationaliste.² De ce même point de vue, il diagnostiquera l'erreur de la Commune dans le fait que le prolétariat ait tenté de relier socialisme et patriotisme, le patriotisme étant un mot d'ordre bon pour la bourgeoisie³.

Pour renverser l'ennemi commun, le régime tsariste, les prolétaires des différentes nationalités russes doivent, selon Lénine, s'unir étroitement, tant au point de vue organisationnel qu'au point de vue du programme. C'est pourquoi le parti doit être centralisé, et non fédéré tel que le veut le Bund. Cependant, les ouvriers de chaque nation ont le droit d'utiliser leur propre langue dans la propagande et l'agitation du Parti. Ils peuvent aussi organiser des congrès, pourvu que les résolutions votées soient soumises au congrès national, seul juge du programme de l'ensemble du Parti.

Au niveau de l'État, le P.O.S.D.R. lutte pour une république démocratique reconnaissant l'égalité complète de chaque nationalité et le droit de chacune à l'usage de sa

¹ « A propos du manifeste de l' « Union des social-démocrates arméniens », T. 6, 1er février 1903, p. 335.

² « A propos de la révolution nationale », T. 12, 2 mai 1907, pp. 406-410.

³ « Les enseignements de la Commune », T. 13, 23 mars 1908, pp. 499-502.

langue. Le Parti combattra donc les discriminations de l'État tsariste à l'égard des minorités nationales. La république démocratique pour laquelle le Parti lutte est un État centralisé, non fédéré, non proudhonien.

On peut donc résumer ainsi les positions léninistes de cette première période:

1.- Droit des peuples à se séparer. Ce droit implique un *devoir négatif*. lutte contre toute classe dominante qui voudrait s'opposer *par la violence* à la volonté d'un peuple de s'autodéterminer. Ce droit est absolu: le parti doit lutter contre la violence de la classe dominante, même s'il juge erronée la volonté de séparation de la nationalité dominée.

2.- Le prolétariat appuiera idéologiquement un mouvement séparatiste dans le cas *exceptionnel* où celui-ci aiderait la lutte internationale du prolétariat. Donc, subordination de la lutte de libération nationale à la lutte de classe. Dans la majorité des cas, le Parti devra critiquer et s'opposer idéologiquement aux mouvements de libération nationale.

3.- Union des prolétaires de toutes les nationalités russes par un parti centralisé. La tâche *positive* du Parti est de travailler à l'autodétermination du prolétariat de chaque nationalité face à sa bourgeoisie. Le Parti reconnaît à chaque militant le droit à l'usage de sa langue dans les activités du parti.

4.- Lutte contre toutes les injustices nationales. Bataille pour un État centralisé - non fédéré - qui reconnaîtrait l'égalité en droit des différentes nationalités. Nous avons donc une homologie entre la structure du parti et celle désirée de l'État: toutes les deux sont centralisées en égard aux nationalités.

Dans la période subséquente, Lénine reprendra substantiellement les mêmes positions en les développant et en les expliquant.

L'explicitation (1913-1914).

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années précédant immédiatement la première guerre mondiale, le nationalisme, sous toutes ses formes, fait des ravages dans l'Empire russe: l'oppression « grand-russe » se durcit, les tendances nationalistes progressent au sein de la bourgeoisie libérale russe et gagnent les couches supérieures des nationalités opprimées. Au sein du P.O.S.D.R., le Bund, allié aux sociaux-démocrates caucasiens, essaie de modifier le programme du Parti sur la question nationale, en luttant pour l'adoption du mot d'ordre d' « autonomie nationale culturelle ». Face à ces poussées nationalistes, Lénine est amené - non pas à modifier sa problématique - mais à l'expliquer et à la justifier. Cette période nous donnera deux des textes les plus importants de Lénine sur la question nationale: *Notes critiques sur la question nationale* et *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.

Pourquoi le Parti doit-il préconiser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Au niveau des principes, parce que c'est un droit démocratique et que le prolétariat doit lutter pour la démocratie la plus large et la plus conséquente. Cette lutte pour la démocratisation la plus complète de l'État est une constante de la pensée de Lénine jusqu'en 1918 où, face aux difficultés soulevées par la Révolution, il en arrivera à remettre en question cette démocratisation, en distinguant « formes » et « contenu », « démocratie formelle » et « démocratie réelle ». Il va de soi que la lutte pour les droits démocratiques - y compris le droit à la séparation - est un des fondements de la lutte du prolétariat contre les classes dominantes. Le Parti doit manifester une hostilité sans réserve envers tout emploi de la violence utilisé par une nation dominante contre une nation désirant se donner un État distinct; la question de cette séparation doit être résolue, par la nation même qui veut se séparer, sur la base d'un scrutin universel, direct, égal et secret. Ce droit est si absolu que même une nation dirigée par des réactionnaires doit avoir la possibilité légale de se séparer. Et Lénine se moquera de Semkovski qui employait cet argument pour critiquer le programme du P.O.S.D.R.:

« Comment faire, si les réactionnaires sont en majorité? demande M. Semkovski. Question digne d'un écolier de dix ans. Et comment faire avec la constitution russe si un scrutin démocratique donne la majorité aux réactionnaires? M. Semkovski pose une question vaine, creuse et sans utilité pratique, une de ces questions dont on dit que sept imbéciles peuvent en poser davantage que soixante-dix personnes sensées ne peuvent y répondre. »¹

Le point du programme du Parti concernant la question nationale est indispensable - non seulement au niveau des principes démocratiques - mais aussi en raison de l'existence sur le territoire russe d'une multiplicité de nations opprimées par la monarchie tsariste et en raison du fait que dans les pays limitrophes de la Russie (Europe orientale et Asie), la transformation démocratique bourgeoise des États n'est pas parachevée ou vient à peine de commencer, et que cette transformation se traduit habituellement par la création d'États *nationaux indépendants*.

Par la suite, Lénine distinguera deux étapes historiques du capitalisme, lesquelles diffèrent du point de vue des mouvements nationaux. La première est celle du passage du féodalisme au capitalisme, étape marquée par l'émergence de mouvements nationaux. Le développement de la bourgeoisie exige un marché intérieur homogène tant au niveau du territoire qu'aux niveaux des lois et de la langue:

« Le fondement économique de ces mouvements (mouvements nationaux, J.-M.P.), c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même État des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur. La formation d'États *nationaux*, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une

¹ « Le programme national du P.O.S.D.R. », T. 19,15 décembre 1913, p. 583.

tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent; et, pour l'Europe occidentale, - plus encore: pour le monde civilisé tout entier - ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national. »¹

La caractéristique de cette étape est que les mouvements nationaux deviennent des mouvements de masse entraînant d'une façon ou d'une autre toutes les classes de la population, y compris la classe la plus nombreuse, la grande masse paysanne. L'État national indépendant est si caractéristique de cette époque du capitalisme que Lénine, reprenant une remarque de Kautsky, dira que les États à composition nationale hétérogène sont des États dont la formation interne est restée anormale ou arriérée². La seconde étape du développement capitaliste «réside dans le développement et la multiplication de relations de toutes sortes entre les nations, dans la destruction des barrières nationales et la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc.»³. Cette étape tend à l'effacement et à l'assimilation des nations. Cette tendance, de plus en plus puissante, constitue l'un des plus importants facteurs de transformation du capitalisme en socialisme. Cette tendance économique à l'assimilation est progressiste, pourvu qu'elle ne s'appuie pas sur la contrainte ou des privilèges légaux⁴. Cette étape est marquée par la disparition des mouvements démocratiques bourgeois et par le développement de l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

C'est en tenant compte de la première tendance du développement capitaliste que le programme du Parti prône l'égalité des nations et des langues, l'opposition à tout privilège accordé à une nationalité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Parti appuie donc le contenu démocratique général dirigé contre l'oppression inclus dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, le séparant rigoureusement de la tendance à tout juger d'un point de vue étroitement national. Le prolétariat doit donc reconnaître le droit à la séparation, mais sans subordonner ses intérêts à ceux de la bourgeoisie nationaliste:

« Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre qui couronnera la révolution démocratique bourgeoise; pour le prolétariat il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en faisant passer les objectifs du prolétariat après ceux de « sa » nation. Aussi ce dernier se borne-t-il à revendiquer de façon négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de la libre détermination ... »⁵

Lénine s'opposera par ailleurs à l'« autonomie nationale culturelle » préconisée par le Bund comme à tout mot d'ordre axé sur la culture nationale. Car la culture d'une nation est toujours la culture de la classe dominante de cette nation:

¹ *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, T. 20, février-mai 1914, pp. 418-419.

² Id., p. 420.

³ *Notes critiques sur la question nationale*, T. 20, octobre-décembre 1913, p. 20.

⁴ Id., p. 28.

⁵ *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, opus cité, p. 433.

« Chaque culture nationale comporte des *éléments*, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste, car dans *chaque nation*, il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste. Mais, dans chaque *nation*, il existe également une culture bourgeoise() pas seulement à l'état d' « éléments », mais sous la forme de culture *dominante*. Aussi, d'une façon générale, la « culture nationale » *est* celle des grands propriétaires fonciers, du clergé, de la bourgeoisie. » ¹

Il faut au contraire développer les éléments démocratiques et socialistes de chaque culture nationale et les relier à la culture *internationale* qui, elle, fonde « toutes les nations en une unité socialiste supérieure et que prépare dès à présent l'unification internationale du capital » ². Le mot d'ordre du Parti doit donc être culture internationale, et non pas culture nationale. C'est précisément la seconde tendance du capitalisme qui fonde et justifie le principe de l'internationalisme et cette lutte intransigeante contre la contamination du prolétariat par le nationalisme bourgeois. Évidemment, les deux tendances du capitalisme ne sont pas séparées par une muraille de Chine : elles sont reliées par de nombreux et complexes maillons. Aussi, le Parti doit-il toujours tenir compte des conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel mouvement national.

Comment Lénine applique-t-il en pratique ces principes généraux? Nous le verrons en étudiant les analyses qu'il consacre à la Russie, à la Pologne, à l'Irlande et, enfin, à la Norvège.

Évidemment, c'est à la Russie que pense en premier lieu Lénine: c'est là qu'il milite. Même si le capitalisme se développe rapidement en Russie, celle-ci se rattache à la première époque du capitalisme: le féodalisme y domine encore la campagne et l'État. Le P.O.S.D.R. devra donc tenir compte de la question nationale en luttant pour l'égalité complète des nations, y compris le droit à la séparation. Il devra, d'autre part, tout en luttant contre le nationalisme grand-russe, combattre le nationalisme bourgeois des différentes nationalités opprimées afin de sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat contre l'opresseur commun aux prolétaires de toutes les nationalités de l'empire russe, le tsarisme. L'appui au droit à la séparation est donc, en Russie, purement négatif; positivement, il faut lutter contre les différents mouvements nationalistes pour unir le prolétariat. Selon Lénine, la reconnaissance du droit à la séparation n'augmentera pas le danger d'une dislocation de l'État russe; au contraire, elle le diminuera. Plus la Russie reconnaîtra la liberté et l'égalité des différentes nations, plus celles-ci s'uniront solidement au pays. Ceci est, dit-il, une vérité élémentaire des principes du démocratisme ³. Les masses laborieuses connaissent très bien les avantages économiques d'un vaste marché et d'un vaste État. Elles ne chercheront pas à se séparer si l'oppression nationale est inexistante ⁴.

En ce qui concerne la Pologne, on sait que dans la deuxième moitié du XIXe siècle, Marx appuyait sa revendication d'indépendance. Cet appui était juste selon Lénine, car, à cette époque, le mouvement nationaliste polonais était le seul mouvement de masse progressiste en Europe orientale. Les masses populaires de la Russie

¹ *Notes critiques sur la question nationale*, opus cité, pp. 16-17.

² « Toujours à propos de la division des écoles par nationalités », T. 19, 17 décembre 1913, p. 589.

³ *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, opus cité, p. 445.

⁴ *Id.*, p. 447.

et de la plupart des pays slaves - hormis la Pologne -étaient passives et complètement soumises aux classes dirigeantes. Le mouvement polonais avait donc une importance, non seulement pour la Pologne, mais aussi pour la Russie et l'Europe, car il pouvait entraîner, par ses luttes et son exemple, un réveil des masses populaires des pays voisins. Il fallait donc, à cette époque, appuyer *positivement* la lutte polonaise de libération nationale car elle servait les intérêts internationaux du prolétariat. Au XXe siècle, la situation est différente: la Pologne seigneuriale a fait place à la Pologne capitaliste, et un mouvement prolétarien indépendant existe dans la plupart des pays slaves. Il faut donc, tout en reconnaissant le droit à la séparation, lutter contre toutes les formes de nationalisme bourgeois et unir les prolétaires des différentes nationalités.

Marx appuya aussi le mouvement de libération nationale de l'Irlande, car l'oppression de l'Angleterre sur l'Irlande renforçait l'hégémonie exercée par la classe bourgeoise sur les ouvriers anglais. Il appuya donc la lutte révolutionnaire des masses populaires irlandaises, et non la lutte réformiste, dans la mesure où elle pouvait aider à détacher la classe ouvrière anglaise de sa bourgeoisie. Marx avait donc raison, dit Lénine, d'appuyer le mouvement nationaliste irlandais dans la mesure où il servait la lutte internationale du prolétariat, en détachant le prolétariat anglais de sa bourgeoisie.

Lénine mentionne aussi le cas de la séparation de la Norvège de la Suède. Selon lui, le prolétariat suédois devait lutter pour l'égalité en droit des nations suédoise et norvégienne et pour le droit de la Norvège à la sécession. Le prolétariat norvégien devait lutter contre l'oppression de l'aristocratie suédoise et défendre la démocratie paysanne. Mais le prolétariat de Norvège et de Suède devait-il appuyer positivement le mouvement de sécession ou le combattre idéologiquement ? Lénine refuse de se prononcer sur ce problème, ne connaissant pas assez les particularités de ces deux pays.

Lutter pour l'union des prolétaires implique donc, en Russie, lutter pour un État multinational fondé sur l'égalité complète des nations. Cet État sera centralisé - et non fédéré - car le développement des forces productives exige de grands territoires rassemblés en un seul marché. L'État bannira toute mesure privilégiant une nation en particulier et ne reconnaîtra aucune langue officielle. Évidemment, le développement économique obligera les différentes nationalités à apprendre la langue de la majorité. Et cette obligation économique, en autant qu'elle n'est pas renforcée par la loi, semble à Lénine normale et même bénéfique, dans la mesure où elle favorise, sans l'imposer, l'assimilation.

Mais cet État exige une certaine autonomie administrative aux niveaux local et régional. Les localités et les régions devront être découpées en tenant compte de l'économie, du genre de vie et de la composition nationale. La composition nationale n'est donc qu'une des trois variables dirigeant le découpage des localités et des régions. De plus, cette décentralisation de L'État ne s'applique qu'au niveau administratif: tous les pouvoirs de décision sont entre les mains de L'État central. Ainsi, au niveau scolaire, les principes généraux de l'enseignement, le programme, le choix des manuels, etc. sont du ressort de L'État central. Chaque unité administrative autonome élit son conseil scolaire qui administre, sous la direction de L'État, les fonds destinés à l'enseignement et veille à ce que chaque minorité nationale puisse recevoir l'ensei-

gnement commun dans sa langue maternelle ¹. Le système scolaire est donc unique. le diviser selon les différentes nationalités favoriserait le développement de la culture bourgeoise de chaque nationalité. Seul le système unique peut favoriser la culture internationale du prolétariat en dégagant les éléments progressistes et socialistes de chaque nation ².

L'analyse de l'impérialisme (1915-1916).

[Retour à la table des matières](#)

La première grande guerre éclate. A l'étonnement de Lénine, la majorité des partis affiliés à la deuxième internationale appuie leur propre bourgeoisie dans une guerre dont l'objectif est un nouveau partage du monde. Lénine est donc amené à analyser l'impérialisme afin d'expliquer le caractère de la guerre de 14-18 et d'éclaircir les bases économiques du social-chauvinisme. C'est à cette époque que Lénine devient concrètement internationaliste. Auparavant, ses analyses, tout en se référant à l'argumentation classique sur le caractère international du capital, étaient axées sur la conjoncture russe. Ici, c'est l'analyse de la conjoncture internationale qui l'entraîne à modifier ses mots d'ordre sur la question nationale, mots d'ordre qui avaient été élaborés jusqu'alors en fonction de la Russie. Nous assistons à une modification extrêmement importante de la pensée de Lénine: l'analyse de la conjoncture internationale vient encadrer et délimiter celle qui porte sur la conjoncture russe.

L'impérialisme produit deux phénomènes politiques fondamentaux: d'une part, la bourgeoisie des pays impérialistes réussit à se rattacher une fraction non négligeable de son prolétariat et, d'autre part, l'impérialisme augmente l'oppression nationale et entraîne donc la multiplication et la radicalisation des luttes de libération nationale. L'impérialisme est fondé sur le pillage de la majorité des nations du globe par une poignée d'États capitalistes. La réalisation de ce surprofit permet à la bourgeoisie de corrompre la couche supérieure de la classe ouvrière:

« ... le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'États particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier (...) On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays), permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. » ³

¹ « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales », T. 20, 6 mai 1914, pp. 292-294.

² « La composition nationale des élèves dans les écoles russes », T. 19, 14 décembre 1913, pp. 569 à 572.

³ L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, T. 22, janvier - juin 1916, p. 210. Cette idée avait été esquissée pour la première fois en 1907: « Le Congrès Socialiste International de Stuttgart », T. 13, août - septembre 1907, p. 76.

Cette couche ouvrière devient petite-bourgeoise par son salaire, son mode de vie et sa conception du monde. Dans la lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, elle se range du côté de celle-ci et cherche à corrompre l'ensemble de la classe ouvrière. C'est cette couche supérieure du prolétariat qui est porteuse de l'idéologie réformiste et comme elle appuie aussi sa bourgeoisie dans la guerre impérialiste et le pillage des nations dominées, elle est aussi porteuse de l'idéologie chauviniste. Son réformisme et son chauvinisme sont donc fondés sur les privilèges économiques que sa bourgeoisie lui accorde en sur-exploitant les nations colonisées:

« La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme: les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite-bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur « droit » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par « leur » bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc. »¹

Lénine ne définira jamais de façon précise ce qu'est l'aristocratie ouvrière, cette « mince couche supérieure du prolétariat ». Il cite Schulze-Goevernitz qui identifie l'aristocratie ouvrière anglaise à la « masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses »², mais il n'emploie jamais lui-même cette définition. Il continuera d'utiliser des termes vagues en insistant sur le fait qu'elle constitue une minorité dans la classe ouvrière dont la force provient de son alliance objective avec la bourgeoisie³: ce qui est sa base politique. Ayant finalement cerné le groupe social porteur du réformisme et du chauvinisme, Lénine insistera sur la nécessité d'une séparation organique entre la grande masse des ouvriers et l'aristocratie ouvrière. Il faut isoler celle-ci et l'empêcher de contaminer l'ensemble du prolétariat en organisant ce dernier de façon autonome: la nécessité de la IIIe Internationale est fondée théoriquement, même si tactiquement il peut s'avérer nécessaire de travailler un certain temps dans la IIe Internationale et y former l'opposition révolutionnaire⁴.

La guerre de 1914-18 dévoile la division du prolétariat: d'un côté, l'aristocratie ouvrière, allié objectif de la bourgeoisie impérialiste et, de l'autre, le véritable prolétariat révolutionnaire. Celui-ci doit alors s'allier aux nations dominées afin de lutter contre leurs ennemis communs: les puissances impérialistes et les sociaux-chauvins:

¹ Le socialisme et la guerre, T. 21, juillet - août 1915, p. 321.

² L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, opus cité, p. 304.

³ « Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est leur alliance avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. » in La faillite de la IIe Internationale, T. 21, mai-juin 1915, p. 252.

⁴ « Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhérera avec joie à cette IIIe Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela vaudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre Parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base du marxisme révolutionnaire. » Le socialisme et la guerre, opus cité, p. 342.

« ... ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux, dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances - en raison, notamment, de la double et triple exploitation des petites nations - tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit antichauvin, c'est-à-dire antiannexioniste, c'est-à-dire favorable à l'« autodétermination »¹.

Au lieu d'appuyer sa propre bourgeoisie dans la guerre impérialiste comme le font les sociaux-chauvins, la classe révolutionnaire de chacun des pays belligérants devra lutter pour la défaite de tous les gouvernements, y compris le sien. Évidemment, l'agitation contre la guerre, entreprise par le prolétariat de tel ou tel pays, nuira à l'effort entrepris par sa bourgeoisie pour vaincre militairement. Mais la tâche essentielle de la classe révolutionnaire de chaque pays est de renverser « sa » bourgeoisie:

« Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes « affaiblissait la puissance militaire » de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin. »²

Il va de soi que le prolétariat de chaque pays impérialiste devra défendre le droit à la séparation et soutenir toute insurrection des nations dominées contre sa propre bourgeoisie, pourvu que cette insurrection - et ceci marque une prise de position différente d'avec la période précédente - ne soit pas dirigée par une classe réactionnaire:

« Si nous ne voulons pas trahir le socialisme, nous *devons* soutenir toute insurrection contre notre ennemi principal, la bourgeoisie des grands États, à condition toutefois que ce ne soit pas une insurrection de la classe réactionnaire. En nous refusant à soutenir l'insurrection des régions annexées, nous devenons, objectivement, des annexionnistes. »³

Lénine avait déjà indiqué la différence entre nations oppressives et nations opprimées. Mais la guerre ayant entraîné la majorité des partis socialistes à appuyer leur propre bourgeoisie nationale, Lénine sera amené à insister fortement sur cette différence et à en faire un des principes de base de sa position sur la question nationale. Car les sociaux-chauvins appuyaient leur bourgeoisie en se référant au « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » et à la « défense de la patrie ». Or le nationalisme des grandes puissances impliquées dans le premier conflit mondial est réactionnaire car il a pour objectifs de partager les colonies pour mieux les exploiter, de consolider la domination sur les nationalités opprimées au sein de l'un ou l'autre des pays impérialistes et, enfin, de diviser le prolétariat international. Au contraire, les nations opprimées luttent contre l'impérialisme, oppresseur tant des nations exploitées que des prolétaires. Il faut donc insister sur la différence entre ces deux types de

¹ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », T. 22, juillet 1916, p. 369.

² Le socialisme et la guerre, opus cité, p. 326.

³ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », opus cité, p. 357.

nation afin que le mot d'ordre du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ne justifie pas la politique réactionnaire des sociaux-chauvins.

Beaucoup de socialistes appuyaient leur propre bourgeoisie, en justifiant leur politique par le fait que ce n'était pas leur pays qui avait commencé la guerre. Argument fallacieux, selon Lénine, car l'essentiel n'est pas de savoir qui a tiré le premier coup de canon mais quelles sont les causes de cette guerre. Or la cause fondamentale en est précisément la lutte entre les différentes bourgeoisies impérialistes pour l'exploitation des colonies. Au contraire, la guerre des nations opprimées contre l'impérialisme sera toujours juste - quel que soit, encore, celui qui tire le premier - car elle est une lutte contre l'oppression. Et la différence entre nation oppressive et nation opprimée est si grande qu'elle entraîne des différences objectives aux niveaux économiques, politique et culturel entre les ouvriers de ces deux nations:

1.- « *Économiquement*, la différence est que des parties de la classe ouvrière des pays oppresseurs profitent de miettes du *surprofit* que réalisent les bourgeois des nations oppressives en écorchant deux fois plutôt qu'une les ouvriers des nations opprimés (...) Les ouvriers de la nation oppressive sont *jusqu'à un certain point* les complices de *leur* bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée.

2.- *Politiquement*, la différence est que les ouvriers des nations oppressives occupent une situation *privilegiée* dans toute une série de domaines de la vie politique, par rapport aux ouvriers de la nation opprimée.

3.- *Idéologiquement* ou spirituellement, la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées (...)

Ainsi, dans la réalité objective, il y a une différence *sur toute la ligne*, c'est-à-dire que le « dualisme » s'affirme dans le monde objectif, indépendant de la volonté et de la conscience des individus. »¹

Certains s'opposaient au « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » en affirmant que ce droit était irréalisable ou illusoire à l'époque de l'impérialisme. Lénine réfute cette affirmation tant au niveau économique qu'au niveau politique. Dans le premier cas, est irréalisable en régime capitaliste, par exemple, la suppression de l'argent, mais non le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme l'a bien montré la séparation de la Norvège et de la Suède, en 1905. D'autre part, les thèses du Parti parlent de libre disposition *politique* et, dans ce sens, la domination du capital international n'est nullement incompatible avec l'existence d'États séparés. Cette domination économique de l'impérialisme n'abolit nullement l'importance de lutter pour une plus grande démocratisation, y compris le droit à l'autodétermination:

« La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce soit* dans le domaine de la démocratie politique; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en

¹ « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », T. 23, août - octobre 1916, p. 59.

tant que *forme plus libre*, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte de classes. » ¹

L'affirmation est également fautive au niveau politique car, si le rapport des forces politiques et militaires peut empêcher certaines nations de se séparer actuellement, cela ne sera peut-être plus le cas dans quelques années, le rapport de forces se modifiant continuellement par les luttes inter-impérialistes, par les luttes de classe et par les luttes des nations dominées. D'autre part, toutes les revendications fondamentales de la démocratie (l'élection des fonctionnaires, par exemple) ne sont réalisables sous l'impérialisme que dans des cas exceptionnels et que de façon tronquée. Cela n'enlève pas l'obligation de lutter pour une démocratisation complète de l'État et de mobiliser, sur ce thème, les grandes masses populaires.

Par ailleurs, la question nationale étant un phénomène essentiellement politique, elle continuera à se poser même dans le cadre d'un régime reposant sur le mode de production socialiste. Elle ne disparaîtra qu'avec la fusion des nations conduisant - avec la suppression des classes à l'extinction de l'État:

« La suppression du joug national exige un fondement, la production socialiste, mais sur ce fondement il est *encore* indispensable d'édifier une organisation démocratique de l'État, une armée démocratique, etc. En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend *possible* l'abolition complète de l'oppression nationale; mais cette possibilité se transformera *en réalité* « seulement » - « seulement » ! - avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines, jusque et y compris la délimitation des frontières de l'État selon les « sympathies » de la population, jusque et y compris la pleine liberté de séparation. À partir de là se réalisera à son tour *pratiquement* la suppression absolue des moindres frictions nationales, les moindres méfiances nationales, et s'opéreront le rapprochement accéléré et la fusion des nations, qui aboutiront à *l'extinction* de l'État. » ²

Pour que le mot d'ordre de libre disposition des nations soit concret, Lénine distingue trois types de conjonctures entraînant des luttes de libération nationale:

« Le premier type, ce sont les pays avancés de l'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique), où le mouvement national appartient au passé. Le second type, c'est l'Europe de l'Est, où il appartient au *présent*. Le troisième, ce sont les semi-colonies et les colonies où il appartient, dans une large mesure, à l'avenir. » ³

Voyons cela de plus près. A la fin du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe, la révolution démocratique bourgeoise est à l'ordre du jour en Europe occidentale. Or, Lénine identifie toujours le droit à constituer un État séparé à un droit bourgeois, c'est-à-dire un droit relié aux intérêts objectifs qu'a la bourgeoisie d'une nation de se donner, comme instrument, un État indépendant, contrairement aux prolétaires ayant des intérêts qui les poussent à lutter dans le sens d'un État international.

¹ « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », T. 22, janvier -février 1916, p. 157.

² « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », opus cité, pp. 349-350.

³ « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », opus cité, p. 3.

Prises en ce sens, les luttes de cette période, pour un État démocratique bourgeois, sont effectivement des luttes de libération nationale:

« En 1793 et en 1848, en France, en Allemagne et dans l'Europe, la révolution démocratique *bourgeoise* était *objectivement* à l'ordre du jour. A cette situation historique *objective* correspondait le programme « véritablement national », c'est-à-dire *national-bourgeois*, de la démocratie de ce temps, le programme réalisé en 1793 par les éléments les plus révolutionnaires de la bourgeoisie et de la population plébéienne et proclamé en 1848 par Marx au nom de toute la démocratie d'avant-garde. » ¹

Mais la situation est maintenant différente: la révolution démocratique *bourgeoise* est depuis longtemps réalisée. Ces États constituent, avec les États-Unis, les pays les plus avancés aux niveaux politique, économique et culturel. Le seul progrès historique réel que peuvent faire ces pays est dans le sens de la société socialiste, de la révolution socialiste. Aussi, c'est la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie qui est à l'ordre du jour dans ces pays. De plus, la plupart de ces grands pays d'Europe exploitent de façon éhontée les colonies ou semi-colonies. Les propriétaires de ces pays devront donc lutter contre l'impérialisme de leur propre bourgeoisie, en appuyant les luttes de libération nationale des nations opprimées. Et par une analyse statistique, Lénine montre, en dernier lieu, que la majorité de ces pays sont constitués d'États unitaires au niveau national. Certains ont toutefois une composition nationale hétérogène. Lénine distingue alors les pays où l'égalité en droit des nations est réalisée (complètement en Suisse et incomplètement en Belgique) des pays où il y a discrimination contre une ou plusieurs nationalités (les Polonais en Allemagne, les Irlandais en Angleterre et les Noirs - plus les mulâtres et les Indiens - aux États-Unis) ². Dans les États à composition nationale hétérogène, où il y a domination d'une nation sur une autre, les prolétaires des nations dominantes doivent lutter pour l'égalité complète des nations, y compris le droit à la séparation. Cependant, ils appuieront ou critiqueront les mouvements « séparatistes », selon qu'ils aident ou nuisent à la lutte du prolétariat au niveau international. C'est en ce sens que Lénine appuiera la lutte de libération irlandaise parce qu'elle remet en question l'impérialisme anglais:

« La lutte des nations opprimées en *Europe*, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, « aggravera la crise révolutionnaire en Europe » infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. A force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande a une importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique. » ³

Cette prise de position est importante car, auparavant, Lénine avait toujours identifié la lutte de libération nationale à la révolution agraire. Ici, il distingue clairement

¹ « À propos de la brochure de Junius », T. 22, juillet 1916, p. 339.

² « D'après les Constitutions des deux États, toutes les nations sont égales en droits: en Suisse, cette égalité est en fait pleinement réalisée; en Belgique, l'inégalité des droits existe en ce qui concerne les Flamands, qui constituent pourtant la majorité de la population, mais elle est insignifiante en comparaison, par exemple, de celle qu'ont endurée les Polonais en Allemagne ou les Irlandais en Angleterre... » « Statistique et Sociologie », T. 23, janvier 1917, p. 302.

³ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », opus cité, pp. 384-385.

le phénomène politique (État séparé) du phénomène économique de la révolution bourgeoise, car l'Irlande en 1916 avait accompli sa réforme agraire. Il se moque alors de Karl Radek qui, dans un article intitulé « Finie la chanson », condamne le soulèvement irlandais en réduisant le politique à l'économique:

« L'insurrection irlandaise y était qualifiée de « putsch » ni plus ni moins, car la « question irlandaise », y disait-on, était une « question agraire »; les paysans avaient été apaisés par des réformes, et le mouvement national n'était plus maintenant " qu'un mouvement purement urbain, petit-bourgeois, et qui, en dépit de tout son tapage, ne représentait pas grand-chose au point de vue social ".» ¹

Le deuxième type de conjoncture est celle des pays de l'Est de l'Europe, c'est-à-dire l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. Dans ces pays, le pourcentage de la population n'appartenant pas à la nation principale de chacun des États considérés est de 53% alors qu'il n'est que de 6% en Europe occidentale. De plus, et notamment en Russie, l'oppression des petites nations y est particulièrement forte. C'est au XXe siècle que se sont développés dans ces pays les mouvements nationaux démocratiques bourgeois. La tâche du prolétariat vis-à-vis de ces pays est encore de lutter pour l'égalité complète des nations, y compris le droit à la sécession, et de travailler en même temps à la fusion de la lutte de classe des ouvriers des nations opprimées:

« Les gens qui n'ont pas approfondi cette question trouvent « contradictoire » que les social-démocrates des nations qui en oppriment d'autres insistent sur la « liberté de séparation », et les social-démocrates des nations opprimées, sur la « liberté d'union ». Mais un peu de réflexion montre que, pour parvenir à l'internationalisme et à la fusion des nations en partant de la situation actuelle, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre voie. » ²

Ce qui implique concrètement, pour la Russie, l'union de la lutte du prolétariat des différentes nationalités de l'Empire par l'intermédiaire d'un parti centralisé, la lutte contre le chauvinisme grand-russe et le nationalisme bourgeois des nations opprimées, afin de renverser l'ennemi commun aux prolétaires des différentes nations: le tsarisme. Donc, en ce qui concerne la Russie, le mot d'ordre léniniste ne change pas.

Le troisième type de conjoncture est celle des pays semi-coloniaux (Chine, Perse, Turquie etc.) et des colonies qui totalisent environ un milliard d'habitants, soit plus de la moitié de la population mondiale. Ici, les mouvements de libération nationale commencent à peine. Les socialistes doivent soutenir de façon ferme les luttes de libération nationale de ces pays, orientées contre les puissances impérialistes:

« Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (...) les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment. » ³

¹ Id., p. 382.

² Id., p. 374.

³ « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », opus cité pp. 164-165.

Le droit à la séparation n'a donc plus qu'un sens *négalif*. Le prolétariat des nations dominantes doit appuyer positivement les luttes de libération nationale de plus de la moitié de la population du globe: c'est l'analyse de l'impérialisme qui a entraîné Lénine à modifier la signification du mot d'ordre du Parti sur la question nationale. La lutte internationale des colonies et semi-colonies contre l'ennemi commun, les puissances impérialistes, et contre ceux qui les soutiennent, les ouvriers embourgeoisés.

Conséquences de la révolution (1917-1924)

[Retour à la table des matières](#)

Octobre 17: le Parti bolchevik est au pouvoir en Russie. La question des nationalités devient une question concrète qui se pose dans le cadre d'un État socialiste. Trois semaines après la prise du pouvoir, l'indépendance politique est accordée aux Finlandais. Les bolchéviks appliquent donc fidèlement l'article du programme qui concerne le droit à la séparation, en sachant fort bien que c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir en Finlande. Deutscher résume ainsi les commentaires de Staline sur cette question devant l'exécutif central, le 22 décembre 1917:

« Si nous regardons attentivement ce tableau... nous voyons que le Conseil des commissaires du Peuple a - sans considérer ses intentions- donné la liberté, non au peuple, non aux représentants de la classe ouvrière de Finlande, mais à la bourgeoisie finlandaise qui... a pris le pouvoir et reçu l'indépendance des mains des socialistes de Russie. » C'est « le manque de hardiesse, l'incompréhensible couardise » des sociaux-démocrates finlandais qui devaient être blâmés pour cela; mais « rien au monde ne ferait que le Conseil des Commissaires du Peuple trahisse ses propres engagements », à reconnaître l'indépendance de la Finlande. »¹

Donc, conformément au programme, le droit à l'autodétermination est appliqué, quelle que soit la classe qui domine la nation désirant se séparer.

Mais, très rapidement, dans tous les pays frontaliers se constituent des gouvernements anti-bolchéviques qui insistent sur la séparation totale de leur pays d'avec la Russie. Le problème se pose de façon dramatique avec l'Ukraine. La *Rada*, gouvernement provisoire réactionnaire de l'Ukraine, commande aux Ukrainiens de quitter l'armée russe et de revenir au pays. Ce commandement, appliqué, démantèlerait l'armée rouge car celle-ci n'était pas divisée selon le principe des nationalités. Or il fallait - à tout prix - conserver l'unité de l'armée rouge pour faire face à l'armée allemande - la paix de Brest-Litovsk n'étant pas encore signée - et pour contrecarrer les

¹ Deutscher, Isaac, Staline. Gallimard, coll. Livre de Poche, p. 233.

attaques des gardes blancs de Kalédine. En outre, la Rada interdisait à l'armée rouge de traverser son territoire pour aller combattre les gardes blancs qui avançaient dans le Sud de la Russie. La Rada dispersait aussi, par la force armée, les Soviets populaires de son propre territoire.

Pour faire face à ce conflit, Lénine trace une plate-forme politique qu'on peut résumer en trois points :

1.- le gouvernement russe reconnaît le droit de toute nation, y compris la nation ukrainienne, à une existence nationale indépendante;

2.- la Rada ne doit pas entraver la lutte contre l'impérialisme allemand et les gardes blancs de Kalédine ¹ ;

3.- la Rada doit permettre aux Soviets *populaires de se développer librement*.

Le droit à la séparation est donc maintenant limité par deux principes: premièrement, la défense de la Révolution socialiste dans une période de guerre civile ou internationale; deuxièmement, le gouvernement de la nation désirant se séparer ne doit pas entraver la lutte de classe de son prolétariat. Staline, pour sa part, devant le Me Congrès panrusse des Soviets en janvier 1918, pose les problèmes en ces termes:

«... le principe du *droit à disposer d'elles-mêmes* pour les petites nations devait être compris comme le droit à disposer d'elles-mêmes, non de la bourgeoisie, mais des masses travailleuses de la nation en question. » ²

Lénine ne reprendra jamais à son compte cette formulation de Staline - et pour cause. Lénine *limite* le droit à la séparation en tenant compte des intérêts du prolétariat tandis que Staline l'identifie complètement à ces mêmes intérêts. On voit ici une des différences entre Lénine et Staline: le premier est l'homme du compromis pourvu qu'il ne remette pas en cause les intérêts fondamentaux du prolétariat tandis que le second subordonne mécaniquement toute considération à ces mêmes intérêts; Lénine tient compte de la complexité des situations, Staline les schématise.

Qu'à l'opposé de Staline, Lénine soit l'homme du compromis, on en a un autre exemple en ce qui concerne la forme de l'État. Reconnaisant les tendances centrifuges manifestées par les nationalités vivant à la périphérie de la Russie, le 3 janvier 1918, Lénine, qui avait toujours lutté contre le fédéralisme et pour un État fortement centralisé, propose au Comité exécutif central de Russie une déclaration prônant la fédération des Républiques soviétiques nationales. Cette déclaration fut acceptée ³. La Fédération était toutefois perçue comme un compromis provisoire entre les aspirations nationales des minorités de la Russie et la nécessité d'unir le prolétariat des différentes nationalités pour faire face à l'encerclement capitaliste, pour relancer le développement économique et pour tenir compte de la tendance fondamentale de

¹ « Manifeste au peuple ukrainien et ultimatum à la Rada d'Ukraine », T. 26, 3 décembre 1917, pp. 379-381, et, dans le même tome, « Résolution du Conseil des Commissaires du peuple sur les pourparlers avec la Rada d'Ukraine », 19 décembre 1917, pp. 416-417.

² Staline cité par I. Deutscher in Staline, opus cité, pp. 234-235.

³ « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », T. 26, janvier 1918, pp. 445-447.

l'économie à la concentration. La Fédération n'était donc qu'une forme transitoire devant conduire peu à peu à l'État centralisé ¹.

En mai 1920, l'armée polonaise envahit l'Ukraine. L'armée rouge la repousse hors des frontières et – malgré l'avis de Trotsky - se lance à l'attaque du territoire polonais. Lénine appuie cette politique en espérant que l'entrée de l'armée rouge aidera les ouvriers polonais à faire la révolution, ce qui créerait un point de jonction entre le prolétariat russe et la révolution qui fermentait en Allemagne ². Or cette politique impliquait, *premièrement*, que l'armée rouge pouvait être le facteur primordial de la révolution internationale, car les Soviets polonais étaient extrêmement faibles - Lénine contredisait ainsi ses déclarations antérieures sur l'impossibilité d'exporter la révolution - et, *deuxièmement*, que l'attrait des soviets russes était plus fort que le patriotisme polonais, or la majorité des ouvriers polonais se souleva contre l'armée rouge. Aussi, celle-ci sera battue aux portes de Varsovie et devra refluer en désordre vers la frontière. Lénine, plus tard, admit son erreur dans une conversation avec Clara Zetkin.

Le problème de la question nationale se posa aussi au niveau de la Géorgie. En février 1921, l'armée rouge renverse le gouvernement menchévique de Géorgie. Lénine appuie cette politique, estimant que la révolte communiste qui venait d'éclater serait nécessairement victorieuse, avec ou sans l'appui de l'armée, et qu'il fallait prendre les moyens pour que le moins de sang soit versé. Se posa alors la question d'intégrer la Géorgie avec les autres républiques de Transcaucasie en une fédération. Staline employa alors des moyens bureaucratiques et policiers pour obliger les bolchéviques géorgiens à adhérer à la Fédération. Lénine avait clairement dit qu'il fallait faire preuve de prudence et de persuasion:

« 1.- reconnaître qu'une fédération des républiques de Transcaucasie est absolument juste dans son principe et devra nécessairement être réalisée, mais que sa création pratique immédiate est prématurée, c'est-à-dire demande un certain laps de temps pour la discussion, la propagande et l'adoption par les Soviets à la base;

2.- proposer aux Comités centraux de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan (par l'intermédiaire du Bureau caucasien) de mettre plus largement en discussion la question de la fédération au sein du Parti et des *masses ouvrières et paysannes*, de faire une propagande énergique *en faveur* de la fédération et de *faire adopter* celle-ci par les congrès des Soviets de chaque république; dans le cas d'une forte opposition, faire en temps utile un rapport exact au Bureau politique du C.C. du P.C.R. » ³

Lénine mit du temps à savoir ce qui se passait en Géorgie, car Staline était son informateur et lui cachait les moyens qu'il employait. Aussi, il se mit à combattre le chauvinisme grand-russe de Staline, non pas d'abord sur le problème géorgien, mais sur la future constitution de l'État soviétique ⁴. Nous trouvons la première indication

¹ « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », T. 31, 5 juin 1920, p. 148.

² « Discours au Congrès des ouvriers et employés de l'industrie du cuir », T. 31, 2 octobre 1920, pp. 315 et ss.

³ « Projet de proposition pour la formation d'une Fédération des Républiques de Transcaucasie », T. 33, 28 novembre 1921, p. 125.

⁴ Sur les luttes entre Lénine et Staline, sur le problème géorgien et la constitution de l'État soviétique: Lewin, Moshé, *Le dernier combat de Lénine*, éd. de Minuit, pp. 55 à 73.

de cette lutte dans un billet du 6 octobre adressé au Bureau politique au sujet du problème constitutionnel:

« Je déclare une lutte à mort au chauvinisme grand-russe. Aussitôt que je serai délivré de ma maudite dent, je le dévorerai avec toutes mes dents saines. »¹

Dans une lettre du 26 septembre 1922², Lénine soumit à une critique radicale le projet de constitution de l'État soviétique présenté par Staline et adopté par une des Commissions du Comité central. Staline contre-attaqua Lénine et chercha à imposer son propre projet. Mais se voyant en minorité, il présenta à la réunion plénière du comité central le projet de Lénine qui prévoyait une Union de Républiques égales en droit. Union qui serait gouvernée par un comité exécutif *fédéral*, et non pas par le gouvernement particulier de la Russie, comme l'avait défendu Staline. Le Comité central adopta le projet de Lénine.

Lénine fut mis au courant des moyens brutaux utilisés contre les Géorgiens seulement vers la fin de sa vie. Il attaqua alors très- durement le chauvinisme grand-russe de Staline et de ses amis. Le ton et le contenu de ces dernières lettres - ce qu'on a appelé son testament sont très significatifs:

«... nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de « social-nationalisme » (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « social-national », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux « offensés » que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité ... »³

De même que, par la N.E.P., Lénine fait des concessions aux paysans afin d'obtenir leur appui, il propose au niveau des nationalités une politique s'inspirant de la même problématique afin d'unir les nations dominées avec la nation dominante en U.R.S.S.:

« Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. »⁴

¹ « Billet au Bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme de grande puissance », T. 33, 6 octobre 1922, p. 379.

² La dernière édition des *Oeuvres* de Lénine mentionne dans une note l'existence de cette lettre, mais elle ne la publie malheureusement pas. Vg., T. 36, p. 737, note 680. Cette lettre est cependant publiée dans le livre de Moshé Lewin, pp. 146 à 148.

³ « La question des nationalités ou de l' « autonomie » (suite) », T. 36, 31 décembre 1922, pp. 621-622.

⁴ « La question des nationalités ou de l' « autonomie » (suite)», T. 36, 31 décembre 1922, p. 621.

Nous voyons aussi surgir la différence entre Lénine et Staline, sur un fond commun. Tous les deux luttent pour l'union la plus étroite du prolétariat des différentes nations de l'Union. Tous les deux savent aussi - même s'ils ne l'ont jamais manifesté - que le « droit à la séparation » devient un choix purement « formel » après l'instauration du parti unique et l'interdiction de tout groupe d'opposition au sein de ce parti. C'est face aux pressions exercées par les luttes, tant sur le front national qu'international, que Lénine s'est résolu à prendre ces mesures. Mais une fois ces mesures prises, les aspirations à la séparation ne peuvent qu'être étouffées car il n'y a plus aucune organisation politique. qui peut les canaliser et les renforcer. Lénine et Staline ont trop insisté sur la nécessité du parti pour ne pas en être conscients. Le droit à la séparation avait été limité par Lénine; Staline l'avait subordonné complètement à la question de classe. Maintenant, il disparaît totalement au niveau des possibilités pratiques.

La différence est que Lénine - compte tenu de la nécessité d'unir les nations de l'URSS et de l'impossibilité pratique d'utiliser le droit à la séparation - proposa le maximum de compromis aptes à satisfaire les exigences des différentes nationalités tandis que Staline au nom de l'efficacité économique et administrative employa des moyens policiers pour briser la volonté des Géorgiens et préconisa une constitution qui aurait légalisé, à un niveau ou à un autre, la prédominance des Russes au sein de l'URSS.

Les difficultés posées au nouvel État socialiste entraînèrent et la négation pratique du droit à la séparation et une plus grande autonomie accordée aux nationalités (l'Union des Républiques au lieu de l'État centralisé tel que le prévoyait Lénine avant la Révolution). Mais Octobre conduisit aussi à la fondation de la Ille Internationale - ce qui mit Lénine en contact plus étroit avec les représentants révolutionnaires des colonies et semi-colonies.

Tout en tenant compte que la victoire finale du socialisme ne pourra être réalisée que par le prolétariat des pays avancés, Lénine revalorisera les luttes révolutionnaires des pays coloniaux. La Révolution socialiste en Russie ne s'étant pas - comme les bolchéviks l'avaient espéré - rapidement étendue en Europe et les luttes de libération nationale s'exacerbant, Lénine prévoit que les luttes des colonies seront dans les prochaines années aussi dures que les luttes du prolétariat des pays avancés:

« Ainsi, la révolution socialiste ne sera pas seulement, ni principalement, une lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre sa bourgeoisie; non, ce sera la lutte de toutes les colonies et de tous les pays opprimés par l'impérialisme, de tous les pays dépendants contre l'impérialisme international. Caractérisant, dans le programme de notre parti adopté en mars dernier, l'approche de la révolution sociale universelle, nous avons dit que, dans tous les pays avancés, la guerre civile des travailleurs contre les impérialistes et les exploités commence à se fondre avec la guerre nationale contre l'impérialisme international. »¹

Quatre ans plus tard, il ira beaucoup plus loin, admettant que l'issue de la lutte entre la Russie socialiste et les pays impérialistes dépend des mouvements de libération nationale:

¹ « Rapport présenté au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient », T. 30, 22 novembre 1919, pp. 157-158.

«... plusieurs États, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ». (...) D'autre part, précisément, par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial (...) L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc. ; forment l'immense majorité de la population du globe. »¹

Préparant le 2ème Congrès de l'Internationale communiste, Lénine ébauche les thèses sur la question nationale, thèses qu'on peut, résumer en trois points: 1.- aide du prolétariat des pays avancés au mouvement de libération démocratique bourgeois des nations colonisées; 2.- soutien spécial accordé aux mouvements paysans contre les féodaux, en cherchant à radicaliser leurs luttes et en tentant de réaliser chez eux les principes essentiels des Soviets 3.- l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies, mais ne pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance des sections communistes dans ces pays.²

Cette ébauche des thèses insistait donc sur l'alliance avec les démocrates bourgeois et sur la nécessité d'un mouvement révolutionnaire autonome parmi les ouvriers et les paysans des colonies. Mais les discussions du IIe Congrès firent ressortir le caractère réformiste de la bourgeoisie colonisée et, donc, l'ambiguïté de l'appui de l'Internationale:

« Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. »³

L'Internationale décida donc de remplacer l'expression de *mouvement démocratique* bourgeois par celle de mouvement national-révolutionnaire:

« Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. »⁴

C'est donc une substitution de « formules » qui indique une clarification de la tactique de l'Internationale et une plus grande méfiance par rapport aux bourgeoisies

¹ « Mieux vaut moins, mais mieux », T. 33, 2 mars 1923, pp. 513-515.

² « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale. 31, 5 juin 1920, pp. 150-151.

³ « Le IIe Congrès de l'Internationale communiste, n° 3 », T. 31, 26 juillet 1920, p. 249.

⁴ Id., p. 249.

colonisées, même si le fondement des thèses que Lénine avait ébauchées n'a pas été modifié.

La lutte révolutionnaire posait une série de problèmes complexes aux partis communistes qui oeuvraient dans les pays coloniaux, problèmes qui ne pouvaient être posés et solutionnés que par ces partis mêmes:

« Tels sont les problèmes dont vous ne trouverez la solution dans aucun livre communiste, mais seulement dans la lutte commune que la Russie a commencée. Il vous faudra poser ces problèmes et les résoudre à l'aide de votre expérience propre. »¹

Le parti communiste chinois, sous la direction de Mao, sera celui qui solutionnera, théoriquement et pratiquement, les problèmes soulevés par la lutte révolutionnaire des grandes masses paysannes contre l'impérialisme.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Quels sont les principes léninistes de base dans l'explication de la question nationale? Lutte contre les injustices nationales et pour le droit à la séparation. Mais le parti appuiera un mouvement de libération nationale dans le cas seulement où il aide la lutte du prolétariat international contre le capitalisme et l'impérialisme. Sinon, il le combattra idéologiquement. Les mouvements de libération nationale doivent donc être jugés à la lumière de la lutte internationale contre l'impérialisme, en tenant compte des luttes de classe qui structurent tant les nations dominées que les nations dominantes.

Le droit à la séparation a une signification politique, et non économique ou culturelle. Le développement du capital tend à la concentration de l'économie et à la fusion des cultures. Le droit à la séparation est un droit bourgeois qui marque une étape du développement *politique* des bourgeoisies nationales. L'internationalisme et le nationalisme sont donc pour Lénine deux valeurs fondamentalement opposées: le nationalisme est une position bourgeoise ; l'internationalisme, une position prolétarienne. Le nationalisme des nations dominées prend un sens progressiste dans la mesure où elles luttent contre l'impérialisme et aident en cela le prolétariat international.

Depuis la dernière grande guerre, la majorité des colonies ont conquis leur indépendance politique. Cela n'a pas supprimé les mouvements de libération nationale, au contraire. L'impérialisme, en accordant l'indépendance politique, a consolidé sa domination économique et bloque, par cette domination même, le développement

¹ « Rapport présenté au II^e Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient », T. 30, 22 novembre 1919, p. 160.

économique des nations tricontinentales ¹. Les mouvements de libération nationale doivent donc aujourd'hui s'attaquer à la base économique même de l'impérialisme. L'objectif n'est donc pas l'indépendance politique, mais *l'indépendance économique* face à l'impérialisme. Et ces luttes de libération nationale conduisent inévitablement à un affrontement armé car si l'impérialisme peut se permettre de reconnaître l'indépendance politique des nations dominées, il ne peut accepter de perdre les bases économiques par lesquelles il exploite ces nations. *La bourgeoisie des nations dominées - étant trop reliée à l'impérialisme - ne peut diriger à terme ces luttes de libération nationale*; elles doivent être dirigées par les masses populaires. Lénine semblait percevoir cette orientation que prendrait la bourgeoisie des nations dominées ².

Lénine note à plusieurs reprises que la surexploitation des pays colonisés permet à la bourgeoisie impérialiste de s'acheter la couche supérieure de la classe ouvrière qui devient alors, objectivement, complice dans la spoliation de la masse de la population des colonies ³. Mais même si Lénine était conscient des dangers que révélait cette situation, ils ne lui paraissaient pas essentiels: l'immense majorité de la classe ouvrière demeurait hors des profits qu'apportait cette surexploitation. Lénine n'entrevoit pas le jour où - aidée par la spoliation passée et présente des colonies - la bourgeoisie pourrait se permettre d'augmenter le niveau de vie des masses populaires:

« Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent des capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exploitation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. » ⁴

Or, la surexploitation constante des pays tricontinentaux et l'accroissement du capital technologique ont permis à la bourgeoisie impérialiste d'augmenter, le niveau de vie des masses populaires de l'Europe et de l'Amérique du Nord. La bourgeoisie ne l'a pas fait par générosité. Gramsci a bien expliqué le mécanisme par lequel la classe dominante peut faire à la classe dominée des compromis économiques pourvu qu'elle ne remette pas en question le fondement de sa domination économique et qu'elle accroisse son hégémonie politique. Par cette tactique, la bourgeoisie a affaibli l'élément révolutionnaire de la classe ouvrière et en a renforcé l'élément réformiste.

Aussi, la contradiction principale à l'heure actuelle, au niveau international, n'oppose pas le prolétariat à la bourgeoisie, mais les masses populaires des nations tricontinentales à la bourgeoisie impérialiste qui cherche à obtenir, et obtient quelquefois, dans la spoliation de ces nations, l'appui social de son prolétariat. Le « nationalisme » des masses populaires des nations dominées n'a plus un sens bourgeois dans la mesure où la révolution politique bourgeoise est accomplie et dans la mesure où il est canalisé contre l'impérialisme: en tant que « nationalisme », il a alors objectivement une signification socialiste et internationaliste.

La contradiction qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie dans les nations dominantes est, à l'époque actuelle et sur le plan international, une contradiction

¹ Frank, A.G., *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro, 1970.

² « Le IIe Congrès de l'Internationale communiste, n° 3 », T. 31, 26 juillet 1920, p. 249.

³ *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, T. 22, janvier-juin 1916, p. 210.

⁴ Id., pp. 260-261.

secondaire. La majorité de la classe ouvrière tend - pour des raisons économiques, objectives et indépendantes de sa volonté - à poser les problèmes en termes réformistes, en termes de négociations et d'augmentation du niveau de vie. Aussi, ceux qui expliquent l'orientation actuellement réformiste des classes ouvrières occidentales par des déviations des Partis communistes me semblent tomber dans l'idéalisme. Dans la dialectique qui unit la classe au parti, c'est la lutte de classes qui détermine, en dernière instance, l'orientation du Parti et non l'inverse.

Que la contradiction principale, à *l'heure actuelle et sur le plan international*, ne soit pas là où on la mettait traditionnellement, Lénine semblait l'avoir entrevu à la fin de sa vie ¹ et Lin Piao le dit de façon magistrale ².

Le rapport opposant nations économiquement dominées à nations dominantes aide à comprendre les conflits entre pays socialistes. La Russie accepte le système de prix du marché international, système fondé sur la dévaluation des matières premières produites par les pays tricontinentaux et sur l'accroissement de la valeur des produits manufacturés des nations industrialisées. Guevara avait affirmé que la Russie jouait, de cette façon et à un certain niveau, le jeu de l'impérialisme ³. Ce rapport aide aussi à comprendre le conflit sino-soviétique. Nous avons, d'une part une nation économiquement pauvre qui lutte pour la révolution des pays tricontinentaux et, d'autre part, la Russie, pays industrialisé, qui cherche, d'une certaine façon, à négocier dans une perspective réformiste avec son vis-à-vis l'impérialisme américain.

En étudiant l'impérialisme contemporain, nous avons été amené à privilégier l'aspect économique du mouvement de libération nationale par rapport à son aspect politique. Il y a un autre point, moins important, dont Lénine ne pouvait avoir une vue claire à son époque: l'aspect culturel de la lutte anti-impérialiste.

Dans un court texte, Lénine dit que la différence culturelle entre les ouvriers des nations oppressives et ceux des nations opprimées est que les premiers « sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées » ⁴. Mais il y a plus: les nations opprimées, elles-mêmes, sont éduquées par les colons des nations oppressives dans le même sens; on essaie, et réussit dans la phase précédant la décolonisation, à convaincre les nations opprimées qu'elles sont inférieures - non pour des causes objectives d'exploitation - mais parce qu'elles sont *humainement* inférieures. Memmi et Fanon, entre autres, ont bien expliqué cette dé-culturation des nations opprimées et le rôle que jouait la réintégration de la culture nationale dans le processus révolutionnaire.

Paraphrasant Marx, Lénine dit que la culture d'une nation est la culture de la classe dominante. Mais, aujourd'hui, à l'époque où les communications de masse étendent leur réseau sur l'ensemble du globe, la culture d'une nation dominée est la culture de l'impérialisme dominant. Aussi les mouvements de culture nationale situés dans une perspective populaire et anti-impérialiste ont maintenant une valeur progressiste.

¹ « Mieux vaut moins, mais mieux », T. 33, 2 mars 1923, p. 513 et ss.

² Lin Piao, *Vive la victorieuse guerre du peuple!*, Pékin, 1967.

³ Guevara, E. Che, « Le discours d'Alger », *Le socialisme et l'homme*, petite collection Maspéro, pp. 70 à 85.

⁴ « Une caricature du marxisme et à propos de l'économie impérialiste », T. 23, septembre-octobre 1916, p. 59.

La stratégie internationale de Lénine est toujours valable: union du prolétariat des nations industrialisées avec les masses populaires des nations tricontinentales contre le capitalisme et l'impérialisme. Ce qui apparaît plus clairement c'est l'objectif économique et, en second lieu, culturel, des mouvements de libération nationale. Ce qui est aussi plus évident c'est que la contradiction principale, à l'échelle internationale, oppose l'impérialisme et les masses populaires des nations tricontinentales tandis que la contradiction entre la bourgeoisie industrialisée et le prolétariat est reléguée à un rôle secondaire. Ce qui est maintenant indubitable est que le « nationalisme » des masses populaires des nations dominées, en autant qu'il est orienté contre l'impérialisme, a une signification directement socialiste et internationaliste. Et enfin, que le socialisme vise, en plus de la suppression des classes, la suppression de l'inégalité économique entre nations. Telles sont les bases d'un véritable internationalisme.

Bibliographie

Du chapitre IV : La question nationale

[Retour à la table des matières](#)

- T. 6, décembre 1902 - janvier 1903,
« La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au congrès du Parti, n° 5 ».
- T. 6, 1er février 1903,
« A propos du manifeste de *l'Union des social-démocrates arméniens* ».
- T. 6, 15 juillet 1903,
« La question nationale dans notre programme ».
- T. 6, 15 août 1903,
« Le dernier mot du nationalisme du Bund ».
- T. 7, 22 octobre 1903,
« La situation du Bund dans le parti ».
- T. 12, 2 mai 1907,
« A propos de la révolution nationale ».
- T. 13, août-septembre 1907,
« Le Congrès socialiste international de Stuttgart ».
- T. 13, 23 mars 1908,
« Les enseignements de la Commune ».
- T. 19, 25 mai 1913,
« Projet de plate-forme pour le IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie ».
- T. 19, juin 1913,
« Thèses sur la question nationale ».
- T. 19, 5 septembre 1913,
« Les libéraux et les démocrates dans la question des langues ».
- T. 19, 28 novembre 1913,
« De l'autonomie *nationale culturelle* ».
- T. 19, 14 décembre 1913,
« La composition nationale des élèves dans les écoles russes ».
- T. 19, 15 décembre 1913,
« Le programme national du P.O.S.D.R. ».
- T. 19, 17 décembre 1913,
« Toujours à propos de la division des écoles par nationalités ».
- T. 20, octobre-décembre 1913,
Notes critiques sur la question nationale.
- T. 20, 6 mai 1914,

- « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales ».
- T. 20, février - mai 1914,
Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.
- T. 21, mai -juin 1915,
La faillite de la IIe Internationale.
- T. 21, juillet - août 1915,
Le socialisme et la guerre.
- T. 21, 16 octobre 1915,
« Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».
- T. 22, janvier - février 1916,
« La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes »
- T. 22, janvier - juin 1916,
L'impérialisme stade suprême du capitalisme.
- T. 22, juillet 1916,
« A propos de la brochure de Junius ».
- T. 22, juillet 1916,
« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».
- T. 23, août - octobre 1916,
« Une caricature du marxisme et à propos de l'économie impérialiste ».
- T. 23, janvier 1917,
« Statistique et sociologie ».
- T. 24, 24-29 avril 1917,
« La septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R., nos 18 et 19 ».
- T. 24, 15 mai 1917,
« Finlande et Russie ».
- T. 25, 28 juin 1917,
« L'Ukraine ».
- T. 25, 30 juin 1917,
« L'Ukraine et la défaite des partis dirigeants de la Russie ».
- T. 26, 3 décembre 1917
« Manifeste au peuple ukrainien et ultimatum à la Rada d'Ukraine ».
- T. 26, 19 décembre 1917,
« Résolution du Conseil des Commissaires du peuple sur les pourparlers avec la Rada d'Ukraine ».
- T. 26, 30 décembre 1917,
« Résolution du Conseil des Commissaires du peuple sur la réponse de la Rada d'Ukraine au Conseil des Commissaires du peuple ».
- T. 26, janvier 1918,
« Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ».
- T. 29, mars 1919,
« Projet de programme du P.C.(b)R., nos 5 et 6 ».
- T. 30, 22 novembre 1919,
« Rapport présenté au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient ».
- T. 30, 28 décembre 1919,
« Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine »
- T. 31, 5 juin 1920,
« Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale ».
- T. 31, 26 juillet 1920,
« Le IIe Congrès de l'Internationale communiste, n° 3 ». T. 31, 2 octobre 1920,

- « Discours au Congrès des ouvriers et employés de l'industrie du cuir ».
T. 32, 2 mars 1921,
« Lettre à G. Ordjonikidze ». T. 32, 14 avril 1921,
« Aux camarades communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, du Daghestan
et de la République des peuples du Caucase du Nord ».
T. 33, 28 novembre 1921,
« Projet d'une proposition pour la formation d'une Fédération des Républiques de
Transcaucasie ».
T. 33, 6 octobre 1922,
« Billet au Bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme de grande puissance ».
T. 33, 2 mars 1923,
« Mieux vaut moins, mais mieux ». T. 36, 30 décembre 1922,
« La question des nationalités ou de " l'autonomie " ». T. 36, 31 décembre 1922,
« La question des nationalités ou de " l'autonomie " » (suite).

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous laisserons de côté les critiques, les corrections et les développements que nous avons cru devoir apporter à la pensée léniniste, pour seulement comparer l'approche léniniste, telle qu'elle se développe au fil des événements, au «marxisme-léninisme» que Staline a légué à l'histoire.

Comme nous l'avons vu, le parti de type léniniste n'a pas un mode de fonctionnement et un type de rapport avec la classe ouvrière définis une fois pour toutes: c'est la conjoncture et, en définitive, la plus ou moins grande activité des masses qui déterminent, en dernière instance, ce mode de fonctionnement et ce type de rapport. L'État socialiste se distingue de l'État bourgeois non seulement par son contenu de classe, mais aussi par son mode de fonctionnement, sa structure. La question nationale repose sur la lutte contre les injustices nationales et sur la reconnaissance du droit à la séparation; sur le plan international, elle implique l'union du prolétariat révolutionnaire avec les mouvements de libération nationale des colonies ou semi-colonies contre l'impérialisme et l'aristocratie ouvrière. Le déclenchement de la première guerre impérialiste va renforcer la perspective internationaliste de Lénine. Si les bolchéviks passent de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, bien que la première ne soit pas «achevée», c'est précisément dans le but de mettre fin à cette guerre et d'aider au développement de la révolution mondiale.

Mais la Révolution allemande ne vient pas, et les bolchéviks se voient contraints de signer le traité de Brest-Litovsk. La signature de ce traité conduit à la guerre civile, à l'intervention des pays de l'Entente, au délabrement de l'économie et à la disparition

d'une grande partie de la classe ouvrière. C'est dans cette conjoncture que Lénine met l'accent sur la *centralisation dans* le parti et l'accent sur le parti face aux masses devenues plus ou moins amorphes; c'est dans cette conjoncture qu'il insiste sur le contenu de classe de l'État au détriment de son mode de fonctionnement; c'est cette conjoncture qui conduit au parti unique et, donc, à la négation de la possibilité d'utiliser, pour les nationalités de l'U.R.S.S., le « droit à la séparation »; c'est cette conjoncture, enfin, qui conduit Lénine à s'appuyer sur les propres forces de l'État soviétique face à l'isolement de la Russie.

Le « marxisme-léninisme », tel qu'il se dégage des écrits de Staline ¹, est le léninisme d'une époque, ouverte par la signature du traité de paix de Brest-Litovsk (mars 1918) et marquée par la guerre la plus acharnée entre les partisans de la révolution et ceux de la réaction.

Staline a fait du léninisme de cette époque la « théorie marxiste-léniste », valable pour toutes les conjonctures et tous les pays. Inutile d'insister sur le fait qu'une telle « théorie » est foncièrement étrangère à la pensée vivante de Lénine qui est - comme nous avons essayé de le démontrer dans notre étude - sensible aux moindres modifications de conjoncture.

Mais il y a plus. Une comparaison minutieuse entre la pensée de Lénine, au moment de la guerre civile, et l'interprétation qu'en donne Staline, démontre que la pensée du Lénine de cette période est déformée par Staline, déformation qui ira en se renforçant dans des écrits ultérieurs du successeur de Lénine.

Par exemple, le « marxisme-léninisme » admet, selon Staline, la possibilité de la victoire complète du socialisme dans un seul pays. Or Lénine dit exactement le contraire, même si, après la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, il est amené à compter surtout sur les seules forces de l'État soviétique.

Vers la fin de sa vie, Lénine accordera plus d'espoir de succès, à court terme, aux mouvements de libération nationale qu'aux mouvements prolétariens des pays industrialisés. Cependant, il se méfie énormément de la bourgeoisie des pays colonisés:

« Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses, d'exploités. » ²

¹ Comme base de comparaison, nous avons utilisé les trois premiers textes importants que consacre Staline à Lénine: « Les bases du léninisme », avril 1924; « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », décembre 1924; « Du léninisme », janvier 1926. Ces trois textes ont été publiés dans un recueil des écrits de Staline intitulé *Les bases du léninisme*, coll. 10/18. Les textes ultérieurs de Staline ne feront que confirmer cette première interprétation.

² « Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, n° 3 », T. 31, 26 juillet 1920, p. 249.

Staline, au contraire, juge les mouvements nationaux à leur seul caractère anti-impérialiste : il ne tient pas compte de la relation de ces mouvements avec l'organisation des masses révolutionnaires de ces pays ¹. Cette insistance sur le socialisme dans un seul pays liée à sa négligence à tenir compte des caractéristiques internes des mouvements de libération nationale indiquent une tendance qui ira en se renforçant chez Staline: subordonner les mouvements révolutionnaires dans le monde aux intérêts internationaux de l'État soviétique.

Mais il n'y a pas que la perspective internationaliste de la pensée de Lénine qui soit émuée par l'interprétation stalinienne, il y a aussi son aspect démocratique: Staline ne tient compte que de la centralisation et de la bureaucratisation. Or, du vivant même de Lénine, nous avons vu ce dernier s'opposer aux méthodes bureaucratiques par lesquelles Staline réglait les rapports entre nationalités. Pour Lénine, il faut non seulement reconnaître l'égalité formelle entre les différentes nations de la Russie, mais encore compenser par des compromis l'inégalité concrète des petites nations. Et, vers la fin de sa vie, Lénine commença une lutte contre la bureaucratisation de l'État en mettant l'accent sur son fonctionnement. Staline, lui, cite Lénine, mais en supprimant le bout de phrase où Lénine se réfère à la nouvelle structure de l'État:

« La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine gouvernementale bourgeoise et son remplacement par une nouvelle. » ²

La citation intégrale de Lénine se lit comme suit:

« La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'État bourgeois et son remplacement par une nouvelle qui, selon Engels, « n'est plus un État au sens propre du mot ». » ³

Staline utilisera le même procédé sur la question du parti: en citant le texte où Lénine affirme que le parti doit être, dans la période actuelle de guerre civile, très centralisé, avec un organisme central très puissant et où doit régner une discipline de fer ⁴. Mais il néglige la phrase précédente où Lénine se réfère au centralisme démocratique.

« Les partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent être organisés selon le principe du centralisme démocratique. » ⁵

Staline parle des « courroies de transmission » qui relient les organisation de masse, dont le syndicat, au parti. Lénine, s'il met l'accent sur le rôle dirigeant du parti, accorde, néanmoins, une certaine autonomie aux organisations de masses, autonomie

¹ « Les bases du léninisme » dans le recueil du même nom, coll. 10/18, pp. 130 à 140.

² « Les bases du léninisme » dans le recueil du même nom, col. 10/18, p. 111.

³ *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, T. 28, octobre-novembre 1918, p. 246.

⁴ « Les bases du léninisme », opus cité, p. 171.

⁵ « Les conditions d'admission à l'internationale communiste », T. 31, juillet 1920, p. 214.

que révèle sa polémique contre Trotsky au sujet du rôle des syndicats: ceux-ci doivent défendre les positions du parti auprès des travailleurs, mais aussi défendre ceux-ci contre l'État bureaucratique. Staline, lui, oblitère cette dialectique. Staline pense encore qu'il est suffisant d'avoir la neutralité bienveillante de la majorité de la classe ouvrière pour que le Parti entreprenne une action politique décisive¹. Lénine, lui, parlait de la nécessité et de l'appui actif de la majorité de la classe ouvrière et de la neutralité bienveillante de la majorité de la masse paysanne.

Le « marxisme-léninisme » de Staline est donc le Lénine de la période de la guerre civile émasculé de la perspective internationaliste et de son projet anti-bureaucratique.

Staline dogmatise aussi le « marxisme-léninisme » en le rendant valable pour tous les pays:

« Est-ce que Lénine avait tort de parler du « caractère international du pouvoir soviétiste et des principes de la théorie et de la tactique bolchéviste » ? »²

Lénine, nuancé et sensible aux différentes conjonctures, disait:

« Non, c'est dans le sens le plus étroit du mot, c'est-à-dire en entendant par portée internationale la valeur internationale ou la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous, que certains traits essentiels de notre révolution ont cette portée. Certes, on aurait grandement tort d'exagérer cette vérité, de l'entendre au-delà de certains traits essentiels de notre révolution. On aurait également tort de perdre de vue qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, si même elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité, un brusque changement, à savoir: la Russie redeviendra, bientôt après, un pays, non plus exemplaire, mais retardataire (au point de vue « soviétique » et socialiste). Mais en ce moment de l'histoire, les choses se présentent ainsi: l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur inévitable et prochain avenir (...) D'où la « portée » internationale (au sens étroit du mot) du pouvoir des Soviets, et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolchéviques. »³

Staline, pour s'assurer que personne ne retrouve la pensée vivante de Lénine sous son « marxisme-léninisme », attribuera au jeune Lénine ce qui ne viendra que postérieurement. Ainsi, il affirme que Lénine a conçu dès 1905 la nécessité du passage rapide de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste. Et il passe ainsi sous silence le fait qu'en 1905 Lénine affirme la nécessité d'achever la Révolution bourgeoise, qui doit alors donner naissance à la révolution mondiale qui, elle, permettra au prolétariat russe de faire, ensuite, la révolution socialiste.

C'est seulement en 1917 que Lénine préconise le passage rapide de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, même si la révolution bourgeoise n'est pas achevée, car Lénine pense que la victoire d'une Révolution socialiste en Russie accélérera le mouvement de la révolution mondiale qui viendra ensuite à la rescousse de la

¹ « Du léninisme » dans *Les bases du léninisme*, coll. 10/18, p. 267.

² *Id.*, p. 227.

³ *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, T. 31, avril-mai 1920, pp. 15-16.

révolution socialiste russe. On voit que la révolution ininterrompue prend un sens très différent en 1905 et 1917: Staline l'ignore.

Bref, le «marxisme-léninisme» est le léninisme d'une période, celle de la guerre civile exacerbée. Ce léninisme est aussi émasculé de sa perspective internationaliste et de son sens anti-bureaucratique. Le léninisme de cette période est censé se retrouver dans tous les écrits de Lénine et être valable, comme tel, pour tous les pays et toutes les conjonctures. Le « marxisme-léninisme », tel que légué à l'histoire par Staline, est donc complètement étranger à la pensée vivante de Lénine telle qu'elle se dégage de notre étude.

FIN DU LIVRE.